

Crime, justice et droit : quelques réflexions sur l'historiographie récente en Belgique

Xavier ROUSSEAU

« *Que la justice soit pratiquement absente des interrogations et bilans consacrés dans ces dernières années à l'histoire contemporaine est une évidence. On peut donner des explications rapides à un tel constat : peu d'intérêt porté à une histoire des institutions abandonnée aux seuls spécialistes – juristes et historiens du droit – sujet, qui, par son traitement, n'entre guère dans les débats actuels de la discipline sur les rapports entre représentations et réalité ou sur la façon de mieux prendre en compte la liberté et le rôle des individus dans un contexte donné. La discrétion de l'histoire de la justice, que l'on pourrait également vérifier au niveau de l'enseignement (...), serait donc le reflet à la fois d'une relative rareté des études et d'une conception traditionnelle de l'histoire, se situant à l'écart ou en marge des renouvellements qui affectent cette discipline, comme les autres sciences sociales, depuis plusieurs décennies* »¹.

Cette analyse d'un des meilleurs spécialistes de l'histoire de la justice française s'applique-t-elle à l'historiographie de son voisin du nord ? L'occasion nous est donnée durant cette journée de faire un bilan et de tenter une première réponse à cette question, une décennie

1. Jean-Claude Farcy, *L'histoire de la justice française de la Révolution à nos jours. Trois décennies de recherche*, Paris, PUF, 2001, p. 19. L'auteur précise immédiatement que dans le cas français cette vision est caricaturale.

après de premières interrogations sur les voies et moyens d'une histoire de la justice à l'époque contemporaine².

Mais tout d'abord qu'entend-on par une « histoire de la justice » et « époque contemporaine » ? L'histoire de la justice est selon mon point de vue, une histoire des régulations sociales, dans laquelle la justice officielle apparaît comme un catalyseur de nombreuses pratiques visant à maintenir le lien social entre des individus ou des groupes, lien troublé par un conflit, de quelque nature que ce soit.

Quant à l'époque contemporaine, je la fais démarrer dans ce domaine en 1795 avec la réunion des départements « belges » à la France. Cette période se caractérise, à l'aune de la longue durée occidentale, par la cristallisation d'un certain monopole de l'État sur l'usage légitime de la force, à travers le projet révolutionnaire français qui aboutit à une profonde révolution judiciaire et pénale. La conquête des Pays-Bas autrichiens et de la Principauté de Liège marque la réception du système français et introduit une rupture avec la culture judiciaire d'ancien régime. En revanche la continuité structurelle entre les institutions administratives et judiciaires du Directoire à l'Empire est fondamentale, notamment les Codes, ce qui permet de dire que l'institution judiciaire belge est antérieure à la création de l'État. Concomitamment, le développement des États-Nations souverains connaît son apogée durant les deux derniers siècles. Ces prérogatives de légalité juridique et d'ordre public sont exercées par les institutions de premier plan : les enceintes parlementaires qui votent les lois, et des structures régaliennes, en premier lieu desquels les ministères de la justice et de l'intérieur.

Cette écrasante domination des institutions publiques appelle deux remarques.

Tout d'abord, toujours en perspective de la longue durée, cette caractéristique propre de la période contemporaine est loin d'être un donné incontesté. Il faut plutôt voir dans l'exercice de la justice étatique, un effort continu des élites investissant l'État, pour imposer un ordre public indépendant des ambitions monarchiques et garantissant l'exercice des libertés intellectuelles, politiques et économiques, vitales pour l'expansion de la bourgeoisie.

Dans la ligne des réflexions de Marcel Gauchet, l'ordre politique de l'État se substitue à l'ordre sacré du Prince. Processus de

2. Rousseaux X., 1993, 1998.

longue haleine, l'émergence de l'État national est précipitée – au sens chimique du mot – par les conséquences des Révolutions politiques et sociales qui secouèrent la fin du 18^e siècle : Révolution brabançonne, Révolution liégeoise, Révolution française, révolution batave.... L'invasion des Pays-Bas autrichiens et de la principauté de Liège par les troupes de la Première République française en 1792-1793 représente pour nos régions la ligne de fracture nette et brutale entre ces deux régimes du pouvoir. À une autre échelle, les années 1780 à 1830 constituent la formation progressive d'une élite « nationale » fusionnant anciennes noblesses et strates bourgeoisies en expansion.

C'est dire que les structures officielles d'encadrement des litiges par les institutions étatiques (judiciaires ou policières) sont bien une tendance majeure, mais n'épuisent pas l'ensemble des pratiques de régulation des conflits. À la différence de l'ancien régime, la production des sources officielles est si massive qu'elle conforte l'illusion d'un monopole sans exceptions. Habilement interrogées cependant, ces mêmes sources révèlent à l'envi les traces de résistance, d'écarts ou de manipulations de la norme étatique.

Deuxième remarque : la régulation des conflits ne se limite pas à la justice pénale. La distinction classique entre justice pénale et justice civile, fondée autour de la procédure, s'étend à la fin du 18^e siècle à de nombreux secteurs de la vie sociale : la vie commerciale, le monde du travail, les rapports avec l'administration. Cette expansion s'accélère tout au long des deux derniers siècles, vers le monde du travail et des loisirs, jusqu'aux espaces scolaires et sportifs et même familiaux; la juridicisation des rapports sociaux semble aujourd'hui un phénomène incontrôlé et des voix s'élèvent pour appeler à une reprise par les groupes sociaux de la solution de certains de leurs problèmes quotidiens.

En outre, justice pénale et non pénale sont organisés par le même cadre technique et humain : celui des hommes, des normes et des institutions judiciaires. L'évolution exponentielle du nombre de juristes traduit et amplifie cette juridicisation des rapports sociaux et pose la question de l'auto alimentation d'une telle juridicisation.

Enfin, les recherches anthropologiques qui s'efforcent de comprendre les conflits dans leur terreau social prennent comme un

matériau unique l'ensemble des procédures, qu'elles soient civiles ou pénales³.

Qu'en est-il de l'historiographie belge ? On a déjà constaté il y a quelques années, la dispersion des recherches. Le constat reste valable. À l'heure de terminer ces lignes néanmoins, une première histoire sociopolitique de la Belgique contemporaine fait un premier point sur le sujet⁴. Elle révèle déjà l'état des recherches menées depuis une trentaine d'années sur 175 ans d'histoire judiciaire de la Belgique. La politique menée par les ministres de la justice y est esquissée en matière civile et en matière pénale, dans le domaine de la protection de la jeunesse comme de l'exécution des peines. Suit une histoire des différents acteurs du monde judiciaire (magistrats, avocats, greffiers, notaires, huissiers policiers, personnels de l'exécution des peines...). L'ouvrage se clôt sur l'évocation de quelques problèmes de société : justice et politique, justice et médias, justice et classes sociales, justice et genre. Cette première étude d'ensemble n'épuise pas le sujet. Bien des auteurs évoquent l'ouverture d'un chantier qui nécessitera quelques décennies de travaux. Nous évoquerons donc ici ce qui nous paraît assuré et ce qui reste à découvrir à partir des travaux publiés depuis les années 1990⁵. Grâce à de récents répertoires, nous avons également ajouté une sélection des thèses de doctorat et de mémoires de licences réalisées dans les institutions universitaires depuis les années 1970 et qui constituent souvent les explorations fondamentales dans l'histoire de la justice⁶.

L'exposé qui suit sera divisé en cinq grandes parties. La première s'intéressera à l'état actuel des archives de la régulation sociale, condition préalable à des recherches renouvelées.

La deuxième portera sur les travaux sur les cadres de l'exercice de la justice : cadres normatifs, cadres organisationnels et cadres

3. Elisabeth Claverie et Pierre Lamaison, *L'impossible mariage: violence et parenté en Gévaudan XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, 1982 ; Stephen Wilson, *Feuding, conflict and banditry in Nineteenth-century Corsica*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

4. Heirbaut D., Velle K., Rousseaux X., 2004.

5. Nous renvoyons pour la production des années antérieures à nos précédents bilans, Rousseaux X., 1993, 1998.

6. Certains travaux ont donné lieu à des publications ultérieures, mais la plupart des recherches sont demeurées inédites. De qualité variable, elles sont cependant souvent utiles pour repérer la documentation exploitée.

humains. La troisième s'intéressera aux pratiques des acteurs : justiciables, juges et autres... La quatrième abordera plus spécifiquement le champ pénal. La dernière se penchera sur les rapports entre justice, société et politique.

ARCHIVES DE LA RÉGULATION SOCIALE : UN ÉTAT DE LA QUESTION⁷

Certes, de nombreuses sources permettent de dresser les contours de la justice : pensons ici aux débats parlementaires, à la presse professionnelle du monde judiciaire, pénitentiaire ou policier, aux statistiques officielles publiées ou inédites, enfin aux papiers privés du personnel politique, des magistrats, des avocats, des policiers... et, pour les périodes plus récentes, aux enquêtes orales.

Mais l'essentiel de la documentation repose sur les grandes masses documentaires produites par l'activité de régulation sociale : les archives des juridictions, de l'administration.

Il y a près de trente ans, plusieurs chercheurs évoquaient l'utilité des archives judiciaires pour l'étude de la société⁸. A l'époque, les historiens découvraient les masses d'archives judiciaires laissées par les tribunaux de l'époque moderne. La consultation et l'exploitation des archives judiciaires pour l'époque contemporaine n'en étaient qu'à leurs balbutiements. Quelques années après, les chercheurs poussaient un cri d'alarme. La loi de 1955 n'avait pas été adaptée et les archives de justice demeuraient largement inaccessibles aux chercheurs. En 2004, la situation s'est fortement améliorée, mais avec des variantes inquiétantes.

Les archives du ministère de la Justice belge ne sont pas gérées de manière centralisée⁹. Pour la Convention, le Directoire, le Consulat et l'Empire (1793-1814), il faut se reporter aux séries AF (Pouvoir exécutif) D, et surtout BB (Ministère de la justice) ou F7 (Police

7. Voir les travaux de Yante J. M. 2001 et à paraître.

8. Godding Ph., 1977.

9. Put E., 1990 et 1992.

générale) des archives nationales)¹⁰. Pour la période hollandaise aux inventaires de la *Nationaal Archief* concernant la période 1815-1830¹¹

Quelques sections ont fait l'objet d'un classement et d'un inventaire. Ces archives portent essentiellement sur la période 1830-1914. Ainsi la 2^e section du secrétariat général concernant les nominations du personnel de l'ordre judiciaire de 1830 à 1914, L'administration de la bienfaisance et des prisons pour le 19^e siècle, l'administration de la législation, le service des cultes, dons, legs et fondations et notamment les fondations de bourses d'études¹² et l'administration de la sûreté publique et la police des étrangers¹³. Pour le 20^e siècle, certains services de la direction générale de l'ordre judiciaire ou de la direction générale des établissements pénitentiaires (service études et affaires générales et service des grâces) permettront d'étudier le fonctionnement matériel et le personnel des cours et tribunaux ou encore la grâce et la politique pénitentiaire vis-à-vis des inciviques après la seconde guerre mondiale¹⁴. Ajoutons les problèmes de consultation pour la période inférieure à 100 ans¹⁵.

Or les archives de l'ordre judiciaire ont subi les aléas du temps avec son cortège d'incendies, d'inondations et surtout de destructions liées aux deux guerres mondiales. Parmi celles qui ont été versées aux archives de l'État, on en compte environ 200 km.

Au niveau national, les archives de la cour de cassation ne font l'objet d'aucun inventaire publié et ne sont accessibles que sur dérogation. Au niveau des ressorts de cour d'appel, les disparités sont fortes. Pour les parquets généraux, rien sur Anvers et Mons et des archives très diverses pour les trois cours d'appel originaires Bruxelles, Gand et Liège¹⁶. La cour d'appel de Bruxelles dispose d'inventaires nombreux, celle de Liège d'un inventaire général et pour

10. www.archivesnationales.culture.gouv.fr/

11. [www.nationaalarchief.nl./](http://www.nationaalarchief.nl/) et Thielemans, 1999.

12. Boumans, 1960, De Stobbeleir 1983, De Bock-Doehaerd 1988, Ministère de la Justice, 1989 et 1992.

13. Vervaeck, 1968 ; Boone Depoortere 1996.

14. Depoortere Saoudi Wille 2001, Depoortere Saoudi, 2002.

15. Voir Velle in Chauvaud et Petit, 1998, Van Overstraete, 1998, Yante (à paraître).

16. Pour *Bruxelles*, Cosemans, 2001, Vesentini (en préparation) ; pour *Gand*, Velle 2002b, et *Liège*, Hansotte Pieyns Forgeur 1999.

Gand, deux versements couvent la période 1833 à 1987¹⁷. Les cours d'assises provinciales et leurs prédécesseurs sont inventoriées pour les deux Flandres, d'Anvers, du Brabant et de Liège¹⁸.

Au niveau des arrondissements, la situation est aussi variable. Dans de nombreux cas, le recueil tardif par les archives de l'État durant les décennies d'explosion de l'activité judiciaire, a entraîné des destructions occasionnées par le manque de place, la nonchalance administrative et le peu d'intérêt de certaines autorités judiciaires pour l'archive comme outil de mémoire. En Flandre, les archives des parquets d'arrondissement et des juridictions de première instance (civil, correctionnel, jeunesse, commerce, travail) ont été versées à Beveren. En Wallonie en revanche, la situation est variable, en raison d'une activité décentralisée et de l'état matériel des dépôts. On dispose d'inventaires publiés pour : les parquets d'arrondissement de Gand, Turnhout, Audenarde, Bruges, Louvain, Malines, Anvers, Termonde couvrant le 20^e siècle et remontant parfois au 19^e voir à 1795¹⁹ ; pour les tribunaux de première instance en matière civile, Bruxelles, Bruges, Gand, Ypres, Audenarde Turnhout, Furnes, Termonde, Malines, Mons, Liège et Neufchâteau²⁰ ; pour les sections correctionnelles, appelée couramment le tribunal correctionnel²¹ et

17. Pour *Bruxelles*, Depoortere 2001a b c, Depoortere Marginet 2001, Depoortere Notebaert 2001a et b, Cosemans Notebaert, 2002, Inventaire..., 2001, Depoortere 2002, 2003. Pour *Liège*, Hansotte, Pieyns Forgeur 1999 ; pour *Gand*, Velle Devos Garcet Genbrugge 2002, Velle 2002b.

18. Boumans 2001, Cazaux Heusequin Velle 1998, Cosemans 2001, Depoortere 2002, Hansotte Pieyns Forgeur 1999, Rotthier 2002a et b, 2003, Van Honacker Govaert Palmans Peeters 2003, Van Meerbeeck, 2001, Velle 2002b, Velle Cazaux Heusequin 1998.

19. Inventaire...Parquet 2001, Velle, 1998f, 2000e, 2001b, Velle De Vos, Garcet Genbrugge, 2001, Luyckx Velle, 2001, Velle, 2002b c, Buyck, 2002, Luyckx Orec Van Honacker, 2003a b.

20. Pour *Bruxelles*, Depoortere, 2001d, Depoortere Marginet 2001b, Libert Marginet Depoortere 2001, De Stobbeleir Depoortere Marginet Vanden Broeck 2002 ; pour Nivelles, Boumans 1961a ; pour *Mons* Depauw, 1999, De Keyzer Sotteau, 2003 ; *Liège*, Liste... 1999, Hansotte Pieyns Forgeur 1999 ; *Neufchâteau*, Hannick 1984 ; pour *la Flandre*, Drossens 2005, Luyckx Orec Van Honacker 2004, Velle 1997, Velle Heusequin Cazaux 2000, Velle Dhondt 2001, Velle 2001b, 2002 a b c, Van Honacker 2003a.

21. Drossens, 2005, Velle Heusequin Cazaux, 2000, Velle 2001a, Velle 2002 a b, d, Van Honacker 2003a b.

pour les sections, jeunesse de la plupart des arrondissement flamands et de Bruxelles²² ; pour les tribunaux de commerce de Anvers, Gand, Bruges, Alost, Courtrai, Malines (affaires commerciales du tribunal civil), Liège et Verviers et pour les juridictions du travail de Flandre orientale et occidentale, Malines et d'Anvers conseil des Prud'hommes pour gens de mer)²³.

Au niveau des cantons, les archives des tribunaux de police et des justices de paix font l'objet d'inspections systématiques et de publications d'inventaires dans les trois régions du pays²⁴.

En ce qui concerne les archives pénitentiaires, la situation est identique. Conservation, inventoriage et publications de travaux existent pour la Flandre (établissements d'Anvers, Louvain, Termonde, Malines, Turnhout, Hasselt, Tongres, Bruges, Saint-André, Audenarde, Furnes, Courtrai, Ypres, Gand, Alost, Vilvorde, Hemiksen²⁵ et pour Bruxelles²⁶. En revanche, on s'inquiète du peu d'inventaires, mêmes provisoires, publiés pour les institutions en région wallonne (la province de Luxembourg, Tournai, Liège, Verviers)²⁷. Prenons deux exemples, les camps d'internement créés dans la hâte à la libération de 1944 pour enfermer 60000 suspects de

22. Velle Heusequin Cazaux, 2000, Boudrez Van Camp Dhondt, 2001 ; Van Honacker 2003a , Velle 2001b, Libert Depoortere, 2001.

23. *Juridictions commerciales* : Bekers 1970, Velle 1997 Muys 1999, Velle 2001b, 2002a, b et d, Hansotte, Pieyns Forgeur 1999 Orec Van Honacker 2005 et *juridictions du travail* : Velle Heusequin, Cazaux, 2000, De Smet et Kerckhove 2002, Velle 2002 a b, Van Honacker 2003 a.

24. Voir notamment Muys, 1996a et b, 1997a et b, 1998, Elslander Velle 1999, Velle Gadeyne Heusequin 1999, 2000, Velle 1998e, 2000f, 2001b, 2002a et b, Velle Cazaux Heusequin 1999, Velle De Vos 2001, Velle Elslander Cazaux Heusequin Lescroart 1999, Velle De Vos, Garcet Genbrugge, 2001, Velle Heerwegh Elslander 1998 ; Desmaele 2001, Hansotte Pieyns Forgeur, 1999, Niebes 2004 a et b, Petitjean, 2001a et b, De Schepper 1995, De Stobbeleir 1995, 2002a et b, Depoortere 2001e, Notebaert Depoortere, 2001.

25. Cole De Witte Muylle Verschaeren, 1981, Velle 1997, 1998 a b c et d, Velle Heerwegh 1998, Elslander Velle 1999, Buyck Baert Elslander 1999, Baert 1999, 2000a b c, Baert Buyck 1999, Buyck Rotthier 2000, 2001, De Witte 2001, Rotthier 2000, 2001.

26. Van Haegendoren 2003, Tallier 1998.

27. Sizaire 1988, Hansotte Pieyns Forgeur, 1999, Hansotte Conradt, Uysenga 1999, Desmale Hubaut Loiselet 2004.

collaboration. Alors que ces institutions spéciales sont documentées pour les provinces d'Anvers, du Brabant et du Limbourg (dont Breendonk, Malines, Tongres, Anvers)²⁸, aucun inventaire ne renseigne les archives de ces camps en Wallonie. Un autre exemple est donné par la communautarisation de l'aide à la jeunesse : le volet institutionnel est bien exploré en Flandre, y compris pour une institution comme Saint-Hubert, grâce aux projets financés par le *Max Wildiersfonds*²⁹, mais en Communauté française, le fossé se creuse dans la société de la connaissance.

Il en va de même des archives policières, profondément bouleversées par la réforme des polices de 2000. Si les grandes agglomérations ont parfois des archives policières impressionnantes (Anvers ou Bruxelles)³⁰, d'autres ont connu pas mal de destructions ou sont peu accessibles (Gand, Liège)³¹. Quant aux villes moyennes et aux petites communes, certaines renseignent l'existence de telles archives sur le site Internet, mais rares sont celles qui proposent un inventaire de leurs archives de police³². Dans son *Centre historique de la Police*, l'ex-gendarmerie a pour sa part conservé certains fonds pour le 20^e siècle. Hélas, le 19^e siècle y est peu représenté et les archives des brigades font souvent défaut. En outre, d'autres archives sont très dispersées dans les trois ministères de tutelle : Défense, Intérieur, Justice, ainsi que dans les fonds provinciaux. Enfin les polices judiciaires près des parquets ont conservé des archives parfois extrêmement riches (Anvers, Gand, Bruxelles), mais là encore, on s'inquiète de la disparité entre l'action de sauvegarde en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie...³³. Il en va de même pour les archives des services de sécurité. À côté des archives citées plus haut de la Sûreté de l'État et la police des Étrangers disponibles jusqu'en 1914, celles de la Sûreté militaire restent inaccessibles au chercheur ordinaire. De

28. Rzoska Velle, 1997, Velle, 1998 b et c, Velle 1999b, Baert 1999, Roththier 2001.

29. Drossens Christiaens Velle, 2001, Drossens, 2001a et b, 2002a et b.

30. *Archives de la ville de Bruxelles*, Fonds de la police; *Stadsarchief Antwerpen*, Archieven van de politie van Antwerpen.

31. *Stadarchief Gent*, Moderne Archief, Politie (1796-1985). *Archives de la ville de Liège*, Fonds ordre public, voir Linotte 2004. *Stadsarchief Oostende*, Politie (ca. 1880 - heden).

32. *Stadsarchief Oostende*, Politie (ca. 1880 - heden).

33. Maréchal 1999, Depoortere 2001f, Depoortere Desmaele Velle, 2004.

cette vue cavalière à partir des inventaires publiés, il se dégage une vision contrastée. Quelles que soient les raisons réelles ou les agendas cachés dans cette disparité, le risque est grand de voir se développer une historiographie orientée sur une différence d'échelle entre les fonds conservés au Nord et au Sud du pays... De là à nourrir une historiographie qui conclurait au dynamisme des uns et à la stagnation des autres sur base d'une politique différenciée de conservation documentaire, dynamique dans un sens, négligente dans l'autre, il n'y a qu'un pas... que nous nous efforçons d'éviter.

NORMES, HOMMES ET INSTITUTIONS JUDICIAIRES

Le socle d'une histoire scientifique de la justice s'appuie sur une bonne connaissance de l'évolution historique des cadres dans lesquels s'exerce la justice : le cadre normatif, le cadre institutionnel et le cadre humain.

Normes

Les études publiées consacrées aux normes civiles ne sont guère légion. On trouve quelques chapitres dans les introductions historiques au droit destinées aux étudiants de premier cycle, notamment celles de Gilissen et de Van Caenegem. Sans aucun doute, le Code civil français de 1804 représente le point nodal des études. Le bicentenaire a été l'occasion de faire le point sur l'évolution du Code en Belgique en comparaison internationale³⁴. En Belgique, quelques études ont été consacrées à l'impact de la codification en matière de droit privé, en particulier autour du mariage et du divorce³⁵. Il existe par ailleurs des

34. Voir les colloques réalisés aux Universités de Bruxelles et de Gand pour le bicentenaire du Code civil et l'exposition au Parlement.

35. Voir les travaux de Coppens C., *Het Tribunal Civil du Département de l'Escaut en de rechtbank van eerste aanleg te Gent. Een bijdrage tot de studie van de burgerlijke rechtspraak in de periode 1796-1830*, in *Revue Belge d'Histoire contemporaine*, 14, 1983-1/2, pp. 1-51 ; Coppens E. C., *Het huwelijk "quoad vinculum". Een studie van de secularisering van het huwelijksrecht*, Gent, 1796-1857, Gand, 1984 (UG, thèse de doctorat en histoire, inédite), Godding P., *Les contrats de mariage dans la première moitié du 19e siècle : fidélité à la coutume ou adoption sans réserve du Code*

travaux d'approche sur le droit social ou sur le droit commercial³⁶. En revanche, le droit économique et son évolution en fonction des cycles d'expansion et de récession reste très mal connu. Si l'on examine les mémoires de licence, on remarque en revanche une collection d'études sur la genèse de lois particulières, généralement fondées sur une analyse des sources parlementaires, de la documentation des partis politiques et de la presse. Plus récemment, certains travaux combinent l'analyse classique d'histoire législative avec une enquête dans les sources judiciaires pour en mesurer l'application. L'analyse des secteurs privilégiés est instructive. Le droit public, mis à part un travail sur la vérification des pouvoirs³⁷, et la loi de 1877 sur les fraudes électorales³⁸, concerne essentiellement le 20^e siècle avec des travaux sur le vote féminin³⁹, les lois de milice⁴⁰, la loi antiraciste de 1981 et celle sur l'égalité des chances⁴¹ ou la loi sur les ASBL de 1921⁴².

Le droit familial est un peu mieux représenté dans la foulée des études de genre. Le divorce⁴³, la loi réprimant la propagande anticonceptionnelle de 1923⁴⁴, la recherche de paternité⁴⁵, l'adoption⁴⁶, la puissance paternelle⁴⁷, la loi sur l'épargne de la femme mariée⁴⁸ ou encore les droits de succession⁴⁹. C'est cependant

Napoléon, in *Revue Belge d'Histoire contemporaine*, 14, 1983-1/2, pp. 91-114 ; Beauthier R., 1992.

36. Nandrin, 1997, Pittomvils 1995 ; de Rongé Y., Henrion E., Vael C., 1993 ; Vael (sous presse).

37. Vasselli 1967.

38. Franket 1981.

39. Pfeiffer 1993.

40. Esprit 1983.

41. Herzstein 1995, Raeymaekers 1998.

42. Vandenabeel, 1987.

43. Beauthier 1992, Guelette 1980, Van Mierenhocht, 1998, Wintein 1983.

44. Boogaerts 1996.

45. Deridder 1994, Van Loonbeek 1983

46. Wautier 1975, Nijs 2002.

47. Teirlynck 1988.

48. Walravens 1977.

49. Vandenabeele 1973, Neckers 1976.

législation économique et sociale qui se taille la part du lion. En matière économique, une seule étude est consacrée à la législation économique d'un gouvernement, celui de de Theux (1834-1840)⁵⁰. D'autres sont consacrés aux lois sur les unions professionnelles de 1898⁵¹, sur l'information en matière financière⁵², ou encore la société anonyme⁵³. En matière sociale, hormis la loi sur les fermages⁵⁴ ou les commissions d'assistance publique⁵⁵, l'essentiel porte sur le droit du travail et les conseils de Prud'hommes⁵⁶, sur le travail des femmes et des enfants⁵⁷, le contrat de travail⁵⁸, la durée du travail et le repos du dimanche⁵⁹, les accidents⁶⁰, l'assurance maladie-invalidité ou la loi sur les pensions⁶¹. On reconnaîtra ici l'influence de l'histoire sociale dans les départements d'histoire en Belgique. Les travaux sur la législation en matière d'enseignement et d'emploi des langues reflètent davantage les intérêts des piliers confessionnels pour l'enseignement primaire ou universitaire⁶² ou du mouvement flamand pour les diverses avancées de la législation linguistique dans l'armée, l'administration, la justice, ou l'enseignement⁶³. Notons au passage que la totalité de ses travaux concerne la néerlandisation de la société flamande. Le rapport des Wallons ou des germanophones à la langue administrative française ne semble pas être un objet d'histoire !

50. Beel 1977.

51. Bernard 1989.

52. Weuts 1980.

53. Hoebeke 1983.

54. Steenput 1986.

55. Wouters 1981.

56. De Prest 1975.

57. Simons 1971, Janssens 1974, Jacob 1976.

58. Meert 1976.

59. Nice 1980, D'Haenens 1982, Marchand 1998, Willems, 1998.

60. Point 1980, Gyssels 1992, Mondelaers 2000.

61. Joostens 2000, Roos 1996.

62. Tillieux 1984, Donnay 1979, Hoebank 1983.

63. De Meulder 1980, Houben 1980, Lermite 1969, Ryck d'Huisnacht 1969, Van Aken 1983, Van den Berghe 1983, Van Ginderachter 1998, Van Goethem, 1983.

Les normes procédurales et leur évolution

Un deuxième terrain est celui de l'histoire de la procédure. Pour la procédure civile, on ne dispose de très peu d'études sur les différentes réformes de la procédure judiciaire entre la loi d'organisation judiciaire de 1832 et la réforme du code de procédure civile de 1970⁶⁴. Un seul travail inédit est consacré aux luttes politiques autour du découpage judiciaire⁶⁵. Pour la procédure pénale, seuls le jury criminel et la libération conditionnelle ont été mis en perspective historique⁶⁶. De manière générale, il nous manque une histoire critique de la procédure, qui, reposant sur des analyses érudites et techniques de chaque évolution dégage des modèles et les replace dans le contexte sociopolitique et économique de l'époque.

L'évolution des normes pénales est globalement mieux connue que celles des normes civiles. Dès l'annexion, par la France, la codification fait irruption dans la société belge, via le code des délits et de peines (1795), version aménagée du code pénal de 1791. C'est d'abord au pénal que les citoyens seront confrontés au code par les tribunaux criminels, correctionnels et les accusateurs publics.

1810 est l'occasion d'une refonte complète de l'organisation judiciaire, préalable à l'introduction du code de 1810. Celui-ci règnera sur le droit pénal belge durant un demi-siècle. Si le code de 1810, la réforme de 1867 et les relations entre le droit et la société belge ont été étudiées⁶⁷, en revanche le droit pénal belge du 20^e siècle est moins connu, abstraction faite des mutations rapides imposées à certaines sections comme les atteintes à la sûreté de l'État durant la première moitié du siècle⁶⁸. Ajoutons que la réforme du code pénal est une utopie régulièrement débattue durant la seconde moitié du 20^e siècle.

Le code pénal n'est pas le tout de la loi pénale. La multiplication des lois spéciales traduit l'extension du « filet pénal » à une catégorie de comportements de plus en plus large. C'est notamment le cas pour les usages ruraux, la violence⁶⁹. Dès le milieu du 19^e s., on commence en parallèle à assister à un mouvement de

64. Nandrin J. P., 1991.

65. Van Roye 1989.

66. Rogiers 1985, Heyvaert 1988 et Pullijn 1982.

67. Stevens F., 1997 ; Weber D., 1996.

68. Rousseaux X., à paraître.

69. Kurgan-Van Hentenrijk G., 1999.

requalification de comportements de masse. Ce mouvement ne signifie pas nécessairement l'assouplissement des poursuites. Ainsi le double mouvement de correctionnalisation de certains vols et de contraventionnalisation d'autres délits en 1848-1849, visent à mieux assurer la protection des biens par le déplacement au plan local du traitement des affaires⁷⁰. Dépénalisation et extension du filet pénal constituent des tentatives des acteurs collectifs à adapter la réalité sociale à ce corpus de règles imperturbables qu'est le droit, ou à adapter le droit aux évolutions de la société belge.

Institutions

L'histoire des institutions est un autre point faible de notre historiographie.

L'organisation judiciaire et l'architecture institutionnelle reposent largement sur quelques études de fond portant essentiellement sur la période 1830-1848⁷¹ et sur les introductions aux inventaires et guides d'archives.

Sur le plan des institutions, trois périodes rythment les principales transformations de la carte judiciaire du pays.

De la Révolution à 1830

Les principales innovations sont l'application du système institutionnel du Directoire, du Consulat et de l'Empire, issu de la révolution et son maintien sous le système hollandais. On leur doit les cantons de justice de paix (1795-1802), les arrondissements des tribunaux de première instance et des parquets (1800), les juridictions criminelles dans les neuf chefs-lieux de la province (successeur du département) depuis 1795, la création des cours d'appel de Bruxelles et Liège (1802) et surtout l'ancrage de cette organisation judiciaire en 1811 autour des cinq codes napoléoniens (code civil des Français (1804), code de procédure civile (1806), code de commerce (1807), code d'instruction criminelle (1808) et code pénal (1810)).

70. Janssens et Vervaele J., 1990 ; Vesentini F., 2003.

71. Nandrin J.P., 1992, 1994, 1997a, b, c.

1830-1914

Le grand 19^e siècle de l'État belge est marqué par un processus de création institutionnelle, puis de restriction budgétaire, enfin d'adaptation à l'évolution démographique et sociale liée à l'industrialisation différenciée du pays. Durant la période de formation de l'État, la création d'une cour de cassation et d'une troisième cour d'appel à Gand (1832), s'articule sur la consolidation d'un réseau de juges de paix et de tribunaux de police en 1848-49. L'augmentation du personnel des cours d'appel, la réduction continue des justices de paix, les incompatibilités entre fonctions politiques et judiciaires, la mise à la retraite des magistrats constituent les principaux débats. Les mutations économiques, démographiques et sociales engendrée par la révolution industrielle des années 1860 aux crises de la fin du siècle (1886, 1894) n'entraînent pas de réelle modification de la carte judiciaire.

1914-2000

Le vingtième siècle offre une apparence contrastée. La croissance économique et sociale du pays est cassée par deux occupations militaires durant la première moitié du siècle. La reconstruction, la décolonisation et les tensions linguistiques minent les réformes destinées à adapter l'État à la démocratisation croissante de la société. Les années 1980 et 1990 sont le théâtre de séismes policiers et judiciaires qui affectent l'édifice judiciaire suranné et débouchent sur une vague de réforme encore en cours. Les années 1910 sont marquées par la création des tribunaux pour mineurs en 1912, puis la généralisation du juge unique et multiplication des cours d'assises en 1919 dans le cadre de la remise en route des institutions mais aussi par l'adjonction des communes d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith à l'arrondissement de Verviers en 1920. Les réformes d'ampleur suivantes datent des années 1970, avec le passage à cinq cours d'appel en 1970 pour appliquer le nouveau code de procédure civile, la refonte de la justice commerciale et de la justice du travail. Une certaine accélération se marque durant les années 1990 avec successivement l'autonomisation des tribunaux de police en 1994 et la refonte des justices de paix en 1999, la réforme des structures du parquet autour de l'intégration horizontale et verticale avec la création du collège des Procureurs généraux (1994), et du conseil des Procureurs du Roi (1998), la création du parquet fédéral (1998) la réforme des polices et la création des services judiciaires d'arrondissement. Il demeure que

rares sont les institutions judiciaires à avoir fait l'objet d'une recherche fondée sur archives.

Le personnel

À côté du droit et des organigrammes, le troisième cadre fondamental pour l'exercice de la justice est celui du personnel. Si le Directoire met en place une architecture moderne des fonctions judiciaires, celles-ci restent électives. La création d'une véritable magistrature, d'un corps d'avocats et de notaires et la multiplication de fonctions parajudiciaires apparaissent comme les grandes tendances initiées par la refonte napoléonienne.

Les ministres de la Justice

Peu des premiers responsables politiques de la justice ont intéressé les chercheurs comme Le Jeune, Pholien ou Harmel.⁷² Il fallut attendre 2004 pour disposer d'une liste exhaustive des titulaires et de leurs portraits⁷³.

Les magistrats

Grâce à l'étude de Jacques Logie, la magistrature de la période de fondation de l'État est bien connue. La recreation des cours d'appel en 1802 s'accompagne de la remise sur pied d'une magistrature traditionnelle, caractérisée par des nominations à vie, l'amovibilité du ministère public aux ordres de l'exécutif, une carrière professionnelle accompagnée d'une reproduction sociale⁷⁴. Jean-Pierre Nandrin a étudié la composition de la magistrature en 1832. Ensuite, il s'est attaché plus particulièrement aux juges de paix jusqu'en 1848. L'intégration des juges de paix à la magistrature déjà refondée par Napoléon est une priorité du gouvernement unioniste. La professionnalisation par l'imposition d'un diplôme de droit sera

72. De le Court, 1965, Christiaensen S., 2001. Carton de Tournai F., Janssens G. 2003, Dujardin V. 2004.

73. Lemoine T., Burgelman L., in Heirbaut D., Rousseaux X., Velle K., 2004.

74. Logie J., 1995.

l'étape suivante en 1849, transformant les juges de paix de notables conciliateurs en pédagogues du droit⁷⁵.

En revanche, l'historiographie de la magistrature entre 1848 et 2003 reste largement fondée sur une tradition interne, à peine nuancée par quelques travaux d'historiens, (par exemple sur la haute magistrature bruxelloise au temps de l'affaire Langrand-Dumonceau)⁷⁶, dominée par quelques figures de Procureurs Généraux comme Raikem ou De Bavay⁷⁷, ou plus tard Terlinden et Hayoit de Termicourt. Il n'existe pas d'étude prosopographique sur la magistrature belge. Seuls quelques mémoires d'étudiant l'ont abordée via la question des nominations politiques ou le profil social pour la Cour d'appel de Liège, le tribunal de première instance d'Anvers ou les juges de paix de Flandre Orientale⁷⁸. Pourtant ce corps exerce une influence considérable malgré son petit nombre de 400 membres en 1832, 537 en 1850, 1800 en 1998⁷⁹. Faute de biographies croisées et de sérieuse analyse de réseaux sur cette portion des élites, il est très difficile de vérifier de les reproches de corporatisme et de fermeture sociale faite à la magistrature et d'en mesurer l'impact sur le fonctionnement de la justice, et plus largement de la société, tout particulièrement en période de crise.

À l'occasion, nous découvrons ainsi que notre connaissance des déterminants sociaux des acteurs de la justice est extrêmement limitée. Mis à part les deux périodes originelles (période française et fondation de l'État belge), que savons-nous des niveaux de formation, des positions intellectuelles et des inclinations politiques des gens de justice ? L'analyse de leurs réseaux familiaux et professionnels, de leur insertion locale ou de leur mobilité géographique et de leur niveau de fortune est largement inconnue. La féminisation⁸⁰, la politisation et l'élargissement social du monde judiciaire, pourtant les phénomènes les plus massifs du 20^e siècle sont peu abordés. Une

75. Nandrin J.P., 1998, p. 205-206.

76. Guillaume Jacquemyns *Langrand-Dumonceau : promoteur d'une puissance financière catholique*, Bruxelles, 5 vol., 1960-1965.

77. Passemiers 1974.

78. Merkelbag 1985, Van den Wijngaert 1963, Iterbeke 1998.

79. Huyse L, Sabbe H., 1997, 1999.

80. Ectors, 2004.

priorité de la recherche est donc une étude approfondie de la prosopographie et des biographies collectives⁸¹.

Les avocats

Ils restent un parent pauvre de l'histoire de la justice belge. Or leur nombre explose⁸². De 813 en 1850, ils et elles seraient plus de 12000 en 1999. Or leurs archives par exemple ne sont pas systématiquement récoltées. Il en ressort que seuls ceux qui ont exercé une activité politique (Destrée, Velge) ont vu leurs archives partiellement conservées dans les fonds publics ou privés⁸³. Leur profil universitaire et social est à peine effleuré⁸⁴. Le fonctionnement professionnel et le rôle social des barreaux n'est guère étudié sinon dans une optique corporative. On regrette à cet égard que certains barreaux privilégient l'ouverture de leurs archives à leurs confrères et rechignent à voir les historiens professionnels d'aborder quelques questions sensibles : comme la radiation des avocats juifs aux barreaux d'Anvers et de Bruxelles....⁸⁵

Les notaires

L'histoire des notaires, développée pour l'ancien régime, aborde de plus en plus nettement la période contemporaine. Fred Stevens, auteur d'une thèse remarquable sur la pratique des notaires sous le régime français continue à explorer les multiples facettes de cette profession. De belles études sur des cabinets multiséculaires comme les notaires Dierckx à Turnhout⁸⁶ et le rôle des conférences

81. Bernard Lepetit (ed.), *Les formes de l'expérience : une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995. C'est à cette tâche que s'attache le double projet (FUSL-UCL-FUNDP) financé par le FRFC et les FSR des Facultés de Namur, sur la prosopographie du monde judiciaire belge de 1830 à 1914.

82. Martyn G., 2004.

83. Muller, 2003.

84. Van Hooreweghe, 1976, De Buck, 1982, Helbo, 1997.

85. Saerens L., 1986, Verstraete J., 2001.

86. Stevens F., 1994, 2002.

d'arrondissement⁸⁷ approfondissent la synthèse dirigée par C.Bruneel, F.Stevens, P.Godding⁸⁸.

Les auxiliaires de justice

Ces derniers restent dans l'ombre. Si les huissiers de justice ont eu droit à leur ouvrage jubilaire⁸⁹, en revanche, le personnel de l'administration reste dans la pénombre. On pense à l'administration pénitentiaire mais aussi fonctionnaires du ministère de la justice. Un personnage aussi considérable que Isidore Maus, directeur de l'office de protection de l'enfance, au ministère, qui ne fut ni ministre, ni parlementaire, ni magistrat, ni professeur d'université n'a droit à sa notice biographique dans aucun dictionnaire belge... Or ces hommes de l'ombre sont au cœur des pratiques quotidiennes et des réseaux internationaux qui agissent sur la justice. De manière générale les fonctionnaires de la Justice sont moins étudiés que leurs collègues de l'Intérieur, les gouverneurs de province et commissaires d'arrondissement ou les bourgmestres⁹⁰, responsables du maintien de l'ordre dans leur commune.

Problèmes de société et justice

Un autre intérêt d'étudier l'activité législative ou les pratiques judiciaires au quotidien est de servir d'instrument précis de mesure des évolutions d'une société contemporaine.

Ainsi la justice apporte sa pierre au renouvellement des grandes questions classiques de l'historiographie belge : la question flamande, la question sociale, l'égalité entre les sexes, les migrations, les rapports entre Églises et État.

Herman Van Goethem a confronté l'évolution législative des lois linguistiques et les pratiques régionales dans les provinces flamandes⁹¹. Son questionnaire n'épuise pas le sujet et il serait utile d'étudier les rapports entre la langue administrative dominante et les

87. Stevens F., 1999.

88. Bruneel C., Godding, P., Stevens F., 1998.

89. Lesage X., 1993.

90. Defesche, 1968, Paridaens, 1975, Lesage, 1986.

91. Van Goethem H., 1990.

patois locaux dans les provinces wallonnes. Les conflits du travail dans le milieu du textile se retrouvent dans l'étude de K.Pittomvils fondées sur les archives des prud'hommes gantois. Jean-Pierre Nandrin pour sa part redessine les contours de l'évolution du droit social en parallèle avec l'émancipation politique des classes populaires fin 19^e-début 20^e s.⁹². L'évolution récente des rapports entre les sexes laisse sa marque dans la législation sur le divorce ou sur la filiation consacrent le difficile rééquilibrage des rapports entre les sexes dans la Belgique de la fin du 20^e siècle⁹³. Le débat récent sur les liens entre immigration et délinquance oblige les historiens à revisiter la place de l'étranger dans les archives législatives et judiciaires⁹⁴. D'autres problèmes sont soulevés à travers l'analyse des dossiers particuliers : la liberté de la presse⁹⁵ ou la sécularisation des couvents⁹⁶.

PRATIQUES DES JUGES ET DES JUSTICIABLES

Au-delà des cadres normatifs et des cadres humains, la décision est souvent le produit de comportements routinisés. Pris dans leur caractère collectif, les comportements des acteurs méritent des examens plus systématiques. Deux grandes voies s'offrent à l'étude des pratiques.

La première est l'analyse quantitative des pratiques judiciaires, largement inspirée des méthodes d'histoire démographique, économique et sociale des années soixante. Par rapport aux périodes médiévale et moderne, celle-ci est favorisée par deux caractéristiques de la documentation : la systématisation des sources sérielles : minutes de jugement, dossiers de pièces de procès et registres judiciaires, prévue par la nouvelle organisation judiciaire française et l'existence d'un appareil de collecte statistique officiel⁹⁷. Dans le

92. Pittomvils K., 1995, Nandrin J.P., 1997b.

93. Devillé A. et al., in Assier-Andrieu L., Commaille J., 1995.

94. Van San M, 2001 Brion F. et al., 2001; Caestacker F., 2000, Coupain 2003, voir aussi les mémoires de Casteleyn 2002, Coupain 2000, Deburyckere 1993, De Meester 1997, Rommer 2004.

95. Luyckx T., 1977, Debaere M., 1990.

96. Stevens F. 1997, Van den Hole L., 1999.

97. Rousseaux X., 1998.

système « français », le parquet reconstitué sous Napoléon devient l'instrument principal de cette statistique. À la fois « mesure des faits sociaux » et tableau de bord administratif, la statistique dans son second aspect permet une approche systématique des « pratiques » des magistrats dans un système que l'on peut décrire comme un entonnoir...⁹⁸. De telles orientations se retrouvent notamment dans l'exploitation des archives des juridictions criminelles et correctionnelles pour la période pré statistique, le régime français ou hollandais⁹⁹. Pour la période 1830-1914, les statistiques policières ou les données sur les contraventions et délits sont exploités au plan local, en particulier pour l'étude de la crise des années 1840¹⁰⁰ mais aussi dans quelques études criminologiques pour le 20^e s.¹⁰¹. Les rôles de cours d'assises¹⁰² ou les registres du parquet ou « registres aux notices », sont encore très peu exploités pour l'étude d'activité des juridictions durant les crises dans les années 1840 et 1944¹⁰³. Les contentieux civils sont encore plus négligés, seuls les accidents du travail ou l'activité des justices de paix en période d'industrialisation ont attiré les chercheurs¹⁰⁴. Pourtant une lecture attentive et critique de la statistique révèle des pratiques fondamentales, comme par exemple, au civil, la persistance de la conciliation en justice de paix au 19^e siècle, étudiée par Jean-Pierre Nandrin ou, au pénal, l'évolution du classement sans suite analysée sur plus de 150 ans par Janssens et Vervaele.

Tout récemment, les recherches mettent en évidence un secteur judiciaire méconnu la justice militaire. Disposant d'un appareil autonome pour toutes les infractions commises par les militaires, son rôle est important au 19^e siècle dans la gestion des conflits entre civils et militaires. Mais au 20^e siècle, la justice militaire jouera un rôle bien plus important pour une démocratie. En raison de la double

98. Tixhon A., 1997, 1999, 2001.

99. Allaerts, 1983, Delvax, 1996, Hanotier 1991, Franskin 1984, Paul 1997, Trodoux 1997, Verheyden 1970, Wauters 1976, Verheyden, 1970, Maquet 1997.

100. Anne 1984, Meersman 1999, Schegers 1971, Vander Vennet 1998, Vesentini, 2003.

101. Neirinck 1985.

102. Evrard 1995.

103. Vesentini 2003; Gendebien 1999, Levert, 2000.

104. Destruement 2002, De Kerpel 1996.

occupation, les juridictions militaires, appuyées sur la Sûreté militaire et les troupes seront mobilisées pour l'arrestation, l'instruction et le jugement des activités des « traîtres »¹⁰⁵.

Si les pratiques des juges se laissent analyser, les comportements des justiciables sont plus difficiles à atteindre. La statistique « criminelle » émanation du projet de « physique sociale » de Quetelet est trop marquée par un positivisme du crime. Fondée uniquement sur les condamnations définitives, et encore « celles jugées suffisamment graves et contraire à l'ordre social », elle se limite à l'analyse d'une population artificiellement construite, celle générée par le filtre pénal en fin de course. Ici encore, le recours aux sources du parquet, présent tout au long de la filière permet d'en mesurer les exclusions : les justiciables bénéficiaires d'un classement sans suite ou d'un non-lieu, d'un acquittement ou d'une mise à part de la filière pénale comme les mineurs sous protection (1912) ou les anormaux soumis à la défense sociale (1930). Vaste effort de cartographie d'une minorité jugée menaçante par les élites du moment, elle s'avère dans la réalité extrêmement peu convaincante sauf à renforcer la stigmatisation du crime et la peur de la récidive...

Ici encore, le retour aux sources primaires est indispensable. L'étude d'un corpus d'accusés de viol, d'attentat à la pudeur ou encore de crime passionnel met en évidence toute la variété des situations mais surtout les stratégies de défense, souvent fonction du degré d'insertion des parties (accusés, victimes, médiateurs) dans le tissu social. Évitement de la justice, recours à l'arrangement, tentatives d'étouffement ou au contraire de dénonciation mettent en évidence ce que certains juristes ont du mal à accepter : la tournure de l'affaire dépend largement de son contexte social et de la personnalité des acteurs.

Dans certains domaines, l'action des populations semble pourtant claire. Les vagues de dénonciations durant et après les deux guerres mondiales constituent un terrain extraordinaire d'analyse de l'instrumentalisation de la justice aux fins de catharsis, règlements de comptes, ou tout simplement expression de frustration... Non que la dénonciation ne soit pas présente dans les archives des parquets en toute saison; mais la pratique accusatoire connaît un véritable emballement en période d'entrée en guerre, d'occupation et de sortie de guerre, lorsqu'aux conflits entre les individus et la justice s'ajoute le

105. Rousseaux X., Van Ypersele L., 2003.

conflit entre deux légitimités celle de l'occupant et de ses collaborateurs et celle de l'État occupé et de ses représentants¹⁰⁶.

Entre ces deux légitimités, les attitudes personnelles des citoyens, profitant de la crise pour régler des comptes parfois anciens.

Les comportements ruraux sont quant à eux très fréquemment en contradiction avec la justice officielle. Que ce soit en matière d'infanticide, de coups et blessures ou de combats d'animaux¹⁰⁷ – on peut suivre ici les conclusions de François Ploux sur le conflit entre culture communautaire et culture étatique – qu'en matière de délits forestiers. Dès l'époque française, en pleine guerre des paysans ou *klöppelkrieg*, les habitants de Neufchâteau parviennent à négocier avec les autorités françaises l'application des nouvelles lois forestières¹⁰⁸. Il est vrai que l'ordonnance de 1669 (de Louis XIV) apparaît en pleine contradiction avec les usages séculaires des communautés luxembourgeoises. Plus curieux, les registres aux notices soulignent l'absence des notables et de la classe moyenne du premier 19^e siècle devant l'appareil judiciaire. Quand ils sont poursuivis, ils le sont comme commerçants pour infractions aux règlements professionnels, ce que constate Nicole Arnaud-Duc pour Aix à la fin du 19^e siècle, et surtout pour délit de chasse... Et là encore les registres révèlent des pratiques spécifiques à des groupes sociaux déterminés. A la différence de la majorité des journaliers, ces accusés bénéficient surtout d'amende, ou même obtiennent une grâce royale pour une peine de simple police...¹⁰⁹. De manière générale, jusqu'à la fin du 19^e siècle, mis à part les crimes passionnels, les classes bourgeoises figurent peu parmi les prévenus et accusés. On les trouvera davantage comme plaideurs devant les juridictions civiles,

106. Sheila Fitzpatrick, Robert Gelatelly (ed.), *Accusatory practices. Denunciation in Modern European History, 1789-1989*, Chicago et London, U. of Chicago Press, 1997. Voir Libau, 2000.

107. Velle K., 2001e.

108. Gilbert Trausch, Les soulèvements de 1798 dans la région de Neufchâteau et leurs répercussions dans le département des Forêts, *Publications de la Section historique de l'Institut grand ducal de Luxembourg*, 1962, 79, pp. 65-133.

109. Nicole Arnaud-Duc, *La discipline au quotidien: la justice correctionnelle dans la Provence aixoise du XIX^e siècle*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 1997 (Université de Dijon. Centre Georges Chevrier pour l'histoire de la Bourgogne du Moyen Âge à l'époque contemporaine 14). Vesentini, 2003.

commerciales et du travail. Il n'empêche que la lente démocratisation de la société belge trouve son écho devant les juridictions pénales, qui font la part moins congrue aux élites au 20^e siècle.

CRIMINALITE ET PENALITE

L'analyse des pratiques d'incrimination et de sanction, souvent complémentaire à une étude des processus législatifs se révèle riche d'enseignements. Elle est néanmoins coûteuse en temps et en dépouillement; c'est pourquoi on la retrouve au coeur des mémoires de licence et de quelques thèses et malheureusement de trop peu de publications.

A ce stade, nous ne disposons pas encore de synthèse sur la criminalité et la pénalité en Belgique. Trop de secteurs sont encore mal connus même pour les périodes de plus d'un siècle, pour lesquelles les archives sont ouvertes. J'esquisserai donc quelques pistes à travers quelques travaux récents et nombre de mémoires inédits.

L'évolution de l'histoire de la criminalité

Pour suivre son évolution historiographique, rappelons trois orientations successives et non exclusives de l'histoire «de la criminalité». D'une part, la criminalité a été souvent approchée par le biais de l'analyse des causes du crime. C'était déjà la préoccupation d'Adolphe Quetelet. Causes biologiques, causes sociales, l'essentiel était focalisé sur le passage à l'acte d'un délinquant.

Dans les années soixante, la réaction sociale a été prise en compte, à partir de la réflexion de criminologues critiquant les statistiques policières. Celles-ci reflétaient davantage et en priorité, les déterminants de l'action institutionnelle et non la criminalité telle quelle. Les déterminants locaux, mais aussi les politiques nationales et l'opinion publique paraissant jouer un rôle important dans les orientations de poursuite du crime.

Enfin dans une troisième orientation, l'histoire de la criminalité envisage la criminalité comme un élément de stratégie des acteurs. L'approche anthropologique du crime tente d'intégrer ces variables différentes : formation d'une image du crime, pression de l'opinion publique, proactivité des institutions, demande sociale et résistances

culturelles, dans l'étude micro-historique d'un contentieux voire d'une cause célèbre ou d'un criminel notoire.

La construction sociale de la criminalité représente une autre manière, dans la ligne de l'histoire culturelle, d'appréhender les savoirs sur le crime et la peine et leur impact social. Il s'agit de reprendre les traditionnelles idées pénales en les reliant à l'histoire des sciences humaines. On y distingue trois niveaux :

- celui des savoirs pratiques sur le crime : ceux des agents confrontés quotidiennement au crime ;
- celui des connaissances savantes sur le crime : celles des juristes, médecins, psychologues et spécialistes des criminels ;
- celui des représentations publiques du crime : c'est-à-dire de la connaissance de sens commun véhiculée par la télévision, les journaux ou la littérature populaire.

Qu'en est-il maintenant des recherches en Belgique ?

Bilan général

Comme dans les pays voisins certaines formes de criminalité ont fait l'objet de recherches plus précises, certaines catégories de délinquants ont été privilégiés, et certains niveaux d'analyse du problème criminel ont été abordés. En raison du démarrage plus tardif des recherches en histoire contemporaine, ces approches combinent souvent trois niveaux d'analyse cités plus haut : le social, le politique et le culturel : contentieux et population, politiques répressives et représentations sociales. Plutôt que de détailler une bibliographie par trop éparse, j'ai choisi de prendre l'exemple de quelques formes de criminalité à travers les groupes plus particulièrement ciblés par les chercheurs.

Populations criminalisées ?

L'histoire de la criminalité s'est développée dans le sillage de l'histoire des **femmes**. En histoire contemporaine, la place des femmes dans les cours d'assises mais surtout les infractions jugées « typiquement féminines » ont fait l'objet des recherches. Ainsi les procès pour infanticide, avortement, violences sexuelles ou empoisonnement sont réputés pour concerner davantage les femmes. Durant les guerres du 20^e siècle, les phénomènes de dénonciation ou de répression touchent également les femmes. Dans un système judiciaire quasi exclusivement masculin, l'évolution historiographique

se fait dans un cadre d'abord focalisé sur l'élément féminin (*Women's studies*) puis évolue vers des études sur les rapports de genre plus attentive à la construction sociale des rôles féminin et masculin (*Gender Studies*). Les mémoires de licence témoignent des thèmes privilégiés : les femmes comme victimes de violence conjugales¹¹⁰, ou les femmes bien représentées parmi les accusés jugés pour empoisonnement¹¹¹, l'infanticide¹¹², l'avortement¹¹³, ou encore le vol domestique ou de nécessité¹¹⁴. Les rapports de sexe se trouvent également au cœur des crimes passionnels¹¹⁵ et des travaux consacrés à la violence sexuelle au 19^e siècle, c'est-à-dire le plus souvent dirigée contre les enfants¹¹⁶.

Les **jeunes** constituent l'autre population particulièrement choyée par les chercheurs. Tant au 19^e siècle à travers l'analyse des tribunaux correctionnels¹¹⁷ que via les institutions mises en place pour l'enfermement des mineurs¹¹⁸. La montée de l'intérêt pour l'enfant se manifeste notamment par la médiatisation de l'enfant martyr¹¹⁹. Un long combat qui mena dans la seconde moitié du 19^e siècle, à la création des juridictions spécifiques pour mineurs et des juges pour enfants en 1912. L'étude de ces tribunaux et de leurs populations (filles et garçons) est un chantier prometteur à la fois pour l'étude de l'adolescence, de la famille et de la justice...¹²⁰

En raison de cet intérêt pour le dimorphisme sexuel supposé de la justice, les formes de déviance les mieux étudiées sont d'une part, les violences « sexuées » et la prostitution.

110. Ferket 1998, Waegeman 2001.

111. Septon 1996.

112. Willekens 1982, Devos 1986, Palate 1999, Schoukens 1994.

113. Willekens 1982, Celis 1994, Ducheyne 1986, Sauveur 1997, Villers, 2004.

114. Verdonck, 2003, De Boe 2000.

115. Biesmans 2001, Chevalier 1998.

116. Dierckx 2001, Le Clercq 1997, Pousseur, 1993, Mouton 2003, Vekeman 2004.

117. Christiaens J., 1999.

118. Dupont-Bouchat M.S., 1996.

119. Huart, 1994.

120. De Koster M., 2001a et b.

La plupart des études sur la violence sont en réalité limitées aux faits de violence jugés devant les tribunaux et liés aux relations de genre ou de famille : l'infanticide¹²¹, l'empoisonnement,¹²² l'avortement,¹²³ les abus sexuels,¹²⁴ et la violence familiale.¹²⁵

Impossible à préciser quelle était l'incidence réelle de la violence sexuelle. Beaucoup de cas poursuivis révèlent des négociations antérieures (arrangements) entre familles qui avaient échoué. Dans la majorité des cas connus, l'abus sexuel était commis contre des jeunes filles. La signification sociale de chaque acte différent en fonction du contexte et des acteurs, et notamment de leur appartenance à la communauté locale. Pour les jeunes filles, une telle expérience était "honteuse". Pour leurs familles, une telle affaire était une "faute", incitant à un arrangement discret avec la famille de l'abuseur.¹²⁶ Pour les autorités locales (le bourgmestre), de telles pratiques étaient une menace à la cohésion de la communauté. Pour les juges, il s'agissait de crimes affreux à punir sévèrement. Mais pour de nombreux hommes du village, ce comportement sexuel et brutal était simplement "*une de ces libertés si fréquentes dans les cabarets de village*", donc susceptible d'indulgence. Après les années 1850, G. Le Clercq observe en Namurois un changement dans les attitudes envers les plaintes pour violence. Plus ou moins fréquemment les femmes, au lieu des hommes, déposent plainte à la justice, via les gendarmes, pour dénoncer les actes d'un jeune violent, un séducteur socialement bien en place, ou un pervers que "*personne ne décide de stopper dans ses agissements sales*".¹²⁷

Une évolution similaire s'observe pour la violence conjugale. Étudiant le nombre d'accusations pour violence sévère (homicide ou blessures) devant la cour d'assises de Flandre occidentale, entre 1830 et 1897, N. Ferket observe que les hommes accusés ce défendent

121. René Leboutte, L'infanticide dans l'Est de la Belgique aux XVIIIe et XIXe siècles : une réalité in *Annales de Démographie Historique*, 1973, pp. 163-192.

122. Septon 1996.

123. Celis K., 2001.

124. Pousseur C., 1993-1996, 2002; Le Clercq G., 1999.

125. Ferket N., 1999.

126. Le Clercq G., 1999, p. 47.

127. Le Clercq G., 2000, p. 192.

d'avoir tué ou blessé leur épouse en abusant, par le fait de l'alcool, de leur légitime droit de correction familiale.¹²⁸ Les hommes bourgeois siégeant dans les jurys acceptent fréquemment cette excuse, même pour les hommes connus pour violents dans leur couple.¹²⁹ Comme pour la répression de la violence sexuelle, la répression confirme deux tendances. Après 1867, davantage de cas de violence maritale sérieuse sont détectés. Cependant la sanction de tels cas est d'interprétation difficile. D'une part, la peine capitale, ou la marque sont rarement appliquées pour ces cas et disparaissent après 1867. De l'autre, la durée de la peine s'allonge fortement pour les accusés convaincus de violence maritale. Répression plus forte sans doute due à la pression publique sur des magistrats de moins en moins tolérants face aux hommes abusant de leur droit de correction de *pater familias*.

Ces deux études soulignent également la domination masculine dans les jurys d'assises et dans l'ensemble du système d'administration de la justice au 19^e siècle. Dans le même contexte, la gestion de la prostitution dans les villes est un autre domaine privilégié par les travaux. Les publications portent, grâce aux archives communales et policières pour la période réglementariste 1844-1949, sur plusieurs villes Namur, Louvain, Bruges et Gand, Courtrai, Anvers¹³⁰. Le règlement bruxellois de 1844 devient un modèle de gestion réglementariste pour de nombreuses villes, associant contrôle de l'espace (maisons closes), contrôle sanitaire (visite hebdomadaire des filles) et contrôle policier (rôle de la police des mœurs)¹³¹. Le scandale de 1880 (affaire des « petites anglaises »), met en lumière l'hypocrisie et la corruption du système envers les mineures¹³². Dans le contexte d'une crise économique durable, le développement d'un lobby abolitionniste, la « Société de moralité publique » relaie le débat sur le plan national, puis international autour de regards neufs : la victimisation des prostituées, l'intérêt systématique pour l'enfant, la nécessaire défense de la société contre les nouvelles « menaces criminelles », celle des vagabonds, récidivistes et chômeurs, puis la peur de la dégénérescence de la « race » nationale sous les coups de

128. Beauthier R., 1992.

129. Ferket N., 1999.

130. Baré, 1993, De Schaepdrijver 1983, Huberty, 1982, Keuppens 1991, Mertens 1981, Roelens 1985, Van Doorselaer 2001, Van Roey 1990.

131. De Schaepdrijver 1986.

132. Huberty, Keunings 1987, Nokerman, 1995.

boutoir des maladies vénériennes, de la folie, de la dénatalité ou des mélanges raciaux¹³³. Le 20^e siècle est à la fois la période de transfert du contrôle de la police vers les médecins, mais aussi celui de l'exploitation militaire de la prostitution durant les deux guerres et d'une certaine brutalisation du rapport social entre femmes prostituées et clients masculins, qui se double d'un rapport entre civils et militaires et entre occupants et occupés¹³⁴.

Derrière cette fascination pour la violence physique et les rapports de domination sexuelle, se retrouve une autre tendance, bien connue des modernistes, celle à privilégier les archives judiciaires et policières comme une voie d'accès aux « muets de l'histoire ». Rien d'étonnant à ce que ce soient surtout les contentieux mêlant directement les groupes jugés « marginaux », femmes, enfants, vagabonds qui ont donc surtout intéressé chercheurs et chercheuses.

La violence dominant à ce point le paysage d'histoire, il n'est pas étonnant qu'elle ait donné lieu au seul ouvrage de synthèse pour le 19^e siècle faisant largement appel aux archives policières et judiciaires¹³⁵. Les auteurs y ont décliné diverses approches sur la violence interpersonnelle, action collective violente, violence politique et policière, représentations de la violence ont été ainsi interrogées pour le 19^e siècle. Les auteurs insistent sur la polysémie du mot violence et la variété des comportements qualifiés de violence. Ils mettent également en évidence cinq exigences de la recherche : la finesse des descriptions au plus prêt des sources, la détermination de la source des qualifications de violence, le lien au contexte politique, économique, social et culturel, la prise en compte des stratégies des acteurs, et la nécessaire mise en perspective longue des manifestations de violence, ce que confirment des études en cours sur la violence durant les deux guerres mondiales¹³⁶.

En revanche, en dehors de la violence multiforme, bien des déviances demeurent dans l'ombre. La plupart des travaux se sont focalisés sur les cours d'assises et les tribunaux correctionnels. Sur le plan local, une plongée dans les sources locales de la répression nous montre un paysage bien différent des prétoires d'assises. Les déviants

133. Bodson 1985, Devillez 1992, Huberty 1982, Dupont-Bouchat M.S., 1993, 1996, Machiels 2004.

134. Majerus B., 2003.

135. Kurgan-Van Hentenrijk G. 1999.

136. Majerus 2004, Rousseaux X., Vesentini F., Vrints A. (en cours).

locaux sont constitués par 90 % de condamnés en simple police, jugés pour chapardage, ivrognerie, querelle de café, insultes ou infraction à la police de l'alimentation ou du roulage.

En outre, les autres formes de délinquance sont mal connues. Quelques travaux sur le banditisme à la période française, au 19^e siècle ou dans l'entre-deux-guerres¹³⁷, la falsification du lait, la contrebande et le marché noir, notamment lors des guerres¹³⁸ ne doivent pas masquer la forêt. Les atteintes aux biens, l'incendie criminel, les « illégalismes ruraux et forestiers » pour paraphraser Foucault¹³⁹, mais également, la résistance aux autorités, le vagabondage et la mendicité et les innombrables infractions « créées » par l'évolution de la société à partir des années 1880 attendent leur historien(ne). Des déviants comme les voleurs, les vagabonds, les militaires, bref en général, les jeunes mâles n'ont pas encore séduit les chercheurs en histoire contemporaine...¹⁴⁰.

Il n'empêche, une vaste palette de problèmes de société apparaissent néanmoins au détour de travaux non publiés sur les sources répressives. Que ce soit la contestation du monopole de l'art de guérir, la sécurité pharmaceutique ou l'émergence de la protection des animaux¹⁴¹. Que l'on ait affaire aux attitudes des autorités face au développement de l'édition pornographique, au duel, à l'homosexualité, à l'alcoolisme ou à la piraterie¹⁴², à la liberté de la presse, aux conflits entre élites catholique et libérale, à l'expansion de l'action collective, les problèmes électoraux¹⁴³. Sans oublier les combats politiques ou les entrées en rébellion sous le régime

137. De Sutter 1999, Schepens 2000, Kruijen 1999, De Craene 1999.

138. Vander Linden, 1999, Cauwels, 2000, Van Deun 2000, Van Durme 1977

139. Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison à l'époque moderne*, Paris, Gallimard, 1975. Tallier A., 2000, 2003.

140. Pieter Spierenburg, *Men and violence: gender, honor, and rituals in modern Europe and America*, Columbus (Ohio), Ohio State University Press, 1998, Fabrice Virgili, *La France virile: des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot, 2000.

141. Detry 1994, Warowny 1999, De Maeyer 2004, Maes 2004.

142. Gabriel 1990, Stercx 1993, Jacobs 2004, Maes 1996, Timmerman 1981, Vandamme 1985.

143. Deneckere G., 1994, Suenens 2003, Hoslet 1983.

français¹⁴⁴ comme les débats de la période fondatrice de la Belgique : liberté de la presse, répression contre les dissidences orangiste ou républicaine¹⁴⁵. On le voit, notre conception de la délinquance et des délinquants reste largement tributaire de représentations dominantes, issues parfois du passé. Celles-ci sont également objet d'étude dans l'histoire belge.

Représentations criminelles et politiques pénales

L'étude des représentations du crime est tout d'abord celle des débats parlementaires autour du crime. Ceux-ci ont été très bien étudiés pour le 19^e siècle, en particulier pour la période de antérieure à la crise des années 1880, à la fois dans l'ouvrage de Donald Weber et dans la remarquable étude encore inédite sur les usages politiques de la statistiques dans la Belgique des années 1830-1870¹⁴⁶. Pour la période 1880-1914, les travaux portent surtout sur la défense sociale¹⁴⁷. Il s'en dégage une périodisation précise recouvrant partiellement les clivages politiques d'une élite relativement homogène sur le plan social et culturel. Pour le 20^e siècle, les recherches sont fragmentaires. Tant les criminologues que les historiens ont ainsi abordé quelques aspects de la transformation des conceptions du crime, à travers la défense sociale et ses influences de sociologie ou d'anthropologie criminelle, par exemple autour de la nature criminelle de la femme¹⁴⁸.

À ce niveau de représentation national voire international, on doit ajouter le niveau régional. Axel Tixhon a bien souligné le caractère extrêmement composite de la Belgique de 1830. Les enquêtes sur les causes locales de la criminalité, les rapports des gouverneurs et commissaires d'arrondissement et ceux des procureurs du roi révèlent des réalités locales. Ainsi le débat sur la haine de cens agite essentiellement les Tournaisiens. Les délits forestiers concernent les arrondissements du sud du pays, la contrebande les régions

144. Roosen, 1972, Lernout 1997, Marique, 2001.

145. Debaere 1986, Van Opsal, 2004, Steylemans, 1988.

146. Weber 1996, Weber D. et Rousseaux X., 2004, Tixhon 2001, Jorissen 1997.

147. Christiaensen S., 2004.

148. Lippens 1998.

frontalières. Au plan local, l'autonomie des bourgmestres renforce encore ce caractère extrêmement local des représentations du crime¹⁴⁹.

Le discours savant répercuté dans l'hémicycle est souvent celui des universitaires. On sait que dans le courant du 19^e siècle, la toute puissance des juristes dans l'étude du droit pénal est écornée par la montée des experts dans le procès¹⁵⁰. Les médecins tout d'abord dans les affaires de coups et blessures et d'homicide, de viol ou d'avortement, les chimistes dans les affaires d'empoisonnement comme le procès Visart de Bocarmé¹⁵¹, les psychologues ensuite. Puis les experts-comptables dans les dossiers économiques, les armuriers.... Les procès de la cour d'assises du Brabant de la première moitié du 20^e s. nous montrent le rôle des médecins des grands hopitaux de Bruxelles et Louvain dans les affaires de sang. Sous l'influence de Vandervelde, l'anthropologie criminelle portée par le docteur Vervaeck fera son entrée officielle dans les prisons et connaîtra son heure de gloire avant d'être déconsidérée à la fois par ses faibles résultats prédictifs et ses collusions ambiguës avec l'eugénisme pratique des régimes totalitaires des années 1930¹⁵². Le traitement de la prostitution voit également l'irruption des médecins, préoccupés par la lutte scientifique contre la syphilis sur un champ traditionnellement laissé au contrôle administratif de la police des mœurs¹⁵³. Ce processus de médicalisation de la justice et de la police fait partie du courant de la médicalisation de la vie collective caractéristique des deux derniers siècles¹⁵⁴.

Quant à l'« opinion », elle est essentiellement mesurée à travers la presse. Un bel exemple est fourni par l'étude des exécutions publiques dont l'exécution capitale et des débats qu'elle suscite¹⁵⁵. Le débat intellectuel agite essentiellement les élites bruxelloises entre 1827-1865. À travers les représentations de la presse, on peut cependant saisir les évolutions des lecteurs bourgeois face au sang

149. Tixhon 2001.

150. Frédéric Chauvaud, *Les experts du crime : la médecine légale en France au XIXe siècle*, Paris, Aubier, 2000.

151. Septon, 1996.

152. De Bont R., 2001.

153. Majerus, 2003.

154. Nys L., De Smaele H., Tollebeek J., Wils K. (red.), 2004.

155. Bergman M., 2001 De Win P., 1992.

versé en public. De manière indirecte, les comptes-rendus d'exécution et les « canards » vendus au pied de l'échafaud livrent des indices sur les mentalités populaires face aux exécutions et la menace que la foule représente progressivement pour les citadins embourgeoisés. L'évolution des temps et lieu de l'exécution en témoigne... Le changement de conception des élites face au crime et à la peine se retrouve dans l'évolution de la presse à partir des années 1850. Les représentations s'internationalisent tout d'abord sous l'influence de la France, puis des États-unis. La naissance de la presse populaire, du récit de crime et d'enquête, le développement du cinéma et de la télévision brouillent les pistes entre culture des élites et culture populaire, en particulier après la seconde guerre mondiale. Ainsi, les « apaches » parisiens deviennent bruxellois, la figure du commissaire Maigret est plus parisienne que belge, le mythe du « serial killer » remonte à Jack l'Étrangleur et les gangsters viennent de Chicago. Seul Marc Dutroux semble atteindre une notoriété telle que son nom devient sur plusieurs continents symbole de violeur d'enfants.

Les mentalités populaires peuvent être également repérées dans les dossiers d'archives. Certes le discours judiciaire traduit dans le double langage du droit et des lettrés le discours populaire. Mais les archives contiennent des pièces qui par leur précision et leur répétition comme les interrogatoires de témoins rapportent des éléments significatifs de la « culture dominée ». Trois exemples : l'un dans la société rurale du 19^e siècle, les pétitions d'hommes du village pour défendre un accusé de viol, coupables selon eux de simples « privautés » bien communes¹⁵⁶. L'autre au 20^e siècle, dans les procès d'incivisme, où le profiteuse est toujours accusé, d'avoir fait la fête bu du champagne et grassement festoyé avec les Allemands, voire même donné un verre d'eau à la troupe ennemie en août 1914¹⁵⁷, le troisième dans les procès pour avortement des années 1920 où en pleine fièvre nataliste, une accusée revendique son acte et réfute l'accusation d'atteinte à la vie¹⁵⁸. Que ce soit pour l'étude des populations rurales (ex. des dossiers de viols ou d'attentat à la pudeur), des couches populaires urbaines (ex. des domestiques dans les affaires de vol), de la violence familiale (ex. des dossiers urbains) ou de la sociabilité de rue dans les métropoles, les dossiers les plus « insignifiants » se

156. Le Clercq G., 1999, 2000.

157. Rousseaux X., Van Ypersele L., 2003.

158. Villers 2004.

révèlent extrêmement riches sur les éléments de cette culture partagée dans les différents groupes sociaux. En raison de leur faible formatage institutionnel et du rôle d'intermédiaires entre les populations et l'État de leurs auteurs, les procès-verbaux de policiers et de gendarmes sont fréquemment des sources au plus près de la vie sociale.

L'histoire de la pénalité

L'histoire de la pénalité nous ramène au même constat. Aucune synthèse n'éclaire la question sous l'angle historique. Des études dispersées, quelques monographies anciennes, beaucoup de débats criminologiques fondés sur quelques idées reçues...

L'archipel pénitentiaire

La seule étude d'ensemble sur le système pénitentiaire belge est celle d'une criminologue. Charlotte Vanneste nous a en effet donné une analyse très fine des variations du « chiffre des prisons » en fonction des grands cycles économiques de la Belgique contemporaine¹⁵⁹. Elle y inclut le noyau dur de la prison pénale : les établissements pour peines et les institutions périphériques concernant les vagabonds ou les mineurs « mis à la disposition du gouvernement ».

Sur le développement de la prison contemporaine, le « modèle belge » des centrales de Gand et Vilvorde a surtout servi au régime napoléonien pour développer sa politique d'emprisonnement¹⁶⁰. La période « hollandaise » (1815-1830) est négligée même dans la remarquable étude d'Herman Franke sur deux siècles d'histoire de la prison¹⁶¹. La question pénitentiaire a surtout intéressé les criminologues¹⁶² notamment les liens entre pénologie et architecture¹⁶³. Néanmoins malgré le stimulus de *Surveiller et punir*,

159. Vanneste C., 2001, 2004.

160. Jacques-Guy Petit, *Ces peines obscures. La prison pénale en France (1780-1875)*, Paris, Fayard, 1990. M.S.Dupont-Bouchat, 1999, de Brabant 1987, De Serrano 1983, Stévigny 1991.

161. Herman Franke, *Twee eeuwen gevangen: misdaad en straf in Nederland*, Utrecht, Spectrum, 1990. (Aula paperback 194). Piron 1986.

162. De Backer 1988, Lamair 1967.

163. Waelpuut 1982.

le processus de modernisation des prisons belges de 1870 à 1914 par le développement du régime cellulaire sous l'influence de Ducpétiaux reste encore méconnue dans la pratique¹⁶⁴, tandis que le personnel pénitentiaire peine à entrer dans l'histoire¹⁶⁵.

L'histoire de la prison est celle des vagues répressives. Après le moment fondateur, une période fait l'objet de recherches récentes, la répression de l'incivisme après la seconde guerre mondiale. Cette période entraîna la détention de près de 60000 suspects d'incivisme et une politique pénitentiaire de réinsertion par le travail¹⁶⁶.

Quant aux populations, mises à part quelques travaux sur le régime français¹⁶⁷, les études publiées sont peu nombreuses bien que les recherches inédites se multiplient. Les dépôts de mendicité ou les institutions pour vagabonds¹⁶⁸ et les institutions pour mineurs ont été étudiés pour le 19^e siècle et le début du 20^e siècle sur le modèle de Saint-Hubert, et de l'École de bienfaisance de Namur¹⁶⁹. Les maisons d'arrêt et de détention et leurs populations restent dans l'ombre de la connaissance malgré quelques exceptions pour Gand, Furnes au 19^e siècle¹⁷⁰ ou Bruxelles dans la première moitié du 20^e siècle¹⁷¹. On en sait un peu plus sur les prisons de femmes comme celle de Namur et Louvain¹⁷², sur les prisons utilisées pour enfermer les opposants politiques durant ou au sortir des guerres, telles Merxplas, Breendonk, Huy¹⁷³ ou sur les camps d'internement et de resocialisation des « inciviques » en Flandre¹⁷⁴. Un autre aspect plus international de l'internement concerne les procès d'après-guerre des responsables de

164. Vercruysse 1999, Verhulst 1995.

165. Leunen 2003, Vanden Bulcke 2004.

166. Bruyneel 2004, Dingemans 1995, Ghistelincx 2001, Limpens 2003.

167. Parée D., 2002 ; Dupont-Bouchat M.S., 1999.

168. Cartillier 1995, Meuwissen, 1982, Lannoyé, 2004, Pluym 2004.

169. Van Gassche 1981, Strimelle 1985, Alexandre 1987, Vanden Berge 1988, Dupont-Bouchat M.S., 1996, Gérard 1997, Massin, 2003.

170. Muylle 1977, Valcke 1988, Burvenich 2001.

171. Vandenkerckhoven 2000.

172. Laurent 1987, Van Goidsenhoven 2001.

173. Lejeune 2001, Van Neste 2001.

174. Rozska 1996.

institutions concentrationnaires¹⁷⁵, ou encore la question des prisonniers de guerre allemands détenus en Belgique après-guerre¹⁷⁶.

Les peines corporelles

S'il n'existe pas encore d'histoire de l'exécution publique en Belgique, les travaux en cours pour Bruxelles, les deux Flandres ou Liège¹⁷⁷ montrent qu'il faut enraciner le débat dans quatre réalités : celle des condamnations à mort prononcées en Assises en déclin tout au long des deux derniers siècles, celle de la survivance des peines corporelles et publiques, exposition, marque et carcan, vivaces jusqu'aux années 1860, celle de l'usage politique de la grâce royale et celle des modalités de l'exécution.

Peine criminelle, la peine de mort est conservée par le code de 1810, après l'échec de son abolition par la Révolution française. Réservée aux crimes contre la Sûreté de l'État et à quelques crimes de droit commun comme l'assassinat ou l'empoisonnement, elle est en principe appliquée par la décollation à l'aide de la guillotine.

Le nombre important d'exécutions sous le régime français entraîne une méfiance des élites locales envers cette peine, par trop liée au souvenir de l'occupation militaire et de la « guerre des paysans ». Dès le régime hollandais, le Roi Guillaume gracie nombre de condamnés à mort¹⁷⁸. En 1831, cette prérogative passe au nouveau roi des Belges. Entre-temps le gouvernement provisoire a suspendu les exécutions trop liées à l'usage « despotique » des cours d'assises sans jury et perçues comme aux ordres du souverain.

La crise des années 1840 ramène l'insécurité au premier plan et les exécutions reprennent pour culminer avec le procès controversé de Coucke et Goethals, dans le contexte des bandes de l'Entre Sambre et Meuse. Suspendue dans les faits, l'exécution capitale sera maintenue « symboliquement » dans le Code de 1867, mais automatiquement commuée en travaux forcés à perpétuité, même si le condamné n'avait pas introduit de recours en grâce.

175. De Backer 1990, Moulart 1995.

176. Sunou 1972.

177. De Brouwer 1999, Caroen 2000, Dupont 2002, Constant 2004.

178. Sibö Van Ruller, *Genade voor Recht. Gratieverlening aan ter dood veroordeelden in Nederland 1806-1870*, Amsterdam, De Bataafsche Leeuw, 1987.

Sous état de guerre, le code prévoit l'application de la peine capitale en matière de droit commun. La guillotine fonctionnera une dernière fois à Furnes en 1918. De plus, les arrêtés-lois pris par le gouvernement et le Roi au Havre renforcent les peines pour crimes contre la Sûreté de l'État et introduisent la peine de mort à la place des travaux forcés pour certaines crimes (115, 116, 118bis...). Durant l'entre-deux-guerres, aucun des 35 condamnés à mort pour « incivisme » par les conseils de guerre ou les cours d'assises ne sera exécuté, le plus célèbre étant August Borms¹⁷⁹.

En revanche, le droit pénal militaire prévoit toujours la peine de mort durant les hostilités. Durant le premier conflit mondial ainsi qu'en Allemagne occupée, une dizaine de soldats et un civil au moins seront passés par les armes sur arrêt d'une cour militaire.

À la fin de la seconde guerre mondiale, la répression des collaborations provoque un débat sur l'application de la peine de mort¹⁸⁰. 242 des 1200 condamnés à mort passeront devant un peloton d'exécution en Flandre comme en Wallonie¹⁸¹. Il s'agit là des derniers exécutés sur le territoire belge. En 1996, la peine de mort a été abolie dans le code pénal, et les travaux forcés remplacés par la détention à perpétuité. Il ne faut cependant pas perdre de vue l'exportation de la peine capitale hors de la Belgique. Un cas particulier est celui de l'État indépendant du Congo, dont les militaires et les magistrats ont procédé à des exécutions sommaires. Au Congo belge, les exécutions par pendaison se pratiquent jusqu'aux années 1950¹⁸².

Quant aux peines d'exposition au carcan, elles sont pratiquées jusqu'à leur abolition *de iure* dans le code de 1867. Dans le ressort de la cour d'assises de Liège, environ 540 personnes seront ainsi exposées de 1811 à 1869¹⁸³. Ici encore l'évolution précède le droit, car le nombre décline et hormis les exécutions en effigie, aucune n'est pratiquée après 1860¹⁸⁴.

179. Deckers M., 1998, 2002 Rousseaux X., Van Ypersele L., 2003 et sous presse.

180. Van Haelewyn 2004.

181. Van Parys 1997, Rose 2000.

182. Vellut J.L., 1992, Decuypere 2004.

183. Contant 2004, Dupont 2002.

184. De Win P., 1992.

La grâce, qui constitue un élément majeur de la politique gouvernementale de gestion de la peine intéresse les chercheurs. Étudiée pour le régime hollandais, elle peut être analysée également pour le régime de Léopold II (1865-1909)¹⁸⁵. Elle commence également à être étudiée de manière systématique pour les atteintes à la Sûreté de l'État dans le cadre des poursuites pour activisme et collaboration) des deux guerres¹⁸⁶ et les débats récurrents depuis 1918 sur l'amnistie des condamnés et épurés¹⁸⁷.

Amendes et alternatives

D'autres peines restent mal connues dans leur exercice. Sanction centrale des villes médiévales, l'amende est très mal évaluée dans le droit contemporain. Dans le traitement de l'incivisme d'après la première guerre mondiale, elle apparaît cependant très prégnante. Réintroduite par le parquet dans les années 1930 sous la forme de la transaction, a été utilisée à grande échelle depuis la fin de la seconde guerre tant par les juridictions civiles que les juridictions militaires¹⁸⁸. On commence cependant à disposer d'études systématiques sur des alternatives à la sanction, développées depuis les années 1970 en vue de lutter contre la surpopulation des prisons – traitement policier autonome, travail d'intérêt général, sursis, ou surveillance électronique – ou le suivi post-pénal – de la surveillance des condamnés libérés à leur patronage, jusqu'à la probation¹⁸⁹.

L'histoire du maintien de l'ordre et de la police

Un secteur récent de la recherche se développe autour de l'exploitation des archives policières. Entre répression des crises nationales, maintien de l'ordre local et délinquance quotidienne, les sources policières constituent une voie d'accès nouvelle à la vie sociale des populations contemporaines. Car suivant D.Monjardet, on

185. De Broux 2001.

186. Matthé 2002.

187. Voir infra note 213.

188. John Gilissen, Etude statistique de la répression de l'incivisme, in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1950-1951, pp. 513-628.

189. Voir la bibliographie exécution des peines. Pour un bilan récent voir Mary P., 2002.

peut distinguer trois types principaux de police : une police d'ordre défendant la Sûreté de l'État, une police criminelle, chargé de lutter contre le crime et une police de proximité, attentive à pacifier la population¹⁹⁰. Ces trois fonctions ne correspondent pas à la tripartition des polices belges¹⁹¹. Jusqu'il y a quelques années, le maintien de l'ordre est assuré par la gendarmerie, mais aussi les grandes polices urbaines, la Sûreté de l'État ou la Police judiciaire. Brigades de Police judiciaire et BSR de gendarmerie forment la police criminelle, tandis que les polices communales et la police rurale font essentiellement de la police de proximité. Dans les villes, le contact entre la population et la police, les relations de celle-ci avec le pouvoir communal, l'intervention de l'armée lors des manifestations et des troubles sociaux à Gand ou à Bruxelles¹⁹² constituent autant d'angles d'approche sur le lien politique et social. Dans les villes, les campagnes ou les bassins industriels, les archives policières ou gendarmiques évoquent à la fois les conflits locaux, les régulations locales et l'intervention de l'État¹⁹³.

Les grandes villes commencent à être bien étudiées. Les riches archives bruxelloises ont été exploitées pour les régimes français et hollandais, le 19^e s. et les deux guerres mondiales¹⁹⁴. Gand, Louvain¹⁹⁵ et surtout Anvers ont livré quelques recherches, notamment pour les périodes de guerre¹⁹⁶. À Anvers par exemple les procès-verbaux par quartier et les rapports d'inspecteurs ont été conservés¹⁹⁷. Notons l'intérêt des historiens pour des institutions récentes par exemple les services « jeunesse et famille » des polices

190. Dominique Monjardet, *Ce que fait la police: sociologie de la force publique*, Paris, La Découverte, 1996.

191. Foutré 1985, Majerus B., Rousseaux X., 2004 ; Keunings L, Majerus B., Rousseaux X., 2004

192. Segers 1982, Deneckere G. 1994, 1998.

193. Van Lul 1996.

194. De Schietere de Lophem 1967, Van Wanzele 2000, Keunings, 1980, Keunings, 1995, 1996, 1999, Majerus 2004.

195. Vandewalle 1992, Vanden Bossche 1986.

196. Geers 2002.

197. Foubert 2000.

communales comme à Bruges¹⁹⁸. En revanche sur la police des petites villes, il n'existe pratiquement aucune recherche.

Sur le maintien de l'ordre dans les campagnes, les archives communales sont très peu exploitées. Celles de la gendarmerie sont très lacunaires pour le 19^e siècle (quelques fragments....) mais semblent encore exister pour le 20^e siècle... Elles sont plus riches pour les époques fondatrices comme la période française ou hollandaise notamment pour les départements de l'Escaut, de Sambre et Meuse (Namur) et l'Ourthe¹⁹⁹. Les institutions mises en place par les Français marqueront durablement les cadres du maintien de l'ordre de la Belgique de 1830. Les gardes bourgeoises donneront naissance à la très controversée garde civique en milieu urbain, étudiée pour Anvers, Liège, Gand, Lokeren ou Saint-Nicolas²⁰⁰ tandis que le garde-champêtre symbolise les ambiguïtés de l'ordre public en milieu rural en Flandre Orientale ou Occidentale ou en Brabant²⁰¹.

Quant à la police judiciaire près les parquets, établie en 1919, les archives semblent d'une richesse phénoménale comme à Anvers ou Bruxelles mais seule l'École de criminologie et de criminalistique a fait l'objet d'un travail d'approche²⁰².

À nouveau la seconde guerre a mis en évidence les spécificités du maintien de l'ordre en pays occupé autour de thèmes tels que la présence des multiples polices de l'occupant à Liège ou Gand²⁰³, le travail des polices belges et son instrumentalisation par les partisans de l'Ordre nouveau²⁰⁴, la collaboration policière et la dérive violente des mouvements collaborateurs à Liège ou dans le Centre²⁰⁵, et enfin l'épuration des forces de l'ordre à la Libération, notamment la gendarmerie²⁰⁶.

198. Delacauw 2002.

199. Degraeve, 1992, Devin 2004, Vaessen 1981.

200. Coenen 1969, Leclercq 2003, Lievens 1999, Veldeman, 1994, Verschaeren 1966.

201. Bastiaen 1984, Malliet 1981, Vermandere 1963.

202. Quanten, 1979, Keunings L., Rousseaux X., Majerus B., 2004.

203. Paquot 1985, Gobyn 2002, Maes 1997.

204. Van Vlasselaer 2000, Geers 2002, Socquet 1997, Fransen 2001.

205. Lefever 1974, Maes 1990, Lobet 1995.

206. Campion, 2004.

Sur le plan du maintien de l'ordre national, les différentes officines chargées de la Sûreté intérieure et extérieure du pays sont encore moins connues. La commission « Lumumba » a rappelé au public l'existence de ces agences civiles ou militaires²⁰⁷. L'action de la Sûreté de l'État a été bien abordée pour le 19^e s²⁰⁸ de même que la police des étrangers²⁰⁹. Pour le 20^e siècle, il n'est guère que le Haut commissariat à la Sécurité de l'État en 1943, fondé à Londres pour préparer la libération du pays dont les archives soient accessibles²¹⁰. En revanche, on attend l'ouverture des archives de la Sûreté, — et au moins des dossiers généraux jusqu'à la fin de la guerre froide. Il reste que la fermeture relative des archives militaires ne permet pas d'espérer un tableau complet notamment sur les agences de la Sûreté militaire dont le rôle est fondamental, durant les deux guerres, mais aussi l'occupation de la Ruhr dans les années 1920 ou la crise coloniale dans les années 1960²¹¹.

En conclusion de cette partie, il s'avère que la Belgique est très en retard par rapport aux pays voisins dans cette historiographie du crime et de la justice et de ses représentations.

JUSTICE, CITOYENNETÉ ET POLITIQUE

Il est un dernier domaine où le phénomène judiciaire reflète ou cristallise les ambiguïtés de la relation entre politique et société, c'est l'usage de la justice dans les systèmes « transitionnels ». La justice est à la fois la scène et le forum de la rétribution. La scène de la vengeance des « bons citoyens » canalisée par l'État contre les mauvais citoyens « inciviques » ou collaborateurs. Elle est aussi le forum de la demande de réparation des « victimes » injustement traitées ou oubliées par la machine collective...²¹²

207. De Vos L., Raxhon P., Gérard E., Gérard-Libois J, 2004.

208. Keunings L., 1989 a et b.

209. Pour l'expulsion des étrangers Coupain, 2000, ou les Tziganes, Debruyckere 1997, Nezer 2004.

210. Laureys E., 1998, 2001.

211. A l'heure où dans le cadre du 175^e anniversaire de la Belgique, la Sûreté veut présenter son histoire au public.

212. Huyse L., 2000.

Ce double aspect se retrouve tout particulièrement dans les périodes de guerres et d'occupation. Or l'histoire contemporaine de la Belgique est marquée par ces moments où l'indépendance politique des citoyens est mise à mal par une occupation étrangère. Ainsi trois moments de confusion entre usage de la force, répression politique et prétention de justice, ont laissé des traces dans l'imaginaire collectif des citoyens. Caractérisés par le jugement de civils par les juridictions militaires, ces trois répressions ne sont sans doute pas étrangères aux comportements politiques des habitants de ces territoires face à l'emprise de toute forme d'État.

*Occupation française,
répression des révoltés et brigandage (1797-1800)*

La première période correspond à une période cruciale de la formation d'un espace « national ». L'annexion à la France se manifeste par une double modernisation politique et sociale: la départementalisation et la conscription. La « Guerre des Paysans » qui éclate en 1797 se renouvelle par l'analyse systématique de la documentation judiciaire. Au coeur du processus répressif figure la répression par les conseils de guerre d'environ 1800 civils. Le tri est effectué entre les meneurs, exécutés et les suiveurs, mais la confusion est faite entre les révoltés et les brigands permettant à la fois la reprise en main politique et le succès contre le brigandage de droit commun. Les jugements des conseils de guerre constituent également la matrice du discours des vainqueurs, celui de l'ordre rétabli pour le plus grand bien des populations. Au-delà de cette répression pénale, cette période innove en introduisant des procédures devant les juridictions civiles (tribunaux criminels et tribunaux civils) assurent la réparation collective des dommages en faisant notamment porter les réparations par les communes (la loi du 10 Vendémiaire an IV)²¹³. Enfin, l'aspect politico-militaire se manifeste clairement dans la prise d'otages et la déportation des notables, en particulier les prêtres²¹⁴. Ces deux pratiques seront développées durant les guerres mondiales Ici l'injustice politique contribue à la fois à la formation du mythe des vainqueurs et celui des vaincus²¹⁵.

213. Rousseau X., 1999

214. Dupont-Bouchat, Rousseau, Stevens, 2003.

215. François L., 1998, Goris J., Stevens F., Veraghtert K., et Gielis M., 1998 ; Roosen 1972, Lernout 1997, Marique 2001.

*Première guerre mondiale,
occupation et répression de l'incivisme (1914-1925)*

L'invasion allemande d'août 1914 ravive les formes anciennes de violence et de rétribution politique. Dès le 4 août 1914, les juridictions militaires belges sont saisies des suspects; les étrangers expulsés.

Les autorités allemandes à leur tour durant l'occupation se saisissent des présumés espions, passeurs et terroristes et reçoivent de nombreuses dénonciations. Dès octobre 1918, l'avancée des troupes belges s'accompagne d'arrestations systématiques de suspects, en vertu de l'arrêté-loi du 12 octobre 1918. La Sûreté militaire enquête, l'auditorat militaire est saisi et les conseils de guerre jugent notamment militaires et « civils » accusés de crime contre la Sûreté de l'État, en vertu du Code pénal ordinaire. En avril 1919, la fin de l'état de guerre correspond avec le transfert de centaines d'affaires devant les juridictions civiles. Cours d'assises et tribunaux correctionnels jugeront environ 2000 individus pour activisme (art 118bis)²¹⁶, espionnage (art 116-117), dénonciation méchante (art 121 bis) ou fourniture de secours à l'ennemi (art 115) tandis que les tribunaux correctionnels traitent les cas de dénonciation moins graves (art 122 bis). Des études systématiques sur la répression dans les arrondissements de Liège, Verviers, Arlon, Namur mettent en évidence le rôle de la justice comme théâtre de revendications de vengeance collective et soulignent la déstructuration de la société durant la longue occupation²¹⁷. Dans la même ambiance, les administrations nationales et locales procéderont à une épuration sévère des fonctionnaires « compromis avec l'occupant »²¹⁸. L'apurement de cette vague répressive prendra toute l'entre-deux-guerres. Amnistie, grâce, levée de l'épuration ne seront finalement pas réglées lorsqu'éclate la seconde guerre mondiale comme le symbolise l'affaire Martens et ses avatars sous l'Ordre Nouveau²¹⁹.

216. Deckers M., 1998, 2002.

217. Degeye 1999, Trinteler 2000, Thirion, 2001, Dardenne 2004.

218. De Wilde 2002.

219. Quaghebeur 1996.

*Deuxième guerre,
occupation et répression des collaborations (1944-1952)*

La seconde guerre mondiale donne l'impression à l'historien belge d'une répétition de la première.

La politique du gouvernement belge durant l'occupation consiste à renforcer l'arsenal juridique issu de la première guerre. Sur le terrain occupé, les relations entre la justice belge et l'occupant sont bien plus ambiguës que durant la première. La question de l'incivisme est instrumentalisée par le mouvement flamand et les autorités allemandes. La brutalisation du champ politico social est plus forte avec l'émergence d'une résistance armée. 1943 et 1944 verront les mesures d'exactions se multiplier entre l'appareil judiciaire belge, l'appareil militaire allemand, les officines du parti nazi et des mouvements collaborateurs.

La répression de l'incivisme est un des rares chantiers pour lesquels nous disposons d'une synthèse et deux travaux d'histoire pénale avant la lettre. John Gilissen construit une analyse statistique de la répression, Luc Huyse et Steven Dhondt étudient les décisions des juridictions militaires. La répression paraît à la fois plus dure (menée quasi exclusivement par les juridictions militaires), plus extensive (400000 dossiers ouverts) et plus incohérente (12 gouvernements en dix ans) que pendant la première guerre, une épuration massive, ciblée et hésitante. Les 242 fusillés plus ou moins en public scellent cette dernière étape de la rétribution politique par la voie judiciaire. Cependant ces deux études de sociologie juridique se limitent à l'approche collective : la mise en place d'une législation spécifique, les structures de la répression. Cette optique a l'avantage de dépassionnaliser le débat mais elle ne met pas les hommes (les juges comme les accusés) au centre du procès.

Les travaux inédits des historiens se sont intéressés tout d'abord aux débats dans la politique et l'opinion d'après-guerre sur la répression, l'épuration et l'amnistie²²⁰. Ensuite sur certaines formes de répression oubliées comme le certificat de civisme ou l'épuration administrative²²¹, la dénonciation²²², la violence spontanée²²³,

220. Elslander 1983, Vastiau 1997, De Crop 2001, Bouteica 2002.

221. De Blick 1997, De Clercq 2002.

222. Libau 2000.

223. Van Brabant 1994, Leborgne, 2000.

l'appareil militaire de la répression²²⁴, certains groupes jugés pour incivisme comme les parlementaires²²⁵, femmes ou les habitants d'une ville²²⁶ et comme on l'a vu plus haut les peines comme l'internement et la peine de mort.

Les travaux publiés ont plutôt concentré les dossiers judiciaires de la répression pour mieux comprendre les politiques économiques²²⁷ la composition et les engagements des partisans de l'ordre nouveau en Flandre et en Wallonie durant l'occupation²²⁸. Il y a là une matière très riche où s'entrecroisent la mise en lumière des violences de guerre et la polarisation des comportements répressifs dans une société en guerre et sous occupations, de l'emprisonnement des « suspects » en mai 1940 par la Sûreté belge aux internements et aux civils jugés par les tribunaux allemands durant l'occupation²²⁹, au travail forcé en Allemagne²³⁰, aux exécutions d'otages²³¹ ou aux violences armées de la fin de la guerre²³². S'y mélangent également justification de l'oppression passée et nécessités de la restauration nationale. Il devient enfin évident que les répressions inachevées sont une composante mémorielle fondamentale de la société belge comme en témoigne des thèmes comme l'émigration des collaborateurs ou leurs solidarités organisationnelles d'après-guerre²³³, ou l'émergence tardive du débat historien dans l'arène politique²³⁴.

Du point de vue des réalités judiciaires et répressives, les filiations entre ces trois périodes d'état de « guerre » sont évidentes.

224. Segers, 1989.

225. Noelmans, 2001.

226. Timmerman 2000, Ghysens 1983.

227. Luyten D., 1996.

228. Bruno Dewever, *Greep naar de macht Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde: het VNV 1933-1945*, Tielt, Lannoo, 1994; Martin Conway, *Collaboration in Belgium: Léon Degrelle and the Rexist movement 1940-1944*, New Haven (Conn.), Yale university press, 1993. (trad. française) *Degrelle: les années de collaboration*, Ottignies, Quorum, 1994.

229. Hennes, 1993, Altman, 2004.

230. Geryl 2003, Janssens 2001, Van der Auwera 2001.

231. Konings 1982.

232. Collard 1998.

233. Bruynseels, 1999, Van den Driessche, 1996.

234. Gotovitch J., Kesteloot C., 2002.

L'activité judiciaire contribue non seulement à établir les faits jugés comme criminels, mais bien entendu à solder les comptes de l'État contre les « traîtres, inciviques, collaborateurs », et enfin à cristalliser des représentations collectives de victimes nourrissant l'identité des vainqueurs, comme celle des vaincus. Les premiers consolident une vision triomphante de la nation : peuple français, nation belge. Les seconds développent une vision nostalgique de leur combat : pour l'autel et la patrie, pour la mère Flandre...

Au fil des dossiers, l'enquête sur les faits se mêle aux visions collectives du Bien et du Mal, trahit les rapports de force du moment entre « patriotes et inciviques » sur un arrière-fond de frustration collectives, de souffrance personnelle et de vie difficile.

La justice, lieu de mémoire, source d'histoire ?

Ce dernier exemple met en évidence combien le recours aux archives produites par les agences de la régulation sociale peut éclairer la société belge. La plongée dans l'iceberg des recherches sur le judiciaire en montre trois contributions majeures à l'historiographie de la Belgique contemporaine.

La vie quotidienne sous les occupations militaires, l'industrialisation, l'urbanisation, la motorisation des villes et des campagnes, l'acculturation au système métrique, à l'école, au cinématographe, aux préservatifs, aux transports publics, les relations de genre, les conflits du travail, la sociabilité des loisirs, les assuétudes...sont répercutés autrement que dans la presse, la mémoire écrite ou orale des acteurs ou les pièces administratives. De plus, les procédures conservent involontairement la trace d'une sociabilité qui disparaît rapidement. Se déplacer avant le chemin de fer, s'informer avant l'école obligatoire, cuisiner avant l'électricité, faire la guerre avant les blindés, aimer avant la pilule, se séparer avant la généralisation du divorce, autant de « manières de vivre » quotidiennes souvent peu accessibles par ailleurs²³⁵.

La justice apparaît donc comme un « lieu d'histoire » essentiel par la fonction de l'institution judiciaire agissant comme mémoire du

235. Et autrement que dans le discours militant du pamphlet ou l'expression personnelle de l'ego-document (mémoires, journal intime....).

corps social, « de la cave au grenier »²³⁶, mais aussi par le procès comme confrontation de reconstructions différentes des faits et des responsabilités.

Les procès civils, commerciaux et pénaux nous livrent des conflits d'intérêts déterminés. Ils « cassent » l'unanimité de façade d'autres sources comme les sources administratives, ou la représentation par trop dramatisée ou velléitaire des débats parlementaires, de la presse d'opinion ou des interviews des acteurs tout en donnant, par leur caractère de cas d'espèce, de la chair à la vie sociale. Le conflit et sa résolution n'est donc pour l'historien pas uniquement « la face cachée » de la société mais l'occasion d'une plongée dans les contradictions quotidiennes de celle-ci, des clivages idéologiques aux conflits d'intérêts économiques.

La justice apparaît donc comme un lieu d'histoire, par la prétention de l'institution à traquer la vérité des situations humaines et la responsabilité des acteurs. Le « monopole du pénal » devient un puissant moyen d'accès au dysfonctionnement social.

Enfin les archives judiciaires sont le produit d'une des figures principales de l'enquête. À l'heure où le savoir des sciences humaines repose sur la pratique critique de l'investigation, le chercheur rencontre dans l'usage du dossier policier ou judiciaire, un collègue enquêteur, dont la compétence, les préoccupations, ou les partis pris conditionnent fortement la richesse du matériau.

La justice, lieu de résolution de débats historiques ou de vérité judiciaire se dévoile à l'intérieur de sa propre pratique. Ni noire, ni blanche, cette documentation nous livre une vision parfois cruelle, parfois comique, souvent désabusée, donc « humaine, trop humaine » de nos pratiques et de nos constructions sociales.

Ainsi, la remarque initiale de Jean-Claude Farcy s'applique de manière pertinente à l'historiographie belge. Les recherches se multiplient, en particulier si l'on examine la face cachée de l'iceberg : les travaux d'étudiants. Elles sont surtout le fait des historiens de lettres et concernent essentiellement le pénal et la prise en charge par le droit des problèmes de société. Sur le plan de l'intégration de ces recherches dans le discours historien général, le retard est encore net et le décalage entre la culture du milieu intéressé à la justice par

236. Michel Vovelle, *De la cave au grenier: un itinéraire en Provence au XVIIIe siècle: de l'histoire sociale à l'histoire des mentalités*, Québec, Fleury, 1980.

profession ou conviction et la connaissance des racines de celle-ci devra être comblé dans la prochaine décennie.

APERÇU BIBLIOGRAPHIQUE D'HISTOIRE DE LA JUSTICE (travaux des années 1990 à 2004)

Introduction historique et bibliographique au droit et à la justice

- De Win, Paul, *Rechtshistorische bibliografie van België 1980-1985*, Bruxelles, 1991 (Iuris Scripta Historica IV).
- François, Luc et al., *De vele gezichten van de nieuwste geschiedenis. Les multiples visages de l'histoire contemporaine*, Gand, 3 vol, 1992, 1995, 2003.
- Gaus, Helmut, Van Eenoo, Romain, *Beknopte bibliografie van de politieke en sociaal-economische evolutie van België 1945-1992*, Louvain-Apeldoorn, 1992.
- Gilissen, John, *Introduction historique au droit: esquisse d'une histoire universelle du droit, les sources du droit depuis le XIIIe siècle, éléments d'histoire du droit privé*, Bruxelles, Bruylant, 1979.
- Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België van 1830 tot heden. Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004.
- Hendrickx, Jean-Pierre, *Répertoire des mémoires de licence et des thèses de doctorat présentés dans les départements d'histoire contemporaine des Universités belges, t.1, 1945-1975*, Louvain-Bruxelles, 1986.
- Holthöfer, Ernst, *Beiträge zur Justizgeschichte der Niederlanden, Belgiens und Luxemburgs im 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort sur le Main, 1993.
- Martyn, Georges, *Geschiedkundige inleiding tot het publiekrecht: macht en onmacht van het recht, recht en onrecht van de macht*, Bruges, Die Keure, 2003.
- Martyn, Georges, Heirbaut Dirk, Opsommer Rik (eds.), *Rechtsgeschiedenis van de twintigste eeuw*, Bruxelles, Koninklijke Vlaamse Academie, à paraître).
- Rousseaux, Xavier, Le droit pénal en Belgique au 19e siècle en perspective historique in *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis*, t. 61, 1993, pp. 453-470.
- Rousseaux, Xavier, L'histoire de la justice en Belgique : état des recherches d'un domaine en gestation in *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXVIII, 1998, 1-2, pp. 247-277.

- Van Caenegem, Raoul, *Geschiedkundige inleiding tot het recht. 1: Privaatrecht*, Anvers, 3^e ed., Kluwer, 1996.
- Van Caenegem, Raoul, *Geschiedkundige inleiding tot het recht. 2: Publiekrecht*, Gand, 3^e ed., Story-Scientia, 1994.
- Van Den Eeckhout, Patricia, Scholliers Peter, Social history in Belgium: old habits and new perspectives in *Tijdschrift voor Sociale Geschiedenis*, 23e an., 1997, 2, pp. 147-181.
- Velle, Karel, *Recht en gerecht. Bibliografische inleiding tot het institutioneel onderzoek van de rechterlijke macht (1796-1994)*, Bruxelles, Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces, 2 vol., 1994.
- Witte, Els, Craeybeckx, Jan, Meynen, Alain, *Politieke geschiedenis van België van 1830 tot heden*, 6^e ed., Bruxelles, VUBPress, 1997.

Sources d'histoire de la justice

- Farcy, Jean-Claude, Wijffels, Alain, *Code civil 1804-2004*, Paris, Litec, 2004 (CD-Rom).
- Holthöfer, Ernst, Kodifikation und Gesetzgebung des allgemeinen Privatrechts Belgien in Coing, Helmut, *Handbuch der Quellen und Literatur des Neueren Europäischen Privatrechtsgeschichte III/1*, Munich, 1982, pp. 1069-1165.
- Mary, Philippe, Petite histoire d'une (dés-)organisation. Les statistiques criminelles en Belgique, in *Journal des Procès*, 187, 25 janvier 1991, pp. 12-15.
- Rousseaux, Xavier, Lemoine, Thierry, Decuypere, Philip, Une institution, des territoires, des populations. La justice en organigrammes, cartes et chiffres (1830-2002) in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België van 1830 tot heden. Histoire politique et sociale de la justice en Belgique. de 1830 à nos jours*, Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 387-403.
- Rousseaux, Xavier, Stevens, Fred, Tixhon, Axel, Les origines de la statistique pénale en Belgique (1795-1835), in *Déviance et société*, XXII/2, 1998, pp. 127-153.
- Rousseaux, Xavier, Tixhon, Axel, Les statistiques judiciaires belges (1830-2000) in Heirbaut Dirk, Rousseaux Xavier, Velle Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België van 1830 tot heden. Histoire politique et sociale de la justice en Belgique. de 1830 à nos jours*, Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 163-183.
- Tixhon, Axel, Contrôler la Justice, construire l'État et surveiller le crime au XIXe siècle. Naissance et développement de la statistique judiciaire en Belgique (1795-1901), in *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, LXXVII, 1999, pp. 965-1001.
- Tixhon, Axel, Les statistiques criminelles belges du XIXe siècle: Du crime au criminel. De la société à l'individu. Le chiffre au service de l'État, in

Déviance et Société, XXI, 1997, pp.223-249.

- Vael, Claude, Livres et bibliothèques juridiques en Belgique au XIXe siècle : approche méthodologique d'une source menacée in Chauvaud Frédéric, Petit Jacques-Guy (eds), *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires (1800-1939)*, Paris, 1998, pp. 113-122.
- Vael, Claude, Bibliothèques juridiques et livres de droit en Belgique francophone : menaces sur une source d'histoire du droit et approches méthodologiques pour leur sauvegarde, in *LIII congrès de la fédération des cercles d'archéologie et d'histoire de Belgique. Cinquième congrès de l'association des cercles francophones d'histoire et d'archéologie de Belgique. Herbeumont. Actes*, t. II, Namur, 2000, pp. 190-202.
- Van Kerckvoorde, Jaak, *Een maat voor het kwaad? Over de meting van criminaliteit met behulp van officiële statistieken en door middel van enquêtes*, Louvain, 1995.
- Van Kerckvoorde, Jaak, *Strafrechtsbedeling in België. Een selectie uit de Belgische Gerechtelijke Statistieken over de periode 1898-1986*, Deurne, 1993.
- Van Loon, Francis, Langerwerf, Etienne, Socioeconomic Development and the Evolution of Litigation Rates of Civil Courts in Belgium 1835-1980, in *Law & Society Review*, 24-2, 1990, pp. 283-298.
- Veldemen, Piet, Alle registers open... Genealogische bronnen over de burgerwacht in België (1831-1914) in *De Vlaamse Stam* jg. 9-3, 2003 pp. 247-270.
- Velle, Karel, Les revues juridiques belges des XIXe et XXe siècles : une source sous-estimée pour l'histoire des institutions, in *Congrès de Liège. 51e Congrès de la Fédération des cercles d'archéologie et d'histoire de Belgique...Actes*, t. 1, Liège, 1992, pp. 123-124.
- Velle, Karel, De Belgische Rijksarchiefdienst en de strafrechtsgeschiedenis van de negentiende en twintigste eeuw, in *Pro Memoria. Bijdragen tot de rechtsgeschiedenis der Nederlanden*, II, 2000a, pp. 372-383.
- Velle, Karel, Gemeentelijke politiereglementen als bron voor de volkscultuur in *Volkskundige kroniek. Driemaandelijks mededelingenblad van de Federatie voor volkskunde in Vlaanderen*, IX, nr. 3, juil-sept. 2001a, pp. 95-115.
- [Velle Karel, Dauwe Jozef], *Justitiepaleizen te Dendermonde. Van vierschaar tot nieuw gerechtsgebouw*, Bruxelles, 1999 (Service éducatif Catalogues 156) (Version française : *Les palais de justice à Termonde. Du tribunal d'autrefois au nouveau palais de justice*, Bruxelles, 1999 (Service éducatif Catalogues 157)
- Wouters Yolande, Van Loon Francis, Civil litigation in Belgium the Reconstruction of the Pyramid of Legal Disputes -a preliminary report -, in *Onati Proceedings*, 12, 1991, pp. 23-38.

Les archives policières, judiciaires et pénitentiaires

- Chauvaud, Frédéric, Petit, Jacques-Guy (eds), *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires (1800-1939)*, Paris, 1998.
- Coppens, Herman, Velle, Karel (red.), *Selectie, vernietiging en overdracht van gerechtelijke archieven in Duitsland (Nordrhein-Westfalen), België, Frankrijk en Nederland. Handeling van de studiedag gehouden te Brussel op 21 november 1995. - Tri, élimination et transfert des archives judiciaires en Allemagne (Nordrhein-Westfalen), en Belgique, en France et aux Pays-Bas. Actes de la journée d'étude tenue à Bruxelles le 21 novembre 1995. - Bewertung, Kassation und Übergabe von Justizakten in Deutschland (Nordrhein-Westfalen), in Belgien, in Frankreich und in die Niederlande. Verhandlungen des Symposium stattgefunden in Brüssel, am 21. November 1995*, Bruxelles 1996 (Miscellanea Archivistica. Manuale 80)
- Depoortere, Rolande, Desmaele, Bernard & Velle, Karel, La gestion des archives des services de police. Les expériences des Archives de l'État avec les archives de la police judiciaire (1995-2003) in *Ville Congrès de l'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie, LIVE Congrès de la Fédération des Cercles d'Archéologie et d'Histoire de Belgique, Congrès de LLN 2004* (à paraître)
- Farcy, Jean Claude, *Guide des archives judiciaires et pénitentiaires. 1800-1958*, Paris, CNRS, 1992,
- Godding, Philippe, Les archives judiciaires (période contemporaine) : point de vue du chercheur, in de Schepper Hugo. (ed.), *Sources de l'histoire des institutions de la Belgique*, Actes du colloque de Bruxelles, Bruxelles, 1977, pp. 572-574.
- Godding, Philippe, Consultabilité et exploitation des archives judiciaires, in *Archives et Bibliothèques de Belgique*, 1978, pp. 287-306.
- Les archives de l'Etat et les archives judiciaires : éclairage sur la sélection, la conservation et la consultation des fonds contemporains*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2004. (Miscellanea archivistica. Studia 162)
- Peschanski, Denis, Justice, histoire et sciences sociales, in *Ecrire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida, Actes de la journée d'études de l'IHTP*, Paris, CNRS-Editions, 1993, pp. 283-291.
- Puissant, Jean, Sources judiciaires contemporaines. Point de vue de l'utilisateur, in de Schepper, Hugo (ed.), *Sources de l'histoire des institutions de la Belgique*, pp. 575-580.
- Rousseaux, Xavier, Un patrimoine en péril ? Réflexion sur les sources pour l'histoire de la justice en Belgique (19e-20e s.) in *Archives et Bibliothèques de Belgique*, t. 64 1/4, 1993, [1994], pp. 65-115.
- Rousseaux, Xavier, Du pénal au social. Les sources sérielles pour l'histoire de la justice en Belgique (XIXe-XXe siècle) in Chauvaud Frédéric, Petit Jacques-Guy (eds.), *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires (1800-1939)*, Paris, 1998, pp. 85-107.

- Rousseaux Xavier, Vesentini Frédéric, Conserver et valoriser le patrimoine judiciaire le projet Quetelet.net (système d'accès aux statistiques pénales) in *VIIIe Congrès de l'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie, LIVe Congrès de la Fédération des Cercles d'Archéologie et d'Histoire de Belgique, Congrès de LLN 2004*, (à paraître)
- Van Overstraeten, Daniel, Le défi des archives judiciaires contemporaines : propos d'un archiviste, in *Annales de la Société archéologique de Namur*, LXXII, 1998, pp. 11-19.
- Velle, Karel, Gerechtelijke archieven en lokale geschiedenis, in Art, Jan (ed.), *Hoe schrijf ik de geschiedenis van mijn gemeente?*, IIIb, Gand, 1996a, pp. 219-255.
- Velle, Karel, Le tri, l'élimination et le transfert des archives judiciaires : l'état de la question en Belgique, in Coppens, Herman, Velle, Karel (eds.), *Tri, élimination et transfert des archives judiciaires en Allemagne (Nordrhein-Westfalen), en Belgique, en France et aux Pays-Bas. Actes de la journée d'étude tenue à Bruxelles, le 21 novembre 1995*, Bruxelles 1996b, pp. 9-26.
- Velle, Karel, De rechterlijke orde in België en haar archieven. L'ordre judiciaire en Belgique et ses archives, in *De Schakel. Le trait d'union*, 18, 66, 2003, pp. 11-26; 67, pp. 15-30.
- Wouters, Hubert, Gerechtelijke en politiearchieven uit de 19de eeuw, in de Schepper, Hugo (ed.), *Sources de l'histoire des institutions de la Belgique, Actes du colloque de Bruxelles*, Bruxelles, 1977, pp. 362-375.
- Yante, Jean-Marie, Les archives des ministères, priorités et stratégies, in *Archives et Bibliothèques de Belgique*, 67, 1996, p. 87-103.
- Yante, Jean-Marie, La sauvegarde des archives judiciaires en Belgique. Enjeux, réalisations et projets, in *Archives et Bibliothèques de Belgique*, t.71, 1-4, 2000, pp. 119-137.
- Yante, Jean-Marie (ed.), *Sélection et sauvegarde des archives judiciaires en Belgique. Selectie en bewaring van gerechtelijke archieven in België* (à paraître)

Guides et inventaires d'archives

Guides institutionnels et directives de tri

- [De Keyzer, Walter, Depoortere, Rolande,], *Les Archives de l'État et les archives judiciaires. Éclairages sur la sélection, la conservation et la consultation des fonds contemporains*, Bruxelles, 2004 (Miscellanea Archivistica. Studia 162).
- Boudrez Filip en collaboration avec De Smet Sylvie, *De jeugdrechtbank en rechtsvoorganger. Organisatie, taken, bevoegdheid en archiefvorming (1912-2000)*, Bruxelles, 2002 (Miscellanea Archivistica. Studia 146).

- Depoortere, Rolande, *La juridiction militaire en Belgique 1796-1998. Compétences et organisation. Production et conservation des archives*, Bruxelles, 1999 (Miscellanea Archivistica. Studia 115).
- Depoortere, Rolande, *Directives et recommandations au greffier en chef relatives à la conservation, au tri et au transfert des archives des conseils de guerre permanents [Première édition]*, Bruxelles, 2000a (Miscellanea Archivistica. Manuale 38).
- Depoortere, Rolande, *Directives et recommandations au greffier en chef relatives à la conservation, au tri et au transfert des archives de la cour militaire [Première édition]*, Bruxelles, 2000b (Miscellanea Archivistica. Manuale 39).
- Depoortere, Rolande, *État de l'ouverture à la recherche. VIII. Département I. Conseil d'État. Ministère de la Justice. Établissements pénitentiaires des arrondissements de Bruxelles et de Nivelles*, Bruxelles, 2000c (Miscellanea Archivistica. Studia 125).
- Depoortere, Rolande, *Archives judiciaires de la période contemporaine*, Bruxelles, 2000d (Jalons de recherche 11).
- Depoortere, Rolande, *Directives et recommandations au greffier en chef relatives à la conservation, au tri et au transfert des archives des auditorats militaires près les conseils de guerre permanents [Première édition]* Bruxelles, 2000e (Miscellanea Archivistica. Manuale 37).
- Depoortere, Rolande, *Directives et recommandations au secrétaire relatives à la conservation, au tri et au transfert des archives de l'auditorat général près la cour militaire [Première édition]* Bruxelles, 2000f (Miscellanea Archivistica. Manuale 36).
- Drossens, Paul, Christiaens, Jenneke en Velle, Karel, *Bronnen voor de geschiedenis van de belgische kinder- en jeugdbescherming in de 20ste eeuw : handelingen van de studievoormiddage georganiseerd aan de Vrije Universiteit Brussel op 26 oktober 2000* Bruxelles, 2001 (Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les provinces. Miscellanea archivistica. Studia 133).
- Gadeyne, Guido, *De Rechtbank van eerste aanleg (en voorlopers). Organisatie, taken, bevoegdheid en archiefvorming. Deel I. De Rechtbank van eerste aanleg (algemeen) en de burgerlijke rechtbanken (1794-1970)*, Bruxelles, 1997 (Miscellanea Archivistica. Manuale 23).
- Gadeyne, Guido, *Richtlijnen en aanbevelingen aan de hoofdgriffiers in verband met de bewaring, de selectie en de overdracht van archief van de rechtbanken van eerste aanleg (algemeen) en de burgerlijke rechtbanken voor de periode 1794-1970*, Bruxelles, 1998 (Miscellanea Archivistica. Manuale 29).
- Gadeyne, Guido, *De rechtbank van eerste aanleg (en voorlopers). Organisatie, taken, bevoegdheid en archiefvorming. Deel II. De rechtbank van eerste aanleg (algemeen) en de burgerlijke rechtbank (1970-1992)*, Bruxelles, 2001a (Miscellanea Archivistica. Manuale 44).
- Gadeyne, Guido, *Directives et recommandations aux greffiers en chef relatives à la conservation, au tri et au transfert des archives des*

- tribunaux de première instance (généralités) et des tribunaux civils pour la période de 1794 à 1970*, Bruxelles, 2001b (Miscellanea Archivistica. Manuale 45).
- Muys, Eva, *De rechtbank van koophandel (1798-1999). Organisatie, bevoegdheid en archiefvorming*, Bruxelles, 1999 (Miscellanea Archivistica. Studia 121).
- Put, Eddy, *Het Ministerie van Justitie (1831-1988). Deel I: Organisatiestructuur van de centrale administratie en de adviesorganen*, 1990 (Miscellanea Archivistica. Studia 6).
- Put, Eddy, *Het Ministerie van Justitie (1831-1988). Deel II: Overzicht van de bevoegdheden*, Bruxelles, 1992 (Miscellanea Archivistica. Studia 22).
- Velle Karel, *Het openbaar ministerie in België (1796-1995). Organisatie, bevoegdheden en archiefvorming*, Bruxelles, 1995a.
- Velle, Karel, *Het vreedegerecht en de politierechtbank (1795-1995). Organisatie, bevoegdheden en archiefvorming*, Bruxelles, 1995b (Miscellanea Archivistica. Studia 76).
- Velle, Karel, *De selectie van de archieven van de correctionele griffies in België. Enkele beschouwingen en aanbevelingen*, Bruxelles, 2000b (Miscellanea Archivistica. Studia 128).
- Velle, Karel, *Directives et recommandations aux greffiers en chef relatives à la conservation, au tri et au transfert des archives des justices de paix. Première version (avril 2000)*, Bruxelles, 2000c (Miscellanea Archivistica. Manuale 41).
- Velle, Karel, *Richtlijnen en aanbevelingen aan de hoofdsecretarissen in verband met de bewaring, de selectie en de overdracht van archief van de parketten bij de arbeidsrechtbanken. Eerste versie (mei 2000)* Bruxelles, 2000d (Miscellanea Archivistica. Manuale 42).

Inventaires

- Institutions fédérales : ministères et services publics fédéraux
- Boone, Bart, Depoortere, Rolande, *Ministère de la Justice. Service de la police des étrangers. Inventaire des microfilms du fichier des dossiers individuels*, Bruxelles, 1996 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives générales du Royaume 413).
- Boumans, René, *Ministerie van Justitie: Algemeen Secretariaat, 2de afdeling = Ministère de la Justice: Secrétariat général, 2me section*, Bruxelles, 1960 (Inventaires Archives générales du Royaume 130).
- De Bock-Doehaerd, Renée, *Ministère de la Justice. Administration de la Bienfaisance et des Prisons*, Bruxelles, 1988 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives générales du Royaume 22).

- De Stobbeleir, Daniel, *Ministère de la Justice. Inventaire d'archives concernant notamment les fondations de bourses d'études*, Bruxelles, 1983 (Inventaires Archives générales du Royaume 229).
- Depoortere, Rolande, Saoudi, Naïma, Wille, Isabelle, *Inventaire des archives du ministère de la Justice. Direction générale des Établissements pénitentiaires. Service Etudes et Affaires générales, secrétariat du directeur général et service du personnel pénitentiaire. Versement 2001; Inventaire des archives du ministère de la Justice. Direction générale des établissements pénitentiaires. Service des grâces. Versement 2001; Inventaire des archives du ministère de la Justice. Direction générale de l'organisation judiciaire. Service du personnel des greffes et parquets. Versement 2001*, Bruxelles, 2001 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives générales du Royaume 551).
- Depoortere, Rolande, Saoudi, Naïma, *Inventaire des archives du Ministère de la Justice. Direction générale de la Législation civile et des Cultes. Archives des services des Cultes, Dons, Legs et Fondations*, Bruxelles, 2002. (Instruments de recherche à tirage limité - Archives générales du Royaume 562).
- Ministère de la Justice. Prisons cellulaires. Plans. 1ère partie (19ième siècle). Inventaire*, Bruxelles, 1989 (Instruments de recherche à tirage limité- Archives générales du Royaume 63).
- Ministerie van Justitie. Bestuur van Wetgeving. Ministère de la Justice. Administration de la législation*, Bruxelles, 1992 (Instruments de recherche à tirage limité- Archives générales du Royaume 116).
- Thielemans, Marie-Rose, *Inventaire des archives secrètes du Ministère de la Justice concernant les Pays-Bas méridionaux conservées aux Archives Générales du Royaume à La Haye, 1815-1818*, Bruxelles, 1999 (Miscellanea Archivistica 19).
- Vervaeck, Solange, *Inventaire des Archives du Ministère de la Justice, Administration de la Sûreté publique (Police des Étrangers), Dossiers généraux (Régime français-1914)*, Bruxelles, 1968 (Inventaires Archives générales du Royaume 160).

- Ministère public

- Parquets généraux

- Cosemans, Alexandre, *Inventaire des archives du Parquet général de Bruxelles. Versement de 1945 (An III-1922)*, Bruxelles, 2001 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 58).
- Hansotte Georges, Pieyns Jean, Forgeur Richard, *Inventaire des archives des cours et tribunaux de la province de Liège*, Bruxelles, 1999 (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Liège 34).

Velle, Karel, *Inventaris van de archieven van het parket-generaal bij het Hof van Beroep te Gent (overdrachten A ((1919) 1940-1946) en B (1939-1977) (...)*, Bruxelles, 2002b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 77).

— Parquets de première instance

Buyck, Johan, *Inventaris van het archief van het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen (1795-1969)*, Bruxelles, 2002 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 70).

De Bock-Doehaerd, Renée, *Inventaire des archives du parquet du tribunal de première instance de Nivelles (1795-1928)*, Bruxelles, 2002 (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Louvain-la-Neuve 2).

Inventaire des archives du Tribunal de Première Instance de Bruxelles. Parquet (1889-1920), Bruxelles, 2001 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 33).

Luyckx, Tamara, Orec, Ljiljana, Van Honacker, Karin (rédaction finale), *Inventaris van het archief van het Parket van de Procureur des Konings te Mechelen. Overdracht 2002 (1879-1994)*, Bruxelles, 2003b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 93).

Luyckx, Tamara, Orec Ljiljana, Van Honacker, Karin (rédaction finale), *Inventaris van het archief van het Parket van de Procureur des Konings te Turnhout. Overdracht 2003 (1887-1992)*, Bruxelles, 2003b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 94).

Luyckx, Tamara, Velle, Karel, *Inventaris van het archief van het parket van de procureur des Konings te Brugge (1902-1968)*, Bruxelles, 2001 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 64).

Velle, Karel, *Inventaris van het archief van het parket te Dendermonde (1911-1979). Overdrachten 1997-1998*, Bruxelles, 1998f (Instruments de recherche à tirage limité Rijksarchief te Beveren 35).

Velle, Karel (red.), *Inventarissen van de archieven van de parketten bij de rechtbanken van eerste aanleg te Gent (1938-1974), Turnhout (1914-1982) en Oudenaarde (1905-1985). Overdrachten 1997-2000*, Bruxelles, 2000e (Inventaires Rijksarchief te Beveren 56).

Velle, Karel (rédaction finale), *Inventaris van de archieven van het Parket te Gent (Jeugdparquet (1913-1989)) en het parket te Leuven (1873-1994) [...]*, Bruxelles, 2001b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 65).

Velle, Karel (rédaction finale), *Inventaris van de archieven van de parketten van de Procureur des Konings te Antwerpen (1920-1980 en 1801-1987), te Gent (1970-1987), te Kortrijk (1946-1980) en te Oudenaarde (1944-1977 - oud bestand), [...]*, Bruxelles, 2002a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 71)

Velle, Karel, *Inventaris van de archieven van [...], het parket van de procureur des konings te Antwerpen (overdrachten A (1931-1948), B (1910-1976) en C (1810-1983)), [...]* Bruxelles, 2002b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 77).

Velle, Karel, i.s.m. De Vos, Nadine, Garcet, François, Genbrugge, Maarten, *Inventarissen van de archieven van de parketten te Gent (1912-1981) en te Oudenaarde (1918-1990 [...])*, Bruxelles, 2001 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 63).

• Cours et Tribunaux

Hansotte, Georges, Pieyns, Jean, Forgeur, Richard, *Inventaire des archives des cours et tribunaux de la province de Liège*, Bruxelles, 1999 (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Liège 34).

— Cours d'appel

Cosemans, Alexandre, (revu et complété par Notebaert, Alexandre), *Inventaire des archives de la Cour d'appel de Bruxelles. Série II. Volume I (1811-1884)*, Bruxelles, 2002 (Inventaires - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 38).

Depoortere, Rolande (introduction par), *Inventaire des archives de la cour d'appel de Bruxelles (chambre des mises en accusation, 1848-1965). Versement de 1996*, Bruxelles, 2001a (Instruments de recherche à tirage limité - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 23).

Depoortere, Rolande (introduction par), *Inventaire des archives de la Cour d'appel de Bruxelles (chambres correctionnelles). Versement de 1996, partie I. Versement de 1996, partie II*, Bruxelles, 2001b (Instruments de recherche à tirage limité- Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 70).

Depoortere, Rolande (introduction par), *Inventaire des archives de la Cour d'appel de Bruxelles (archives des chambres siégeant en matière civile et commerciale). Versement de 1996-1997. Partie I. Versement de 1996-1997. Partie II conclusions des avoués, 1936-1965*, Bruxelles, 2001c (Instruments de recherche à tirage limité- Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 72).

Depoortere, Rolande, *Hof van Beroep Brussel - Cour d'appel de Bruxelles. Inventaire des dossiers de procédure des arrêts en matière correctionnelle, 1950-1965. Inventaris van de rechtsplegingsdossiers in strafzaken, 1950-1965* Bruxelles, 2002 (Instruments de recherche à tirage limité- Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 81).

Depoortere, Rolande, *Inventaire des archives de la cour d'appel de Bruxelles (archives des chambres siégeant en matière civile et commerciale). Versement de 1996-1997. Partie III (qualités, 1926 et 1930-1935; rapports d'expertises, 1933-1965); Inventaire des archives de la cour d'appel de Bruxelles (archives relatives au pro Deo, archives du juge d'appel de la jeunesse, archives du premier président). Versement de 1996-1997; Inventaire des archives de la cour d'appel de Bruxelles (archives relatives aux affaires de milice). Versement de 1996-1997; Inventaire des archives de la cour d'appel de Bruxelles (archives relatives*

- aux affaires fiscales*). *Versement de 1996-1997*, Bruxelles, 2003 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 6).
- Depoortere, Rolande, Marginet, Anja, *Inventaire des archives de la cour d'appel de Bruxelles. Série III, 1800-1932*, Bruxelles, 2001 (Inventaires Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 26).
- Depoortere, Rolande, (basé sur un premier inventaire de) Notebaert, Alexandre, *Inventaire des archives de la cour d'appel de Bruxelles (dossiers des appels en matière correctionnelle, 1885-1891)*, Bruxelles, 2001a (Inventaires Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 23).
- Depoortere, Rolande, Notebaert, Alexandre, *Inventaire des archives de la cour d'appel de Bruxelles (dossiers des appels en matière correctionnelle). Tome II, années 1892 à 1899, nos 2058 à 4195*, Bruxelles, 2001b (Inventaires Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 27).
- Hansotte, Georges, Pieyns, Jean, Forgeur, Richard, *Inventaire des archives des cours et tribunaux de la province de Liège*, Bruxelles, 1999 [Cour d'appel de Liège] (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Liège 34).
- Inventaire des Archives de la Cour d'appel de Bruxelles. Première série. 1794-1916 (avec rétroactes des XVIIe et XVIIIe siècles)* Bruxelles, 2001 (Instruments de recherche à tirage limité-Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 45).
- Velle, Karel, i.s.m. Devos Nadine, Garcet François, Genbrugge Maarten, [...] *van het Hof van Beroep te Gent (1833-1892). Overdracht 2000*, Bruxelles, 2001 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 63).
- Velle, Karel, *Inventaris van de archieven van [...]het Hof van Beroep te Gent (1896-1987).*) [...], Bruxelles, 2002b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 77).

— Cours d'assises

- Boumans, René, *Inventaire des archives de la Cour d'assises du Brabant (août 1832-1915)*, Bruxelles, 2001 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 35).
- Cazaux, Jürgen, Heusequin, Sven, Velle, Karel, *Inventaris van het archief van het hof van assisen van Oost-Vlaanderen en rechtsvoorgangers (jaar IV-1958)*, Bruxelles, 1998 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 26).
- Cosemans, Alexandre, *Inventaire des archives des tribunaux criminels du Département de la Dyle et de la Cour d'assises du Brabant. Dossiers n° 1.391-2.369 (An III-1923)*, Bruxelles, 2001 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 56).
- Depoortere, Rolande (introduction par), *Inventaire des archives de la Cour d'assises du Brabant (dossiers 1905-1950 et registres 1834-1954). Versement de 1998*, Bruxelles, 2002 (Inventaires - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 39).

- Hansotte, Georges, Pieyns, Jean, Forgeur, Richard, *Inventaire des archives des cours et tribunaux de la province de Liège*, Bruxelles, 1999 [Cour d'assises de Liège, Cour d'assises de Verviers] (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Liège 34).
- Rothier, Isabel, *Inventaris van het archief van het Hof van Assisen te Antwerpen (1811-1939) en rechtsvoorgangers (1795-1811)*, Bruxelles, 2002a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 73)
- Rothier, Isabel, *Nadere toegang tot het archief van het Hof van Assisen te Antwerpen (1811-1939) en rechtsvoorgangers (1795-1811)*, Bruxelles, 2002b (Instruments de recherche à tirage limité Rijksarchief te Beveren 277).
- Rothier, Isabel, *Nadere toegang tot het archief van het Hof van Assisen van West-Vlaanderen en rechtsvoorgangers (1796-1960)*, Bruxelles, 2003 (Instruments de recherche à tirage limité Rijksarchief te Beveren 280)
- Van Honacker, Karin, Govaert Monique, Palmans D., Peeters I., *Inventaris van het archief van het Hof van Assisen te Antwerpen. Overdracht 2003 (1876-1982)*, Bruxelles, 2003 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 88).
- Van Meerbeeck, Lucienne, *Inventaire des archives des Tribunaux criminels du Département de la Dyle et de la Cour d'assises du Brabant, 1794-1832*, Bruxelles, 2001 (Inventaires Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 4).
- Velle, Karel, *Inventaris van de archieven van [...], het Hof van Assisen van West-Vlaanderen (1887-1960)*, [...], Bruxelles, 2002b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 77).
- Velle, Karel, Cazaux, Jürgen, Heusequin, Sven, *Inventaris van het archief van het hof van assisen van West-Vlaanderen en rechtsvoorgangers (jaar III (1794/95)-1929)*, Bruxelles, 1998 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 29).

— Tribunaux de première instance

- Boudrez, Filip, van Camp, Caroline, Dhondt Joëlle, *Inventarissen van de archieven van de rechtbanken van eerste aanleg-jeugdrechtbanken te Antwerpen (1916-1917), Brugge (1912-1938), Dendermonde (1943), Gent (1912-1971), Hasselt (1912-1968), Kortrijk (1929-1952), Leuven (1912-1967), Mechelen (1912-1960), Oudenaarde (1912-1966), Tongeren (1919-1942) en Veurne (1912-1957)*, Bruxelles, 2001 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 60).
- Boumans, René, *Inventaire des archives du greffe du Tribunal correctionnel de Nivelles (an IV-1844)*, Bruxelles, 1961a (Inventaires Archives générales du Royaume 137).
- Buyck, Johan, *Inventarissen van de archieven van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Mechelen (Rechtbank Algemeen, Burgerlijke Rechtbank en Burgerlijke Stand) (Jaar IV (1795-1796)-1950)*, Bruxelles, 2002 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 78).

- Buyck, Johan, Cleys, Bram, Devos, L., Dhondt, Joëlle, *Inventaris van de archieven van de correctionele rechtbank te Mechelen (jaar IV (1795-1796)-1959) en de aanklagende jury (jury d'accusation) te Mechelen (jaar IV (1795-1796)-1811)*, Bruxelles, 2002 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 76).
- De Keyzer, Walter et Sotteau J., *Inventaire des archives du Tribunal de première instance de Mons. Tribunal civil. Documents de l'état civil (1796-1900)*, Bruxelles, 2003 (Inventaires Archives de l'État à Mons 81).
- De Stobbeleir, Daniel, Depoortere, Rolande, Marginet, Anja, et Vanden Broeck, Rudi, *Inventaire des archives du tribunal de première instance de Bruxelles. Tribunal civil. Première série (archives de l'an VIII à 1870/1883)*, Bruxelles, 2002 (Inventaires - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 40).
- Depauw, Claude, *Inventaires des archives du tribunal civil du district de Mons, du tribunal civil du département de Jemappes et du tribunal civil de l'arrondissement de Mons (jusqu'en 1936)*, Bruxelles, 1999 (Inventaires Archives de l'État à Mons 78).
- Depauw, Claude, *Inventaires des archives du tribunal de police correctionnelle de la commune et du canton de Mons et du jury d'accusation du district de Mons (1794-1795) et du tribunal correctionnel, du magistrat de sûreté et du directeur du jury d'accusation de l'arrondissement de Mons (1795-1811)*, Bruxelles, 2001 (Inventaires Archives de l'État à Mons 79).
- Depoortere, Rolande (introduction par), *Inventaire des archives du tribunal de première instance de Bruxelles (tribunal civil). Conclusions des avoués, 1871-1939*, Bruxelles, 2001d (Inventaires - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 16).
- Depoortere, Rolande, Marginet, Anja, *Inventaire des archives du tribunal de première instance de Bruxelles. Tribunal correctionnel 1795/1796-1918*, Bruxelles, 2001a (Inventaires - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 22).
- Depoortere, Rolande, Marginet, Anja, *Inventaire des archives du tribunal de première instance de Bruxelles. Tribunal civil. Ordonnances, jugements sur requête et répertoires y afférents. 1865/1871-1939*, Bruxelles, 2001b (Inventaires - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 25).
- Depoortere, Rolande, Marginet, Anja, *Inventaire des archives du tribunal de première instance de Bruxelles. Tribunal civil. Feuilles d'audience et minutes des jugements 1871-1939*, Bruxelles, 2003 (Inventaires - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 24).
- Drossens, Paul, *Inventarissen van de archieven van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Veurne. Rechtbank algemeen (1803-1888), burgerlijke rechtbank (1800-1963) en correctionele rechtbank (1800-1939)*, Bruxelles, 2005 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 114).
- Hannick, Pierre, *Inventaire de l'état civil déposé par le greffe du tribunal de première instance de Neufchâteau (An IV-1880)*, Bruxelles, 1984 (Inventaires Archives de l'État à Arlon 34).

- Hansotte Georges, Pieyns Jean, Forgeur Richard, *Inventaire des archives des cours et tribunaux de la province de Liège*, Bruxelles, 1999 (Tribunaux de première instance de Liège, de Verviers, Tribunaux correctionnels de Liège, Verviers, Waremme (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Liège 34).
- Libert Jean-Claude, Marginet, Anja, (introduction par Depoortere Rolande), *Inventaire des archives du tribunal de première instance de Bruxelles. Tribunal civil. Ordonnances de référé, rôle général, index et répertoires 1831-1939*, Bruxelles, 2001 (Inventaires - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 28).
- Libert Jean-Claude, (introduction par Depoortere Rolande), *Inventaire des archives de la juridiction des enfants puis juridiction de la jeunesse de Bruxelles*, Bruxelles, 2001 (Inventaires - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 35).
- Liste des protocoles de notaires conservés dans les études actuelles de l'arrondissement judiciaire de Liège. Inventaire des doubles des répertoires d'actes notariés déposés au greffe du tribunal de première instance de Liège. An IX-1955. Liste des protocoles de notaires conservés dans les études actuelles de l'arrondissement judiciaire de Verviers*, Bruxelles, 1999 (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Liège 39).
- Luyckx Tatiana, Orec Ljiljana en Van Honacker Karin (rédaction finale) , *Inventaris van het archief van de Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen. Burgerlijke rechtbank Overdracht 2003 B, (1887-1980)*, Bruxelles, 2004. (Inventaires Rijksarchief te Beveren 106).
- Sizaire, Marie-Ange, *Tribunal de Police correctionnelle de Habay-La-Neuve (1794-1800)*, Bruxelles, 1989 (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Arlon 6).
- Van Honacker, Karin et al, *Inventarissen van de archieven van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Mechelen. Overdracht 2003. Burgerlijke rechtbank - Koophandelszaken (1811-1972), Correctionele rechtbank (1907-1979), Jeugdrechtbank (1912-1979)*, Bruxelles, 2003a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 89).
- Van Honacker, Karin et al., *Inventaris van het archief van de Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen. Correctionele rechtbank. Overdracht 2003 (1928-1982)*, Bruxelles, 2003b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 90).
- Velle, Karel, *Inventarissen van de archieven van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brugge (rechtbank algemeen en burgerlijke rechtbank) en van de Rechtbank van Koophandel te Brugge*, Bruxelles, 1997 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 16).
- Velle, Karel (rédaction finale), *Inventaris van de archieven van het Parket te Gent (Jeugdparquet (1913-1989)) en het parket te Leuven (1873-1994), van de rechtbanken van eerste aanleg te Gent (jeugdrechtbank (1912-1983)), Leuven (jeugdrechtbank (1912-1966), Oudenaarde (algemeen (1918-1975 (1980)), burgerlijke rechtbank (1875-1988), correctionele rechtbank (1918-1972 (1981)) en jeugdrechtbank (1912-1970)) en*

- Turnhout (burgerlijke rechtbank (1853-1922), correctionele rechtbank (1855-1902) en jeugdrechtbank (1912-1923)), van de rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas (1811-1983) [...], Bruxelles, 2001b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 65).*
- Velle, Karel (rédaction finale), *Inventaris van de archieven van de parketten van de Procureur des Konings te Antwerpen (1920-1980 en 1801-1987), te Gent (1970-1987), te Kortrijk (1946-1980) en te Oudenaarde (1944-1977 - oud bestand), van de rechtbanken van eerste aanleg te Antwerpen (rechtbank algemeen en kabinet van de voorzitter (1882-1993), burgerlijke rechtbank (1885-1971) en correctionele rechtbank (1957-1966)), te Gent (rechtbank algemeen en kabinet van de voorzitter (1868-1958), burgerlijke rechtbank (1854-1990)), te Kortrijk (correctionele rechtbank (1963-1969)), te Oudenaarde (burgerlijke rechtbank (1914-1957)), te Veurne (burgerlijke rechtbank (1946-1961) en correctionele rechtbank (1916-1974)), [...], Bruxelles, 2002a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 71).*
- Velle, Karel, *Inventaris van de archieven van [...]de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brugge (burgerlijke rechtbank (1928-1950) en correctionele rechtbank (1849-1976)), de Rechtbank van Eerste Aanleg te Dendermonde (burgerlijke rechtbank (1916-1935), correctionele rechtbank (1919-1920) en jeugdrechtbank (1912-ca. 1986)) [...], Bruxelles, 2002b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 77).*
- Velle, Karel (red.), *Inventarissen van de archieven van de rechtbanken van eerste aanleg te Brugge (1880) 1891-1950), te Dendermonde (1889-1910), te Leuven (1796-1914), te Mechelen (1891-1930), te Oudenaarde (1899-1949) en te Turnhout (1891-1900). Archiefblokken "Burgerlijke stand". Neerleggingen 2000-2001, Bruxelles, 2002c (Instruments de recherche à tirage limité Rijksarchief te Beveren 276).*
- Velle, Karel, Dhondt, Joëlle., *Inventarissen van de archieven van de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade in Vlaanderen (en rechtsopvolgers) (1919-1936), Bruxelles, 2001 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 59).*
- Velle, Karel, Heusequin, Sven, Cazaux, Jürgen, *Inventarissen van de archieven van de werkrechtsheraad voor zeelieden te Antwerpen (1948-1973), van de rechtbank van eerste aanleg te Ieper (burgerlijke rechtbank (1949-1960) en correctionele rechtbank (1914-1961)), van de consultatieve commissie te Ieper (1944-1946) en van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen - jeugdrechtbank (1912-1965), Bruxelles, 2000 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 54).*

— Juridictions commerciales

- Bekers, Jozef, (onder de leiding van Bousse Alphonse), *Inventaris van het archief van de Rechtbank van Koophandel te Antwerpen, Bruxelles, 1970 (Inventaires Rijksarchief te Antwerpen 8).*
- Hansotte Georges, Pieyns Jean, Forgeur Richard, *Inventaire des archives des cours et tribunaux de la province de Liège, Bruxelles, 1999 [Tribunaux*

- de commerce de Liège et de Verviers] (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Liège 34).
- Muys, Eva, *Inventaris van het archief van de Rechtbank van koophandel te Gent (1799-1980)*, Bruxelles, 1999 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 43).
- Orec Ljiljana en Van Honacker Karin (rédaction finale), *Inventaris van het archief van de Rechtbank van Koophandel te Antwerpen : Overdracht 2004 (1850-1997)*, Bruxelles, 2004 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 109)
- Velle, Karel (red.), *Inventaris van de archieven van [...] van de rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas (1811-1983) [...]*, Bruxelles, 2001b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 65).
- Velle, Karel (red.), *Inventaris van de archieven van [...] van de rechtbanken van koophandel te Aalst (1922-1970) en te Kortrijk (1945-1972) [...]*, Bruxelles, 2002a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 71).
- Velle, Karel, *Inventaris van de archieven van [...] de Rechtbank van Koophandel te Brugge (1830-1971) [...]* Bruxelles, 2002b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 77).
- Velle, Karel, *Inventarissen van het archief van de rechtbank van koophandel te Aalst. Overdrachten 2002*, Bruxelles, 2002d (Inventaires Rijksarchief te Beveren 79).

— Juridictions du travail

- De Smet, Sylvie, Kerckhove, Veroniek, *Inventaris van de archieven van de werkrechtshraden en de arbeidsrechtbanken in Oost- en West-Vlaanderen (1808-1978)*, Bruxelles, 2002 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 67).
- Hansotte Georges, Pieyns Jean, Forgeur Richard, *Inventaire des archives des cours et tribunaux de la province de Liège*, Bruxelles, 1999 [Tribunal de Prud'homme de Liège], (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Liège 34).
- Van Honacker, Karin et al, *Inventarissen van de archieven van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Mechelen. Overdracht 2003. Burgerlijke rechtbank - Koophandelszaken (1811-1972), Correctionele rechtbank (1907-1979), Jeugdrechtbank (1912-1979)*, Bruxelles, 2003a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 89).
- Velle, Karel (rédaction finale), *Inventaris van de archieven van de (...) de arbeidsrechtbank te Mechelen en rechtsvoorganger (1913-1975) [...]*, Bruxelles, 2002a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 71).
- Velle, Karel, *Inventaris van de archieven van [...] de arbeidsrechtbank te Brugge (1919-1971), [...]*, Bruxelles, 2002b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 77).
- Velle, Karel, Heusequin, Sven, Cazaux, Jürgen, *Inventarissen van de archieven van de werkrechtshraad voor zeelieden te Antwerpen (1948-1973), van de rechtbank van eerste aanleg te Ieper (burgerlijke rechtbank*

(1949-1960) en correctionele rechtbank (1914-1961)), van de consultatieve commissie te leper (1944-1946) en van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen - jeugdrechtbank (1912-1965), Bruxelles, 2000 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 54).

— Justices de paix et tribunaux de police

- De Schepper, Hugo, *Inventarissen van de archieven van de vredegerichten van Grimbergen-Wolvertem, Halle, Kampenhout, Londerzeel, Sint-Jans-Molenbeek, Overijse-Terhulpen, Vilvoorde en Zemst en van de politierechtbanken van Halle, Overijse-Terhulpen, Vilvoorde en Zemst*, Bruxelles, 2001 (Instruments de recherche à tirage limité Rijksarchief te Leuven 23).
- De Stobbeleir, Daniel, *Inventaire des archives des justices de paix de Bruxelles, de Nil-Saint-Martin, de Perwez, de Woluwe-Saint-Étienne, puis Saint-Josse-Ten-Noode et des tribunaux de simple police de Woluwe-Saint-Étienne, puis Saint-Josse-Ten-Noode et de Perwez*, Bruxelles, 1995 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives générales du Royaume 227).
- De Stobbeleir, Daniel, *Inventaire des archives de la justice de paix de Nil-Saint-Martin. An IV-an X. Inventaire des archives de la justice de paix de Perwez. An IV-1870. Inventaire des archives du tribunal de simple police de Perwez. 1831-1930*, Bruxelles, 2002a (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Louvain-la-Neuve 3).
- De Stobbeleir, Daniel, *Inventaire des archives des justices de paix de Bruxelles. An IV - 1878*, Bruxelles, 2002b (Instruments de recherche à tirage limité - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 3).
- Depoortere, Rolande (revu par), *Inventaire des archives de la justice de paix et du tribunal de police de Lennick-Saint-Martin puis Lennick-Saint-Quentin (an IV-1961)*, Bruxelles, 2001e (Instruments de recherche à tirage limité Rijksarchief te Leuven 19).
- Desmaele, Bernard, *Les Archives des Justices de Paix de l'Arrondissement judiciaire de Tournai. Rapport d'inspection*, Bruxelles, 2001 (Miscellanea Archivistica. Studia 135).
- Elslander, Sven, Karel, Velle, *Inventarissen van de archieven van de vredegerichten Diest (1922-1970), Ledeborg (1874-1930), Meulebeke (1859-1970), Oostrozebeke (1837-1976) en Zoutleeuw (1862-1972) overdracht 1998*, Bruxelles, 1999. (Inventaires Rijksarchief te Beveren 32).
- Hansotte Georges, Pieyns Jean, Forgeur Richard, *Inventaire des archives des cours et tribunaux de la province de Liège*, Bruxelles, 1999 [Justices de paix de l'arrondissement de Liège et Verviers, Tribunal de police de Liège] (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Liège 34).
- Luyckx Tatiana, Orec Ljiljana en Van Honacker Karin (rédaction finale), *Inventaris van het archief van het Vredegericht van Boom : Overdracht*

- 2003 (1892-1972), Bruxelles, AGR, 2004 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 107).
- Muys, Eva, *Inventarissen van de archieven van de vredegerichten van West-Vlaanderen*, Bruxelles, 1996a (Inventaires, Rijksarchief te Beveren 12).
- Muys, Eva, *Inventarissen van de archieven van de vredegerichten van Vlaams-Brabant (1898-1975)*, Bruxelles, 1996b (Inventaires, Rijksarchief te Beveren 14).
- Muys, Eva, *Inventaris van de archieven van de vredegerichten van Oost-Vlaanderen*, Bruxelles, 1997a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 17).
- Muys, Eva, *Inventaris van de archieven van de vredegerichten van Limburg*, Bruxelles, 1997b (Inventaires, Rijksarchief te Beveren: 18).
- Muys, Eva, *Inventaris van de archieven van de vredegerichten van Antwerpen*, Bruxelles, 1998 (Inventaires, Rijksarchief te Beveren 21).
- Niebes, Pierre-Jean, *Inventaire des archives des justices de paix de l'arrondissement judiciaire de Charleroi*, Bruxelles, 2004a (Inventaires Archives de l'État à Mons 82).
- Niebes, Pierre-Jean, *Les archives des justices de paix de l'arrondissement judiciaire de Charleroi. Rapport d'inspection*, Bruxelles, 2004b (Miscellanea Archivistica. Studia 159).
- Notebaert Alexandre, (revu par Depoortere Rolande), *Inventaire des archives de la justice de paix et du tribunal de police du canton d'Uccle puis d'Ixelles*, Bruxelles, 2001 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 34).
- Petitjean, Bernadette, *Les archives des justices de paix des arrondissements d'Arlon et de Neufchâteau. Rapport d'inspection*, Bruxelles, 2001a (Miscellanea Archivistica. Studia 134).
- Petitjean, Bernadette, *Inventaire des archives des justices de paix des arrondissements d'Arlon et de Neufchâteau (sauf le canton de Saint-Hubert)*, Bruxelles, 2001b (Inventaires Archives de l'État à Arlon 45).
- Velle, Karel, *Inventarissen van de archieven van de vredegerichten Ardoosle (1802-1945), Ruiselede (1837-1945) en Tielt (1851-1945) : overdracht 1998*, Bruxelles, 1998e (Inventaires Rijksarchief te Beveren 30).
- Velle, Karel, Gadeyne, Guido, Heusequin, Sven e.a., *Inventarissen van de archieven van de vredegerichten Duffel (1923-1970), Gent derde kanton (1896-1970), Halle (1920-1970), Halle tweede kanton (1963-1970), Hasselt (1919-1929), Heist-Op-Den-Berg (1940-1970), Herk-De-Stad (1919-1970), Lier (1938-1970), Lokeren (1860-1970), Oostende (1883-1962), Peer (1917-1949) en Wetteren (1860-1970) : overdracht 1999*, Bruxelles, 1999 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 44).
- Velle Karel, Gadeyne, Guido, Heusequin, Sven e.a., *Inventarissen van de archieven van de vredegerichten : Beringen (1915-1960), Beveren (1921-1970), Brecht (1851-1880), Ekeren (1860-1971), Gent tweede kanton (1840-1960), Haasdonk (1797-1798), Hooglede (1912-1970), Kortrijk derde kanton (1814-1854), Kortrijk vierde kanton (1795-1846), Lokeren (1920-1970), Mechelen eerste kanton (1961-1970), Mechelen tweede kanton (1961-1970), Neerpelt (1899-1970), Puurs (1960-1970),*

- Roeselare (1868-1970), Sint-Gillis-Waas (1853-1970 en 1913-1970), Sint-Niklaas (1871-1945 en 1921-1970), Temse (1796-1970 en 1842-1970) en Zomergem (1854-1969) : diverse overdrachten*, Bruxelles, 2000 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 45).
- Velle, Karel, *Inventarissen van de archieven van de vrederegerechten Asse ((1796) 1857-1972), Borgerhout (1825-1978), Brecht (1818-1970), Herentals (1803-1985), Herzele (1817-1970), Izegem (1912-1914), Landen (1858-1955), Nederbrakel (1796-1970), Oosterzele (1880-1966), Puurs (1834-1987), Ronse (1850-1975), Tienen (1892-1936), Zandhoven (1829-1957 en 1945-1977), en Zottegem (1849-1876) : overdrachten 1996-2000*, Bruxelles, 2000f (Inventaires Rijksarchief te Beveren 55).
- Velle, Karel (rédaction finale), *Inventaris van de archieven van [...]van de vrederegerechten te Aarschot (1936-1970), Arendonk (1865-1970), Gistel (jaar V (1796/1797)-1971), Glabbeek (1936-1970), Haacht (1936-1970), Hoogstraten (1908-1973), Leuven 1 (1939-1968), Leuven 2 (1965), Oostende (1871-1970), Sint-Gillis-Waas (1828-1970) en Tienen (1936-1970). Diverse overdrachten*, Bruxelles, 2001b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 65).
- Velle, Karel (rédaction finale), *Inventaris van de archieven van [...]van de politierechtbank te Antwerpen (1913-1970), van de vrederegerechten te Antwerpen (eerste kanton ((1803) 1845-1970, tweede kanton ((1799) 1816-1980), derde kanton (1865-1970) en vierde kanton (1913-1983), Ardooië (1849-1970), Boom (1882-1970), Borgerhout (1878-1958), Brecht (1860-1970), Bree (kantonmunicipaliteit (1797-1798)), Brugge derde kanton (1895-1970), te Geraardsbergen (1905-1909), Kontich (1835-1991 en 1941-1970), Lede (kantonmunicipaliteit (1798-1799)), Lochristi (1809-1812), Mechelen noord (1892-1970 en 1814-1972), Mechelen zuid (1892-1970 en 1876-1971), Menen (1890-1906), Nieuwpoort (1836-1972), Ninove (kantonmunicipaliteit (1798-1801)), Roesbrugge-Haringe (1796-1970), Ronse (1849-1900), Ruiselede (1825-1970), Tielt (1839-1970), Veurne (1841-1976), Vilvoorde (1796-1970), Wakken (kantonmunicipaliteit (1796-1799)), Westerlo (1819-2000), Zandhoven (1858-1970) en Zaventem (1964-1970), [...]*, Bruxelles, 2002a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 71).
- Velle, Karel, *Inventaris van de archieven van [...]en de vrederegerechten te Ardooië (1943-1971), Berchem (1913-1990), Brecht (1967-1968), Brugge 1 (1922-1970) en Brugge 2 (1860-1974), Kontich (1957-1964), Kruishoutem (1845-1989), Ruiselede (1946-1971), Tielt (1943-1971) en Zandhoven (1956-1959)*, Bruxelles, 2002b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 77).
- Velle, Karel, Cazaux, Jürgen, Heusequin, Sven, *Inventarissen van de archieven van de vrederegerechten Avelgem (1870-1970), Kortrijk eerste kanton (1813-1976), Kortrijk tweede kanton (1807-1970), Kwaremont (1796-1802), Leuven eerste kanton (1919-1994), Menen (1921-1970), Moorsele (1833-1970) en Oudenaarde (1796-1866) en van de*

- politierechtbank te Kortrijk (1921-1970). Overdracht 1999, Bruxelles, 1999 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 38).*
- Velle, Karel, De Vos, Nadine e.a., *Inventarissen van de archieven van de vrederegerechten te Assenede (1844-1973), Deinze (1915-1972), Eeklo (1183-1972), Hamme (1863-1973), Kaprijke (1808-1970), Nevele (1906-1970), Ninove (1846-1992), Oudenaarde (1807-1983), Sint-Maria-Horebeke (1858-1970), Waarschoot (1820-1970) en Zele (1796-1973) : overdrachten 1999-2000* Bruxelles, 2001 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 61).
- Velle, Karel, Elslander, Sven, Cazaux, Jürgen, Heusequin, Sven, Lescroart, J.-P., *Inventarissen van de archieven van de vrederegerechten Evergem (1856-1960), Ledeborg (1889-1960), Lochristi (1868-1970), Nazareth (1860-1970) en Oosterzele (1859-1970) en van de politierechtbank te Gent (1865-1960). Overdracht 1999, Bruxelles, 1999 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 35).*
- Velle, Karel, i.s.m. De Vos, Nadine, Garcet, François, Genbrugge, Maarten, *Inventarissen van de archieven van de [...] vrederegerechten te Arendonk (1931-1970), Evergem (jaar IV-1972), Gent eerste kanton (1832-1972), Gent tweede kanton (1888-1984), Heist-op-den-Berg (1859-1991), Hoogstraten (1886-1970), Ledeborg (1889-1970), Lochristi (jaar IV-1970), Nazareth (1862-1971), Sleidinge (1799-1800) en Turnhout (1898-1970) [...], Bruxelles, 2001 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 63).*
- Velle, Karel, Heerwegh, Luc, Elslander, Sven, *Inventarissen van de archieven van de vrederegerechten Geraardsbergen (1833-1984) en Aalst (1858-1971): overdracht 1998, Bruxelles, 1998 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 28).*

— Juridictions militaires

- Baert, John, (bewerkt door), *Inventaris van het archief van de militaire gevangenis te Aalst (1825-1859)*, Bruxelles, 2000 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 49).
- Boumans, René, *Auditoraat-generaal bij het Krijgshof. Beknopte lijst der overtuigingsstukken gevoegd bij de procesbundels betreffende gevallen van collaboratie met de bezettende overheden tijdens de jaren 1940-1944 = Auditorat général près la Cour militaire. Liste sommaire des pièces à conviction relatives aux affaires de collaboration avec les autorités occupantes pendant les années 1940-1944*, Bruxelles, 1961b (Inventaires Archives générales du Royaume 139).
- Inventaire des archives de l'Auditorat militaire du Brabant (ca.1850-1914)*, Bruxelles, 1995 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives générales du Royaume 308).
- Inventaire des archives de l'Auditorat militaire du Brabant (ca.1850-1914)* Bruxelles, 2001 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 59).

Vanden Broeck, R., Van der Mosen, R. (introduction par Depoortere, Rolande), *Inventaire des archives de la Cour militaire. Dossiers de procédure d'affaires jugées entre 1915 et 1954*, Bruxelles, 2001 (Inventaires - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 36).

— Juridictions administratives

Depoortere Rolande, *Archives du Conseil d'État. Section d'administration. Bordereau de versement de 1996 (dossiers des arrêts 1948-1965 et rôles)*, Bruxelles, 1998 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives générales du Royaume 496).

Velle Karel, Dhondt Joëlle, *Inventarissen van de archieven van de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade in Vlaanderen (en rechtsopvolgers) (1919-1936)*, Bruxelles, 2001 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 59).

• Etablissements pénitentiaires et institutions d'internement

[Cole, Annemie., De Witte, A., Muylle Herwig, Verschaeren José], *Inventarissen van gevangenisarchieven*, Bruxelles, 1981 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 3).

Baert, John, *Inventaris van het archief van de gevangenis te Oudenaarde (1912-1975). Overdracht 1999*, Bruxelles, 1999 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 41).

Baert, John, (bewerkt door), *Inventarissen van de archieven van de gevangenis te Veurne (1817-1933), van de gevangenis te Kortrijk (1836-1918) en van de gevangenis te Ieper (1808-1936)*, Bruxelles, 2000a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 46).

Baert, John, *Inventaris van het archief van de gevangenis te Gent (1813-1993). Diverse overdrachten bewerkt in 1999*, Bruxelles, 2000b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 47).

Baert, John, (bewerkt door), *Inventaris van het archief van de militaire gevangenis te Aalst (1825-1859)*, Bruxelles, 2000c (Inventaires Rijksarchief te Beveren 49).

Baert, John, Buyck, Johan, *Inventarissen van de archieven van de gevangenis te Antwerpen (1856-1979), van het interneringscentrum te Antwerpen (1944) en van de Commissie ter bescherming van de maatschappij te Antwerpen (1930-1973). Overdrachten 1999*, Bruxelles, 1999 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 42).

Buyck, Johan, Baert, John, Elslander, Sven, *Inventarissen van de archieven van de gevangenis te Brugge (1794-1966) en van de gevangenis te Sint-Andries-Brugge (1870-1967)*, Bruxelles, 1999 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 39).

Buyck, Johan, Rotthier, Isabel, *Inventaris van het archief van de gevangenis te Brugge (1893-1991). Overdracht 1999B*, Bruxelles, 2000 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 50).

- Buyck, Johan, Rotthier, Isabel, (bewerkt door), *Inventarissen van de archieven van de centrale gevangenis te Gent (1773-1935) en van de hulpgevangenis te Gent (1827-1940)*, Bruxelles, 2001 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 62).
- Buyck, Johan, Velle, Karel, *Inventaris van het archief van de rijksweldadigheidskolonies: Hoogstraten-Merksplas-Rekem-Wortel (1810-1980)*, Bruxelles, 1998 (Inventaires Rijksarchief te Beveren, 27).
- De Bock-Doehaerd, Renée, *Ministère de la Justice. Administration de la Bienfaisance et des Prisons Bruxelles*, 1988 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives générales du Royaume 22).
- De Witte, A., *Inventaris van het archief van de gevangenis van Vilvoorde*, Bruxelles, 2001 (Instruments de recherche à tirage limité Rijksarchief te Leuven 20).
- Desmaele, Bernard, Hubaut, Pascal et Loiselet, Christian, *Inventaire des archives de la prison de Tournai (1821-1975)* Bruxelles, 2004 (Inventaires Archives de l'État à Tournai 24).
- Elslander, Sven, Velle, Karel, *Inventarissen van het archief van de centrale gevangenis (1860-1940) en van de hulpgevangenis (1951-1970) te Leuven. Overdrachten 1997-1998*, Bruxelles, 1999 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 31).
- Hansotte, Georges, Conradt, Pierre, Uyisenga, Charles, *Inventaire des archives du greffe de la prison de Liège. Inventaire des archives de la prison de Verviers*, Bruxelles, 1999 (Instruments de recherche à tirage limité Archives de l'État à Liège 36).
- Ministère de la Justice. Prisons cellulaires. Plans. Ière partie (19ième siècle). Inventaire* Bruxelles, 1989 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives générales du Royaume 63).
- Rotthier, Isabel, *Inventarissen van de archieven van de strafinrichtingen te Vilvoorde (1776-1871) en van de strafinrichting Sint-Bernards te Hemiksem (1821-1866)* Bruxelles, 2000 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 53)
- Rotthier, Isabel, *De gevangenisgids. Archiefgids betreffende de archieven van de Vlaamse penitentiaire inrichtingen*, Bruxelles, 2001 (Miscellanea Archivistica. Studia 142).
- Rzoska, Björn, Velle Karel, *Inventarissen van de archieven van diverse strafinrichtingen uit de provincies Antwerpen, Limburg en Brabant (20ste eeuw)*, Bruxelles, 1997 (Instruments de recherche à tirage limité Rijksarchief te Beveren 22).
- Sizaire, Marie-Ange, (complété par) Van Leeuw, Claire, *Administration provinciale du Luxembourg. Série: Prisons et détenus (1831-1932) (2/47)* Bruxelles, 1988 (Inventaires Archives de l'État à Arlon 39).
- Tallier, Pierre-Alain, *Archives de la Guerre. Série d'inventaires I [...]. Bureau allemand de la prison de Saint-Gilles. [...]*, Bruxelles, 1998 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives générales du Royaume 464).

- Van Haegendoren, Maurits, *Prisons de Bruxelles. Registres d'écrou, 1692-1847*, Bruxelles, 2003 (Instruments de recherche à tirage limité - Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 85).
- Velle, Karel, *Inventarissen van het archief van het interneringscentrum en van de hulpgevangenis te Leuven (1808-1986)*, Bruxelles, 1998a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 19).
- Velle, Karel, *Inventarissen van het archief van het interneringscentrum (1945) en van de gevangenis te Dendermonde (1806-1981)*, Bruxelles, 1998b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 20).
- Velle, Karel, *Inventarissen van het archief van de interneringscentra van Breendonk (1944-1947) en Mechelen (1944-1947) en van de gevangenis te Mechelen (1802-1985)*, Bruxelles, 1998c (Inventaires Rijksarchief te Beveren 23).
- Velle, Karel, *Inventaris van het archief van de gevangenis te Hasselt (1797-1992)*, Bruxelles, 1998d (Inventaires Rijksarchief te Beveren 25).
- Velle, Karel, *Gevangenisarchieven*, Bruxelles, 1999 (Jalons de recherche 2) (version française : *Archives de prisons*, Bruxelles, 1999a (Jalons de recherche 10).
- Velle, Karel, *Inventaris van het archief van het interneringscentrum (1944-1951) en van de gevangenis te Tongeren (1832-1995)*, Bruxelles, 1999b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 36).
- Velle, Karel, Heerwegh, Luc, *Inventaris van het archief van de gevangenis te Turnhout (1795-1987)*, Bruxelles, 1998 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 24).
- Velle, Karel, Rzoska Björn, *Inventaris van het archief van de gevangenis te Antwerpen (1798-1986)*, Bruxelles, 1997 (Inventaires Rijksarchief te Beveren 15).

- Institutions de protection de la jeunesse

- Drossens, Paul, *Inventarissen van de archieven van de kraaminrichting met zuigelingenopvang te Ukkel (1920-1927) en van de rijkskliniek en het rijksheropvoedingsgesticht te Brugge (1922-1975)*, Bruxelles, 2001a. (Inventaires Rijksarchief te Beveren 57).
- Drossens, Paul, *Inventaris van het archief van de rijksopvoedingsgestichten te Ruiselede (1849-1970) en te Beernem (1852-1926) en rechtsvoorgangers*, Bruxelles, 2001b (Inventaires Rijksarchief te Beveren 66).
- Drossens, Paul, *Inventarissen van de archieven van het Centraal Observatiegesticht te Mol (1913-1970), de Rijksopvoedingsgestichten te Mol (1894-1970) en Saint-Hubert (1844-1956) en de Weldadigheidsschool van Ieper (1904-1921)*, Bruxelles, 2002a (Inventaires Rijksarchief te Beveren 69).

Drossens, Paul, *Archiefgids betreffende de rechtsvoorgangers van de Vlaamse gemeenschapsinstellingen voor bijzondere jeugdzorg (1912-1965)*, Bruxelles, 2002b (Miscellanea Archivistica. Studia 144).

• Forces de l'ordre (quelques exemples)

— Police judiciaire

Depoortere, Rolande, *Inventaire des archives du Commissariat général de la police judiciaire. Dossiers du service de la Documentation. Versement 2000*, Bruxelles, 2001f (Inventaires Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale 31).

Maréchal, Griet, *De algemene directie van de Algemene Rijkspolitie. Selectielijst met bijbehorend studiedossier*, Bruxelles, 1999 (Miscellanea Archivistica. Manuale 34).

— Polices communales

Linotte, Léon, *Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914: inventaire sommaire des archives de la Sûreté publique de la province de Liège*, Louvain, Nauwelaerts, 1964. (Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine. Cahiers 34)

Linotte, Léon, *Les manifestations et les grèves à Liège de l'an IV à 1914*, Louvain, Nauwelaerts, 1969. (Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine. Cahiers 53).

— Gendarmerie

Paridaens, Marie-Anne, *Inventaire du fonds d'archives Gendarmerie*, Bruxelles, Musée d'histoire militaire, 1990. (Collection Centre d'histoire militaire. Inventaires 36)

Travaux publiés

Ministres et administrations de la justice

Carton de Tournai, Françoise, Janssens, Gustaaf (eds.), *Joseph Pholien. Un homme d'Etat pour une Belgique en crises*, Bierges, 2003.

Christiaensen, Stefaan, *Jules Lejeune: tussen klassieke en moderne criminele politiek*, Leuven 2001

De Ruyver, Brice, *De strafrechtelijke politiek gevoerd onder de socialistische Ministers van Justitie E. Vandervelde, P. Vermeylen en A. Vranckx*, Antwerpen, 1988.

Dujardin, Vincent, *Pierre Harmel : biographie*, Bruxelles, Le Cri, 2004.

- Fijnaut, Cyriel (ed.), *Gestalten uit het verleden. 32 voorgangers in de strafrechtswetenschap, de strafrechtspleging en de criminologie*, Bruxelles, 1993.
- Huyse, Luc en Verdoodt, Annelies, Dertig jaar justitiebeleid. Kroniek van een aangekondigde crisis, in *Panopticon*, 1999, 3-1, pp. 3-18.
- Huyse, Luc, Van Outrive Lode, Fijnaut, Cyriel, Dupont, Lieven en Peters, Tony, Justitiebeleid in de jaren zeventig, in *Res publica*, 1979, pp. 343-369.
- Lemoine, Thierry, Burgelman Luk, Overzicht van de ministers van Justitie, in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België van 1830 tot heden. Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 3-11.
- Velle, Karel, Ministerie van justitie, in Van den Eeckhout, Patricia en Vanthemsche, Guy (eds.), *Bronnen voor de studie van het hedendaagse België*, Bruxelles, 2001c, pp. 327-349.
- Velle, Karel, Het institutioneel kader : het ministerie van Justitie in Heirbaut Dirk, Rousseaux Xavier, Velle Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België van 1830 tot heden. Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 13-33.

Cours et tribunaux

- Berger, Emmanuel, *Le tribunal correctionnel de Bruxelles sous le Directoire*, Bruxelles, 2002 (Miscellanea Archivistica Studia 145)
- Maquet, Julien, La justice criminelle rendue avec ou sans le concours du jury : la cour d'assises de Liège (1825-1835), in *Congrès de Mons 24-27 août 2000, Actes*, II, Mons, 2002, pp. 287-296.
- Rousseaux, Xavier, La postérité pénale de la République : le cas des conquêtes du Nord (1794-1815) in *Justice et République(s). Actes du colloque de Lille, 17-20 septembre 1992*, Hellemes, 1993a, pp. 211-238.
- Rousseaux, Xavier, Les tribunaux criminels en Brabant sous le Directoire (1795-1800) Acculturation et résistance à la justice républicaine in Craeybeckx, Jan, Scheelings, Frank G. (eds.), *De Franse Revolutie en Vlaanderen. De Oostenrijkse Nederlanden tussen oud en nieuw régime. La Révolution française et la Flandre. Les Pays-Bas autrichiens entre l'ancien et le nouveau régime*, Bruxelles, 1990, pp. 277-306.

Le monde judiciaire

- Huyse, Luc, Sabbe, Hilde, *De mensen van het recht*, Leuven, 1997. (trad. française, *Les métiers du droit*, Bruxelles, Crisp, 1999).
- Rousseaux, Xavier, Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, Vael, Claude (eds.), *Révolution et justice pénale en Europe. Modèles français et traditions nationales (1780-1830)*, Paris, L'Harmattan, 1999.

Rousseaux, Xavier, Lévy, René (eds.). *Le pénal dans tous ses Etats. Justice pénale, Etats et sociétés en Europe (XIIème-XXème siècles)*, Bruxelles, Facultés Universitaires Saint-Louis, 1997.

• Magistrats et magistrature

Burgelman, Luc, Geschiedenis van de Belgische magistratuur (1830-2002), in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 187-215.

Godding, Philippe, Defacqz Eugène in *Nouvelle biographie nationale*, t. 6, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 2001, pp. 106-111.

Logie, Jacques, Magistrature et organisation judiciaire d'un Etat en gestation : la Belgique (1795 à 1830), in Rousseaux, Xavier, Lévy, René, *Le pénal dans tous ses Etats. Justice, Etats et sociétés en Europe (XIIe-XXe siècles)*, Bruxelles, 1997, pp. 385-404.

Logie, Jacques, *Les magistrats des cours et tribunaux en Belgique, 1794-1814, Essai d'approche politique et sociologique*, Genève, Droz 1998.

Michielsen, Yuri, *the 'Nazification' and 'Denazification' of the Courts in Belgium, Luxembourg and the Netherlands*, Maastricht, Universitaire Pers, 2004.

Nandrin, Jean-Pierre, Eclairage historique. De l'homme au bien au juge professionnel. Ou l'histoire ambivalente d'un désenchantement ? in *Compétences des juges de paix et des juges de police*, Bruges, La Chartre, 1992, pp. 17-38.

Nandrin, Jean-Pierre, Le pouvoir judiciaire en Belgique aux premiers temps de l'indépendance (1832-1848), in *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1994-1995, XXV, n° 1-2, pp. 255-262.

Nandrin, Jean-Pierre, Le judiciaire et le politique. Approche historique de la fondation du pouvoir judiciaire de la Belgique contemporaine (1831-1848), in *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 1995, 34, pp. 181-195.

Nandrin, Jean-Pierre, La Cour de cassation belge de 1832 et le pouvoir judiciaire. Héritage de la période française, in *Justice et institutions françaises en Belgique (1795/1815). Traditions et innovations autour de l'annexion*. Lille, 1996, pp. 275-293 (coll. L'espace juridique).

Nandrin Jean-Pierre, Justice de conciliation, proximité et carte judiciaire de 1830 à nos jours une comparaison franco-belge, in *Du juge de paix au tribunal départemental*, Paris, 1997a, pp. 77-94.

Nandrin, Jean-Pierre, Les nominations judiciaires en Belgique en 1832. Une entreprise de légitimation d'un jeune Etat indépendant in Rousseaux, Xavier, Lévy, René (eds.), *Le pénal dans tous ses Etats. Justice, Etats et sociétés en Europe (XIIe-XXe siècles)*, Bruxelles, 1997b, pp. 405-423.

- Nandrin, Jean-Pierre, Justice, magistrature et politique aux premiers temps de l'indépendance de la Belgique, in *Bulletin de la Classe des Lettres et des Sciences Morales et Politiques*, 1997c, n° 1-6, pp. 67-111.
- Nandrin, Jean-Pierre, *La justice de paix à l'aube de l'indépendance de la Belgique (1832-1848). La professionnalisation d'une fonction judiciaire*, Bruxelles, 1998.
- Rousseaux, Xavier, Nandrin, Jean-Pierre, Le personnel judiciaire en Belgique à travers les révolutions (1780-1832). Quelques hypothèses de recherches et premiers résultats, in *Le personnel politique dans la transition de l'Ancien Régime au Nouveau Régime en Belgique (1780-1830)*, Kortrijk, Anciens Pays et Assemblées d'Etat, 1993, pp.13-69.
- Rousseaux, Xavier, La pyramide avant l'hémicycle. Archéologie du ministère public in *Juger*, 11-12-13, 1997b, pp. 34-48 (numéro spécial les mystères de la grande pyramide).

- Greffiers, secrétaires de parquet et huissiers

- Lemoine, Thierry, L'évolution de la fonction d'huissier durant l'époque contemporaine in Heirbaut Dirk, Rousseaux Xavier, Velle Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Charte-Die Keure, 2004, pp. 265-269.
- Lesage, Xavier, *Den Duerwaerder geschiedenis van het gerechtsdeurwaardersambt*, Kapellen, 1993 (version française : *L'huissier l'histoire de la fonction d'huissier de justice*, Kapellen, 1993).
- Van Loon, Francis, Delrue, Stéphane, Van Wambeke, Wim, Juridische beroepen in België. Een schets van het rechtssociologisch onderzoeksveld van 1970 tot heden, in *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXVIII, 1998, pp. 227-246.
- Vrancken, Paul, Griffiers in hoven en rechtbanken en parketsecretarissen in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Charte-Die Keure, 2004, pp. 217-225.

- Avocats et barreaux

- Baert, Geert (ed.), *Gedenboek de Vlaamse Conferentie der Balie van Gent 1873-1973*, Gent, 1974.
- Mattheussen, Constant, *Honderd jaar Vlaams Pleitgenootschap bij de balie te Brussel, 1891-1991: een verhaal van Vlamingen in hun hoofdstad*, Tielt, 1992.
- Martyn, Georges, Evolutes en revolutes in de Belgische advocatuur in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en*

- sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 227-255.
- Nandrin, Jean-Pierre, La femme avocate. Le long combat des féministes belges. 1882-1922, dans *Sextant*, n° 19, 2003, pp. 131-142; (version néerl. : De vrouwelijke adocaten in Van Molle, Leen, Heyman, Peter (dir.), *Vrouwen zaken Zaken vrouwen. Facetten van vrouwelijk zelfstandig ondernemerschap in Vlaanderen, 1800-2000*. Gent, Provinciebestuur Oost-Vlaanderen et Leuven, Kadoc, 2001, pp. 165-172).
- Saerens, Lieven, De groei van een anti-joods klimaat te Antwerpen: de houding van de advocaten (1936-1941), in *Driemaandelijks Tijdschrift van de Auschwitz-Stichting*, 1986, nr. 12, pp. 10-37.
- Saerens, Lieven, Ere aan de toga. Frans Wittemans (1872-1963), in *De Conferentie. De Vlaamse Conferentie bij de Balie te Antwerpen*, I-III.2001, p. 24-27 en IV-VI.2001, pp. 18-21.
- Stevens, J., Van Nationale Orde van Advocaten naar een Orde van Vlaamse Balies en Ordre des Barreaux francophones et germanophones, in *Rechtskundig Weekblad*, 2001-2002, pp. 1153-1169.
- Van Goethem, Herman, *Honderd jaar Vlaams rechtsleven 1885-1985*, Gent, 1985.
- Verstraete, Jan, *De jodenverordeningen en de Antwerpse balie*, Gent, 2001.
- Victor, René, *Schets ener geschiedenis van de Vlaamse conferentie der Balie van Antwerpen, 1885-1960*, Antwerpen, 1960.

Notaires et notariat

- Bruneel, Claude, Godding, Philippe, Stevens Fred (ed.), *Le notariat en Belgique du Moyen Age à nos jours*. Bruxelles, Crédit Communal, Groupe Dexia, 1998, *Het notariaat in België vanaf de Middeleeuwen tot heden*, Brussel, Dexia 1998.
- Het notariaat. 200 jaar met zijn tijd mee. Tentoonstelling naar aanleiding van het 200-jarig bestaan van de Ventôsewet*, Antwerpen, 2003.
- Stevens, Fred, *Revolutie en notariaat : Antwerpen 1794-1814*, Assen, 1994.
- Stevens, Fred, De opleiding en de toegang tot het notariaat in België sinds 3 prairial jaar IV (22 mei 1796), in *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXVIII-1-2 1998a, pp. 117-151.
- Stevens, Fred, De notarisopleiding in België (19de-20ste eeuw), in: *'Om daarmee vrijelijk te doen naer wil ende welgevallen'*. *Rechtshistorische opstellen aangeboden aan Prof. Mr. A.Fl. Gehlen*, Maastricht, 1998b, pp. 61-73.
- Stevens, Fred, Het notariaat, in Van den Eeckhout, Patricia en Vanthemsche, Guy (eds.), *Bronnen voor de studie van de Belgische samenleving*, Bruxelles, 1999a, pp. 561-566.
- Stevens, Fred, *Honderdvijftig jaar Conferentie van Notarissen van het Arrondissement Antwerpen*, Gent, 1999b.

- Stevens, Fred, De toegang van de vrouw tot het notarisambt, in Van Molle, Leen, Heyman, Peter (dir.) *Vrouwen zaken Zaken vrouwen. Facetten van vrouwelijk zelfstandig ondernemen in Vlaanderen, 1800-2000*, Gent, 2001, pp. 173-180.
- Stevens, Fred, *Scripta ferunt annos. Tweehonderd jaar notariaat Dierckx in Turnhout. 1802-2002*, Turnhout, 2002.
- Stevens, Fred, La Loi de Ventôse en Belgique, in *Destin d'une loi. Loi du 25 Ventôse An XI. Statut du notariat*, Paris, 2003, pp. 187-199.
- Stevens, Fred, De notarissen in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 257-263.

Normes, problèmes de société et politiques publiques

- Beautier, Régine, La paix des familles, le secret intérieur des ménages et les regards de la justice. Causes de divorce et relations personnelles entre époux en Belgique et en France au XIXe siècle, in *Revue interdisciplinaire d'Etudes juridiques*, 28, 1992, pp. 57-71.
- Beautier, Régine (ed.), *Le Code Napoléon, un ancêtre vénéré ? Mélanges offerts à Jacques Vanderlinden. Actes du Colloque de commémoration du bicentenaire du Code civil, Bruxelles, 19-21 février 2004*, Bruxelles, Bruylant, (sous presse).
- Debaere, Marc, La presse devant le jury brabançon 1830-1847 in Martinage, Renée, Royer, Jean-Pierre (ed.), *Les destinées du Jury criminel*, Lille, 1990, pp. 103-113.
- de Rongé, Yves, Henrion, Emmanuel, Vael, Claude, Company law and accounting in nineteenth-century Europe: Belgium, in *The European Accounting Review*, Vol. 2 Nr 2, 1993, pp. 298-311.
- Devillé, Anne, Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, Gérard, Philippe, Paye, Olivier, Du jeu des clivages à la politique du compromis. La loi de 1987 sur la filiation en Belgique, in Assier-Andrieu Louis, Commaille Jacques (dir.), *Politiques des lois en Europe*, Paris, 1995, pp. 21-82.
- Dumont, Hughes, *Le Pluralisme idéologique et l'autonomie culturelle en droit public belge*, vol 1 : de 1830 à 1970; vol. 2; de 1970 à 1993, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis, 1996.
- Heirbaut, Dirk, The Belgian legal tradition: does it exist?, in Bocken, H. en De Bondt, W. (ed.), *Introduction to Belgian law*, Bruxelles, 2000, pp. 1-22.
- Heirbaut, Dirk, Het 'civiel » beleid van onze ministers van Justitie van 1830 tot heden : een grote onbekende in Heirbaut Dirk, Rousseaux Xavier, Velle Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)*, Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 35-61.

- Jacob, Robert, Editer la Loi. Positivisme juridique et histoire nationale au début du XIXe siècle, in *Bulletin de la Commission royale pour la publication des anciennes lois et ordonnances de la Belgique*, 37, 1996, pp. 135-178.
- Le droit de 1980 à l'an 2000: rétrospective et prospective, *Revue régionale de droit*, LXIII, 1992.
- Lesaffer, Randall, Le Journal des Tribunaux (1904-1914). De Belgisch-Nederlandse betrekkingen vanuit het standpunt van de Belgische nationalisten in "Uutwysens d'Archiven", Leuven 1992, pp. 107-139.
- Lesaffer, Randall, De justitie en de media, in Heirbaut Dirk, Rousseaux Xavier, Velle Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 357-368.
- Luykx, Théo, Negentiende eeuwse persprocessen en hun invloed op de Belgische perswetgeving, in *Actuele problemen rond radio, krant en TV*, Gent, 1977, pp. 1-42.
- Meulders Carine, Matthijs Koen, "On ne se jouera pas du divorce !". Echtscheiding in de negentiende eeuw in het licht van de echtscheidingspraktijk te Brugge, 1865-1914, in *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1996, XXVI-3/4, pp. 64-103.
- Nandrin, Jean-Pierre, Codifier au XIXe siècle? Quelques réflexions à partir des sources du droit judiciaire belge, in *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, XXVI, 1991, pp. 111-122.
- Nandrin, Jean-Pierre, Entre l'État libéral et l'État assurantiel, un État paternaliste? L'exemple de la loi belge du 24 décembre 1903 sur les accidents de travail, *Cahiers du CRHIDI (Centre de recherches en histoire du droit et des institutions)*, 1996a, n° 5-6, pp. 179-191.
- Nandrin, Jean-Pierre, De la protection à une égalité formelle. Perspectives historiennes sur les législations du travail de nuit des femmes en Belgique, in *Sextant*, 1996b, n° 4, pp. 43-76.
- Nandrin, Jean-Pierre, La genèse du droit du travail en Belgique. Plaidoyer pour la chronologie in Dauchy, Serge, Monballyu, Jos, Wijffels Alain, (ed.), *Auctoritates Xenia R.C. Van Caenegem oblata*, Bruxelles, 1997, pp. 256-288.
- Nandrin, Jean-Pierre, Les mesures « anti-liberticides » en Belgique au XXe siècle ou comment la démocratie s'est transformée et a résisté, in Dumont, Hugues, Mandoux, Patrick, Stowel, Alain, Tulkens, François (eds), *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté? Groupements liberticides et droit*, Bruxelles, 2000, pp. 27-51.
- Nandrin, Jean-Pierre, L'évolution du statut juridique de la femme indépendante en Belgique, dans *Sextant*, n°17-18, 2002, pp. 271-283; (version néerl. : Het juridisch statuut van de vrouwelijke zelfstandige : de erfenis van Napoleon, Van Molle, Leen, Heyman, Peter (dir.), *Vrouwen zaken Zaken vrouwen. Facetten van vrouwelijk zelfstandig ondernemerschap in Vlaanderen, 1800-2000*. Gent, Provinciebestuur Oost-Vlaanderen et Leuven, Kadoc, 2001, pp. 40-47).

- Pittomvils, Kathlijn, Alledagse arbeidsconflicten in de Gentse textielindustrie. De praktijk van de werkrechtvaard in de eerste helft van de negentiende eeuw, in *Tijdschrift voor Sociale Geschiedenis*, 21-2, 1995, pp. 181-211.
- Parmentier, Stefaan, Meten met twee maten en twee gewichten. Van klassejustitie naar justitie met klasse?, in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 369-385.
- Raes, Koen, Ontwikkelingen in de Belgische rechtscultuur. Een cultuur-historische verkenning in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 345-356.
- Rousseaux, Xavier, Guerre(s) et Droit(s) : l'impact des deux guerres mondiales sur la justice pénale belge, dans Martyn Georges, Heirbaut Dirk, Opsommer Rik (eds.), *Rechtsgeschiedenis van de twintigste eeuw*, Bruxelles, Koninklijke Vlaamse Academie, à paraître
- Stevens, Fred, La codification en Belgique, héritage français et débats néerlandais (1781-1867), in Rousseaux, Xavier, Lévy, René, *Le pénal dans tous ses Etats. Justice, Etats et sociétés en Europe (XIIe-XXe siècles)*, Bruxelles, 1997a, pp. 287-319.
- Stevens, Fred, Kloostergemeenschappen en het recht. De juridische positie van de kloosters in de 19de eeuw (1796-1921), in *De lotgevallen van de Kempische religieuze instellingen tussen 1780 en 1850*, Turnhout, 1997b, pp. III/1-39.
- Vael, Claude, Cadre juridique pour l'exploitation du gaz en Belgique avant 1873 in Willot, Jean-Pierre, Paquier, Serge (eds), *L'industrie du gaz en Europe (XIXe-XXe siècle). L'innovation entre marchés privés et collectivités publiques*, Berne, Peter Lang, 2005.
- Vael, Claude, Extraction du charbon et droit : les sociétés charbonnières, in *La région de Charleroi aux 18 et 19^e s.*, 40 pp.
- Van Dievoet, Guido, Het Nederlands als wetstaal in België in de negentiende en de twintigste eeuw, in *Pro memoria. Bijdragen tot de rechtsgeschiedenis der Nederlanden*, V, 2003-1, pp. 96-118.
- Van Goethem, Herman, *De taaltoestanden in het Vlaams-Belgisch gerecht, 1795-1935*, Bruxelles, 1990.
- Van Goethem, Herman, Acculturation juridique et langue de procédure étrangère. L'infiltration ou introduction du français dans les tribunaux en Flandre, en Wallonie et en France, in Rousseaux, Xavier, Lévy, René (eds), *Le pénal dans tous ses Etats. Justice, Etats et sociétés en Europe (XIIe-XXe siècles)*, Bruxelles, 1997, pp. 219-246.
- Van Den Hole, Leo, Das Verhältnis von Kirche und Staat in Belgien, in *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Kanonistische Abteilung*, LXXXV, 1999, pp. 401-432.

Représentations du crime et politiques criminelles

- Cartuyvels, Yves, Mary, Philippe, *L'Etat face à l'insécurité. Dérives politiques des années 90*, Bruxelles, 1999.
- Christiaensen, Stefaan, *Tussen klassieke en moderne criminele politiek. Leven en beleid van Jules Lejeune*, Leuven, Leuven University Press, 2004.
- De Bont, Raf, Meten en Verzoenen. Louis Vervaeck en de Belgische criminele antropologie (circa 1900-1940), in *Cahiers d'histoire du temps présent*, 9, 2001, pp. 63-104.
- Janssen Christiane, La politique de classement sans suite du ministère public en Belgique, 1836-1982 in *Histoire et Mesure*, 6, 1991, 3/4, pp. 313-348.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, Rousseaux, Xavier, Stevens Fred, La guerre des paysans (1798). Mythes et réalités. Brigandage, révolte nationale ou croisade religieuse ?, in Van Ypersele Laurence (ed.), *Imaginaires de Guerre : l'histoire entre mythes et réalités*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, 2003, pp. 53-89
- François, Luc (ed.), *De Boerenkrijg. Twee eeuwen feiten en fictie*, Leuven, Davidsfonds, 1998.
- Goris, Jan, Stevens Fred, Veraghtert Karel et Gielis Marcel, *Voor Outer en Heerd, 1798. De Boerenkrijg in de Antwerpse Kempen*, Turnhout, Brepols, 1998.
- Janssen, Christiane, Vervaele, John, *Le ministère public et la politique de classement sans suite*, Bruxelles, Bruylant, 1990 (Centre National de Criminologie, 14).
- Mary, Philippe, *Délinquant, délinquance et insécurité. Un demi-siècle de traitement en Belgique (1944-1997)*, Bruxelles, 1998.
- Mary, Philippe, La recherche criminologique en Belgique. Une recherche en bon Etat ? in *Revue de droit pénal et de criminologie*, 78e an, 1998, pp. 159-171.
- Mary, Philippe, *Le système pénal en Belgique. Bilan critique des connaissances*, Bruxelles, 2002.
- Ponsaers, Paul, Janssen Christiane, Les travaux de recherche sur la production de l'ordre et le contrôle pénal en Belgique: Bilan des années 1980, in Robert, P., Van Oustrive L. (eds.), *Crime et justice en Europe. Etat des recherches évaluations et recommandations*, Paris, 1993, pp. 39-79.
- Tollebeek, Jo, Vanpaemel Geert, Wils Kaat (eds.), *Degeneratie in België een geschiedenis van ideeën en praktijken*, Leuven, Leuven Universitair Pers, 2000.
- Nys, Liesbet, De Smaele, Henk, Tollebeek, Jo en Wils, Kaat (red.), *De zieke natie. Over de medicalisering van de samenleving 1860-1914*, Groningen, Historische uitgeverij, 2002 (trad. Anglaise : Tollebeek, Jo, Nys, Liesbet, de Smaele, Henk & Wils, Kaat (eds.), *The Diseased Nation. About the Medicalisation of Society 1860-1914* sous presse).

- Tulkens, Françoise, Van de Kerchove Michel, *Introduction au droit pénal: aspects juridiques et criminologiques*, Diegem, 1999.
- Van Campenhoudt., Luc, Cartuyvels, Yves, Digneffe, Françoise, Kaminski, Dan, Mary, Philippe, Rea, Andrea, *Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques*, Bruxelles, 2000.
- Van der Vorst Pierre, Mary Philippe (eds.), *Cent ans de criminologie à l'U.L.B.: Adolphe Prins, l'union internationale de droit pénal, le cercle universitaire pour les études criminologiques*, Bruxelles, 1990.
- Velle, Karel, De ontdekking van de ontoerekeningsvatbare crimineel in *Rede en Waanzin. Het Museum Dr. Guislain in beeld en tekst*, Gent, Museum Dr. Guislain, 2001d, p. 225-246.
- Velle, Karel, De misdaad als kwaal. Het succes van de criminele antropologie in Nys, Liesbet, De Smaele, Henk, Tollebeek, Jo en Wils, Kaat (red.), *De zieke natie. Over de medicalisering van de samenleving 1860-1914*, Groningen, Historische uitgeverij, 2002e, pp. 332-355.
- Weber, Donald, *Homo criminalis: Belgische parlamentsleden over misdaad en strafrecht 1830-1940*, Bruxelles, 1996.
- Weber, Donald, Rousseaux, Xavier, Les politiques pénales en Belgique in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 63-102.

Problèmes politiques et sociaux et menaces criminelles

- Conway, Martin, Justice in Post-War Belgium. Popular Passions and Political Realities, in *Cahiers d'histoire du temps présent*, 2, 1997, pp. 7-34.
- De Schaepdrijver, Sophie, Regulated Prostitution in Brussels, 1844-1877: A Policy and its Implementation, in *Historical Social Research* 37, 1986, pp. 89-108.
- Deckers, Michel, De strafrechtelijke vervolging van het activisme, in *Wetenschappelijke Tijdingen*, LXI, 2002, pp. 156-178; pp. 191-211, LXII, 2003, pp. 22-31.
- Delwit, Pascal et Gotovitch, José (eds.), *La peur du rouge*, Bruxelles, 1996.
- Deneckere, Gita, *Sire, het volk mort ! Sociaal Protest in België. 1830-1918*, Anvers-Baarn, Gand, Hadeijch-Amsab, 1997.
- Deneckere, Gita, *Geuzengeweld. Antiklerikaal straatumoer in de politieke geschiedenis van België, 1831-1914*, Bruxelles, 1998.
- De Vos, Luc, Raxhon, Philippe, Gérard, Emmanuel, Gérard-Libois, Jules, *Les secrets de l'affaire Lumumba*, Bruxelles, Racine, 2004.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, La prostitution urbaine. La marginalité intégrée, in Gubin, Eliane, Nandrin, Jean-Pierre (eds.), *La ville et les femmes en Belgique. Histoire et sociologie*, Bruxelles, Facultés Universitaires Saint-Louis, 1993, pp. 97-129.

- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, Tolérance et répression. Fascination et répulsion. Regards croisés sur la prostitution en Belgique (XVe-XXe siècles) in *Des études aux eros centers. Prostitution et traite des femmes du moyen âge à nos jours*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1996, pp. 51-87.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, L'enfance violentée, *Société et Représentations*, juin 1998, pp. 153-178.
- Ferket, Nathalie, Zwijgen als vermoord. Vrouwenmishandeling en de juridische positie van de gehuwde vrouw in België in de negentiende eeuw, in *Tijdschrift voor sociale geschiedenis*, 25^e an., 1999, n 3, pp. 285-304.
- Goethals, Johan, *Abnormaal en delinkwent. De geschiedenis en het actueel functioneren van de wet tot bescherming van de maatschappij*, Antwerpen, 1991.
- Gotovitch, José & Kesteloot, Chantal. (eds), *Collaboration et répression, un passé qui résiste*, Bruxelles, 2002.
- Huberty, Colette, Keunings Luc, La prostitution à Bruxelles au 19^e siècle, in *Les Cahiers de la Fonderie*, 1, 1987, pp. 3-21.
- Huysse, Luc, Dhondt Steven & Depuydt, Paul, *Onverwerkt verleden: collaboratie en repressie in België 1942-1952*, Leuven, 1991 (version française: *La répression des collaborations 1942-1952. Un passé toujours présent*, Bruxelles, 1993).
- Huysse, Luc, *The Criminal Justice System as a Political Actor in Regime Transitions: The Case of Belgium, 1944-1950*, in Deak, Istvan, Gross, J. & Judt Tony (eds.), *The politics of retribution in Europe. World War II and Its Aftermath*, Princeton, 2000, pp 157-172.
- Justice et barbarie 1940-1944* (numéro spécial de la revue *Juger*) 1994
- Kurgan-Van Hentenrijk, Ginette (ed.), *Un pays si tranquille ? La violence en Belgique au XIXe siècle*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 1999.
- Le Clercq, Geoffroy, Violences sexuelles, scandale et ordre public. Le regard du législateur, de la justice et des acteurs sociaux au 19^eme siècle, in *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXIX, 1999, 1-2, pp. 5-53.
- Le Clercq, Geoffroy, Sexual Violence and social Reactions: the Survival of the Practices of Arrangement in Nineteenth Century Rural Society, in Ågren, Maria, Karlsson, Åsa, Rousseaux, Xavier (eds.), *Guises of Power. Integration of society and legitimisation of power in Sweden and Southern Low Countries ca 1500-1900*, Uppsala, Department of History, 2001, pp. 177-193.
- Le Naour, Jean-Yves, Femmes tondues et répression des « femmes à boches » en 1918 in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 47-1, 2000, pp. 148-158.
- Luyten, Dirk, De vervolging van de economische collaboratie na de Tweede Wereldoorlog, in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis van justitie in België van 1830 tot heden. Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours*, Brugge, Die Keure/La Chartre, 2004, p. 378-380.

- Luyten, Dirk, *Burgers boven elke verdenking? Vervolg van economische collaboratie in België na de Tweede Wereldoorlog*, Bruxelles, 1996.
- Luyten, Dirk, Grote en kleine ondernemers tijdens de repressie van de economische collaboratie: kanttekeningen bij de discriminerende werking van de Galopin-doctrine, de strafwet en de consequenties voor het vervolgingsbeleid, in *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, 1998a, LXXVI, 2, pp. 501-526.
- Luyten, Dirk, Prosecution, Society and Politics : The Penalization of Economic Collaboration in Belgium After the Second World War in *Crime, Histoire et Sociétés*, vol. 2 (1), 1998b, pp. 113-133.
- Luyten, Dirk, Les poursuites contre la collaboration économique: 'une farce'?, in Gahide, Renaud (dir.), *Jours de guerre / Jours de paix*, Bruxelles, Dexia, 2001, pp. 185-212.
- Luyten, Dirk, Magits, Michel, Het juridisch begrip 'noodtoestand' in het Belgisch strafrecht tijdens de repressie van de economische collaboratie na de Tweede Wereldoorlog, in *Rechtskundig Weekblad*, LVIII, 13, 26.XI.1994, pp. 417-425.
- Luyten, Dirk, Magits Michel, Aspecten van de werking van de krijgsauditoraten en de rekrutering van militaire parketmagistraten na de Tweede Wereldoorlog, in *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1998, XXVIII, 1-2, pp. 203-226.
- Luyten, Dirk, Vastiau, Elke, Le PSC et la modération de la répression, in Gahide, Renaud (dir.), *Jours de guerre / Jours de paix*, Bruxelles, Dexia, 2001, pp. 213-232.
- Majerus, Benoît, La prostitution à Bruxelles pendant la Grande Guerre: contrôle et pratique", in *Crime, Histoire et Sociétés*, 7 (1), 2003, pp. 5-42.
- Moulaert, Jan, *Rood en zwart, de anarchistische beweging in België 1880-1914*, Leuven, 1995 (trad. française: *Le Mouvement anarchiste en Belgique*, Ottignies, 1996).
- Muys, Eva, and Velle, Karel, Seksuele delinquentie in het onderwijsmilieu: pedofiele onderwijzers in de 19de eeuw. Casus: Oost- en West-Vlaanderen in *Revue Belge d'histoire contemporaine*, 28, 1998, pp. 293-337.
- Piette, Valérie, *Domestiques et servantes : des vies sous condition*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2001.
- Pousseur, Caroline, Les cas de viols et attentats à la pudeur dans l'arrondissement de Charleroi à partir des affaires jugées devant la Cour d'Assises du Hainaut, de 1811 à 1866. Aspects sociologiques, in *Documents et rapports de la Société Royale d'Archéologie et de Paléontologie de Charleroi*, 62, 1993-1996, pp. 59-86.
- Pousseur, Caroline, Les abus sexuels jugés devant les juridictions criminelles du Hainaut de 1795 à 1866 : aspects sociologiques, in *Annales du Cercle d'histoire et d'archéologie de Saint-Ghislain et de la région*, IX, 2002, pp. 472-528.
- Rousseaux, Xavier et Van Ypersele, Laurence, *La répression de l'incivisme en Belgique, (1918-1922) au travers des procès de la Cour d'assises de*

- Brabant et de la presse francophone bruxelloise*, in Van Ypersele, L. (éd.), *Imaginaires de guerre: l'histoire entre mythe et réalité*, Louvain-la-Neuve, 2003, pp. 253-302.
- Rousseaux, Xavier, Van Ypersele, Laurence, Pratiques et représentations de la répression de l' "incivismisme" en Belgique après la Première Guerre mondiale in Jaumain Serge, Amara Michaël, Majerus Benoît, Vrints Antoon, *La Belgique dans la première guerre mondiale. Nouvelles tendances de la recherche historique*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2005, pp. 453-480. (Etudes sur la première guerre mondiale. Studies over de eerste wereldoorlog, 11).
- Selleslagh, Frank (ed.), *De verplichte tewerkstelling in Duitsland 1942-1945. Le travail obligatoire en Allemagne*, Bruxelles, 1994.
- Tallier, Pierre-Alain, Les délits forestiers en Belgique (fin XVIIIe-début XXe siècle). Etude de cas in *LIIIe congrès de la fédération des cercles d'archéologie et d'histoire de Belgique. Cinquième congrès de l'association des cercles francophones d'histoire et d'archéologie de Belgique*, Herbeumont, Actes II, Namur, 2000, pp. 485-500.
- Tallier, Pierre-Alain, Entre délit de pauvreté et crime organisé. Les délits forestiers en Belgique (fin XVIIIe-début XXe siècle), in *Forêt Wallonne*, n° 62, 2003, pp. 2-11.
- Van Goethem, Herman, Joseph Pholien et la répression de l'incivismisme (1944-1950) in Carton de Tournai, Françoise et Janssens, Gustaaf (réds.), *Joseph Pholien : un homme d'Etat pour une Belgique en crises*, Bierges, Mols, 2003, pp.
- Velle, Karel, Hanengevechten in Vlaanderen (19de-20ste eeuw) : volkscultuur of dierenmishandeling ? in *Oost-Vlaamse Zanten. Tijdschrift voor volkskultuur in Vlaanderen*, LXXVI, 2001e, 1, pp. 62-80.

Protection de la jeunesse et délinquance juvénile

- Boudrez, Filip, en collaboration avec De Smet Sylvie, *De jeugdrechtbank en rechtsvoorganger. Organisatie, taken, bevoegdheid en archiefvorming (1912-2000)*, Bruxelles, 2002.
- Christiaens, Jenneke, Stoute kinderen achter slot en grendel. Het vaderlijk tuchtigingsrecht in de ontstaangeschiedenis van de negentiende-eeuwse kinderbescherming in *Tijdschrift voor sociale Geschiedenis*, 20-2, 1994, pp. 149-169.
- Christiaens, Jenneke, *De geboorte van de jeugddelinquent (België, 1830-1930)*, Bruxelles, 1999.
- De Koster, Margo, Ongepast gedrag van jonge vrouwen en (generatie)conflicten. Ouderlijke klachten over onhandelbare dochters bij de kinderrechter van Antwerpen in 1912-1913 en 1924-1925 in *Cahiers d' Histoire du Temps Présent: Jeugd en maatschappij / Jeunesse et société*, 8, 2001a, pp. 101-131.
- De Koster, Margo, Over ongeregelde dochters en klagende ouders. De

- kinderrechtbank van Antwerpen, 1912-1913 in Lis, Catharina & Soly, Hugo (eds), *Tussen dader en slachtoffer. Jongeren en criminaliteit in historisch perspectief*. Bruxelles, VUB-Press, 2001b, pp. 337-369.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, Le pénitencier de Saint-Hubert. IV. Saint-Hubert, pénitencier modèle au XIXe siècle, in *Saint-Hubert d'Ardenne, Cahiers d'histoire* VIII, 1991, pp. 143-160.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, De la prison à l'école de bienfaisance. Origines et transformations des institutions pour enfants en Belgique au XIXe siècle (1840-1914), in *Criminologie*, Montréal, 28-1, 1995, pp. 23-53 et 28-2, pp. 85-108.
- Dupont-Bouchat Marie-Sylvie, *De la prison à l'école: les pénitenciers pour enfants en Belgique au XIXe siècle (1840-1914)*, Heule, 1996.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, Du tourisme pénitentiaire à 'l'Internationale des philanthropes ». La création d'un réseau pour la protection de l'enfance à travers les congrès internationaux (1840-1914), in *Paedagogica Historica*, 38, 2-3, 2002, pp. 533-563.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, Jules Lejeune et le pénitencier de Saint-Hubert in *Saint-Hubert d'Ardenne Cahiers d'Histoire*, IX, 2003, pp 223-224.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, Christiaens Jenneke, Vanneste Charlotte, Jeunesse et Justice (1830-2002) in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 125-162.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, Pierre, Eric (ed.), *Enfance et justice au XIXième siècle Essais d'histoire comparée de la protection de l'enfance (1820-1914), Belgique, France, Pays-Bas, Canada*, Paris, 2001.
- Justice et aide sociale. 100 ans d'évolution. Justitie en sociale hulpverlening. 100 jaar evolutie*, Bruxelles, Commission Royale des Patronages. Koninklijke Commissie der Beschermingscomités, 1994.
- Steverlynck, Carine, La traite des blanches et la prostitution enfantine en Belgique in *Paedagogica Historica* 29.3, 1993, pp. 779-820.
- Tulkens, Françoise, Moreau, Thierry, *Droit de la jeunesse*, Bruxelles, 2000.
- Vanneste, Charlotte, Les logiques décisionnelles des magistrats du parquet et des juges de la jeunesse à l'égard des mineurs délinquants, in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2003, pp. 225-255.
- Vanneste, Charlotte, Une recherche sur les décisions prises par les magistrats du parquet et les juges de la jeunesse, in *Journal du Droit des Jeunes*, n° 207, septembre 2004, pp.
- Velle, Karel, Instellingen, normen en procedures m.b.t. crimineel wangedrag van jongeren in België, 1795-1950 : bronnen en mogelijkheden voor verder onderzoek in Lis, Catharina, Soly, Hugo (eds), *Tussen dader en slachtoffer: jongeren en criminaliteit in historisch perspectief*, Bruxelles, VUBPress, 2001f, pp. 253-276.

Immigration et délinquance

- Brion, Fabienne, Rea, Andrea. & Tixhon, Axel (eds.), *Mon délit? Mon origine: criminalité et criminalisation de l'immigration*, Bruxelles, 2001.
- Caestecker, Frank, *Alien Policy in Belgium, 1840-1940. The Creation of Guest Workers, Refugees and Illegal Aliens*, New York-Oxford, 2000.
- Van San, Marion, *Criminaliteit en criminalisering: allochtone jongeren in België*, Amsterdam, Amsterdam, 2001.

Exécution de peine et institutions pénitentiaires

- Bergman, Martin, The penalty of death and executions; the tension between national government, local authorities and population in Ågren, Maria, Karlsson, Åsa and Rousseaux, Xavier (eds.), *Guises of Power, Integration of society and legitimation of Power in Sweden and Southern Low Countries ca 1500-1900* (Opuscula historica Upsaliensia 26), Uppsala 2001, pp. 91-108.
- Beyens, Kristel, Snacken, Sonia, Eliaerts, Chris, *Barstende muren. Overbevolkte gevangenissen: omvang, oorzaken en mogelijke oplossingen*, Anvers/ Arnhem, 1993.
- Buycck, Johan, Het gevangenispersoneel (1830-2002) in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 319-321.
- Christiaensen, Stefaan, Historische ontwikkelingen in de strafrechtsbedeling beschouwd vanuit het perspectief van humanisering en menselijke waardigheid, in Bouverne-De Bie, M. e.a. (ed.), *Handboek forensisch welzijnswerk*, Gent, 2002, pp. 215-273.
- Christiaensen, Stefaan, Klassieke en hedendaagse beroepen en functies in de strafuitvoering in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004, pp. 323-342.
- De Win, Paul, *De kaakstraf in België van de Franse tijd tot 1867*, Bruxelles, 1992. (Iuris Scripta Historica VI).
- Depreeuw, Wim, Heeft dit verleden nog toekomst? Beschouwingen over de ontwikkeling van de penitentiair anthropologische dienst, in *Panopticon*, 1991, pp. 105-109.
- Ducheyne, W., *De gevangenis aan het Pandreitje te Brugge 1689-1989*, Brugge, 1989.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, La détention avant jugement. Le "modèle belge" : mythe ou réalité ?, in Robert, Philippe, *Entre l'ordre et la liberté : la détention provisoire : deux siècles de débats*, Paris, 1992, pp. 154-186.

- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, La prison pénale. Modèles et pratiques. Evolution ou révolution? (1775-1815), in Rousseaux, Xavier, Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie, Vael, Claude, (eds) *Révolutions et justice pénale*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 261-282.
- Neys, Achiel, De historische ontwikkeling van het gevangenispastoraat in België, in *Metanoia*, 1995/4.
- Neys, Achiel, Peters, Tony, et al. (eds.), *Tralies in de weg - Het Belgische gevangeniswezen : historiek, balans en perspectieven*, Louvain, 1994.
- Parée, Daphné, Une grande prison sous le régime français la maison centrale de détention de Vilvorde in *Annales de la Société royale d'archéologie de Bruxelles*, t. 64, Bruxelles, 2002 pp. 267-368.
- Peeters, E., Het ontstaan van de probatie in België. Een poging tot historische reconstructie, in *Panopticon*, 1982, pp. 99-122.
- Stroobants, Aimé en Mentens, R., *Leven achter tralies. De Dendermondse gevangenis*, Dendermonde, 1995.
- Vanneste Charlotte, L'évolution de la population pénitentiaire belge de 1830 à nos jours : comment et pourquoi? Des logiques socio-économiques à leur traduction pénale, in *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1999, pp. 484-518.
- Vanneste, Charlotte, *Les chiffres des prisons. Des logiques économiques à leur traduction pénale*, Paris, 2001.
- Vanneste, Charlotte, L'exécution des peines. L'usage de la prison en Belgique de 1830 à nos jours, Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Chartre-Die Keure, 2004b, pp. 103-124.
- Velle, Karel, *Het gevangeniswezen in België (1795-1997). Organisatie en archiefvorming*
- Vellut, Jean-Luc, Une exécution publique à Elisabethville (20 septembre 1922). Notes sur la pratique de la peine capitale dans l'histoire coloniale du Congo, in Jewsiewiski B., (dir.), *Art pictural zaïrois*, Québec, Septentrion, 1992, pp. 171-222.

Les forces de police et de sécurité

- De Bruyn L., *De gerechtelijke politie bij de parketten en de reorganisatie van het politiestel in België*, in Fijnaut Cyriel, *De Reguliere Politiediensten in België en Nederland. Hun Reorganisatie en onderlinge samenwerking*, Arnhem, 1992, pp
- Denis, Guido, *200 ans de gendarmerie. Histoire de la gendarmerie sur le territoire belge*, Bruxelles, 1996.
- Duhaut, Georges, Ponsaers, Paul, Pyl, Georges, Van de Sompel, Roger, *Voor verder onderzoek....Essays over de politie en haar rol in onze samenleving. Pour suite d'enquête....Essais sur la police et son rôle dans notre société*, Bruxelles, 2002.

- Dupuis, Benoît, Balcaen, Jocelyn, avec la collaboration de Denis, Guido, *1796-2000. Souvenirs d'un corps d'élite. La gendarmerie belge*, Tournai, 2001.
- Easton, Marleen, *De demilitarisering van de Rijkswacht*, Bruxelles, 2001.
- Enhus, Els, *Tussen Hamer en Aanbeeld – Het Belgisch centraal Politiegeleid: een analyse van het vertoog in de periode 1980-1997*, Bruxelles, 1999.
- Fijnaut Cyriel, *Een kleine geschiedenis van de huidige organisatie van het Belgische politiewezen*, Arnhem-Anvers, 1995.
- Fijnaut, Cyriel, De la gendarmerie hollandaise à la Maréchaussée royale des Pays-Bas (1805-1815), in Luc, Jean-Noël, *Gendarmerie, Etat et Société au XIXe siècle*, Paris, 2002, pp. 423-436.
- Fijnaut, Cyriel, Het politiewezen: van oud naar nieuw en terug, in Huyse L, Hoflack K. (eds.), *De democratie heruitgevonden. Oud en nieuw in politiek België 1944-1950*, Leuven, 1995, pp.151-167.
- Heyrman, Peter, Hoekx, Rudi, Veldeman, Piet & Willems, Bart, *Leve het algemeen Stemrecht! Vive la garde civique! De strijd voor algemeen stemrecht Leuven 1902*, Leuven, 2002.
- Keunings, Luc, Les grandes étapes de l'évolution de la police secrète en Belgique au XIXe siècle, in *Bulletin trimestriel du Crédit communal de Belgique*, n° 169, 1989a, pp. 3-30.
- Keunings, Luc, The Secret Police in Nineteenth-Century Brussels, in *Intelligence and National Security*, 4,1989b, 1, pp. 59-85.
- Keunings, Luc, L'armée et le maintien de l'ordre au XIXe siècle. L'affaire Capiaumont (1857), in *Revue belge d'histoire militaire*, 30-7, 1994, pp. 493-540.
- Keunings, Luc, Ordre public et peur du rouge au XIXème siècle. La police, les socialistes et les anarchistes à Bruxelles (1886-1914), in *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXV, 1994-1995, pp. 329-396.
- Keunings, Luc, La peur du rouge et les forces de l'ordre à la fin du XIXe siècle : le cas de la police de Bruxelles, in Delwit, Pascal, Gotovitch, José (ed.), *La peur du rouge*, Bruxelles, 1996, pp. 39-52.
- Keunings, Luc, La dynamique des manifestations violentes à Bruxelles au XIXème siècle. Une analyse des troubles d'avril 1893, in *Un pays si tranquille. La violence en Belgique au XIXème siècle*, Bruxelles, 1999, pp. 197-240.
- Keunings, Luc, Majerus, Benoît, Rousseaux, Xavier, L'évolution de l'appareil policier en Belgique (1830-2002) in Heirbaut, Dirk, Rousseaux, Xavier, Velle, Karel (eds.), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique (de 1830 à nos jours)* Bruges, La Charte-Die Keure, 2004, pp. 271-317.
- Laureys, Eric, *L'enjeu du maintien de l'ordre*, CEGES, 1998 (rapport de synthèse non publié).
- Laureys, Eric, The Staff of the High Commissariat for National Security, in Conway, Martin, Gotovitch, José (éd.), *Europe in Exile - European Exile*

- Communities in Britain 1940-1945*, New York, Berghahn Books, 2001, pp.135-152.
- Majerus, Benoît, Logiques administratives et persécution anti-juive. La police bruxelloise et les arrestations de 1942, in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, 12, 2003, pp. 181-217.
- Majerus, Benoît, *Controlling Urban Society in Brussels during World War I*, in Chickering, R. & Funck, M., *Endangered Cities: Military Power and Urban Society in the Era of the World Wars*, Boston/Leiden, Brill, 2004, pp. 65-79. (Studies in Central European Histories, volume 33).
- Majerus, Benoît & Rousseaux, Xavier, The Impact of War on Policing in Belgium in Fijnaut Cyriel (ed.), *The Impact of World War Two on Policing in North-West Europe*, Leuven, Universitaire Pers, 2004, pp. 43-89. (Samenleving, criminaliteits & strafrechtspleging, 27).
- Paquot, Eric, *Police allemande! La mise en place*, in: *Jours de guerre*, V, 1991, pp. 103-117.
- Ponsaers, Paul, De Kimpe, Sofie, *Consensusmania-Over de achtergronden van de politiehervorming*, Leuven/Apeldoorn, 2000.
- Tixhon, Axel, L'essor de la gendarmerie belge et la mesure de la criminalité au 19e s., in Luc Jean-Noël, in *Gendarmerie, Etat et Société au XIXe siècle*, Paris, 2002, pp. 459-477.
- Tixhon, Axel, Police and social control in the Belgian country areas (1840-1885), in Ågren, Maria, Karlsson, Åsa, Rousseaux, Xavier (ed.), *Guises of Power. Integration of society and legitimation of power in Sweden and the Southern Low Countries, ca 1500-ca 1900*, Uppsala, 2001, pp. 151-175.
- Van Geet, Willy, *La gendarmerie sous l'occupation*, Braine-l'Alleud, 1992.
- Van Geet, Willy, *De gewapende lieden : 200 jaar rijkswacht*, Anvers, 1996.
- Van Outrive, Lode, Cartuyvels, Yves, Ponsaers, Paul, *Sire, ik ben ongerust. Geschiedenis van de Belgische politie, 1794-1991*, Leuven, 1991 (traduction française : *Les polices en Belgique. Histoire socio - politique du système policier de 1794 à nos jours*, Bruxelles, 1991).
- Van Outrive, Lode, *De paarden worden achter de wagen gespannen...Recente ontwikkelingen in de Belgische politiegiedenis*, in: Duhaut, Georges, Ponsaers, Paul, Pyl, Georges & Van de Sompel, Roger, *Voor verder onderzoek...Essays over de politie en haar rol in onze samenleving. Pour suite d'enquête...Essais sur la police et son rôle dans notre société*, Bruxelles, 2002, pp. 225-255.
- Vandenhoutte, Thierry, *La Réforme des polices en Belgique*, Bruxelles, 2000.

Thèses et mémoires de licence inédits

Sigles

KUL : Katholieke Universiteit Leuven

UG : Universiteit Gent

VUB : Vrije Universiteit Brussel

ULB : Université libre de Bruxelles

Ulg : Université de Liège

UCL : Université catholique de Louvain (UCL)

Sauf indication contraire, les mémoires sont des mémoires de licence en histoire

Institutions et personnels

• Personnel politique et fonctionnaires

Christiaensen, Stefaan, *Jules Lejeune: tussen klassieke en moderne criminele politiek*, 2 vol, KUL, 2001 (thèse de doctorat en criminologie).

De le Court, Anne, *Jules le Jeune, ministre de la Justice, 1887-1894*, UCL, 1965.

Defesche, Jacqueline, *Les fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur sous le règne de Léopold Ier, 1830-1865*, UCL, 1968.

Lesage, Xavier, *De burgemeesters, meiers en hun antecedenten in het Roeselaarse (1790-1836). Het hoofd van de lokale niet-stedelijke administraties in historisch perspectief*, UG, 1986.

Paridaens, Marie-Anne, *Le rôle politique des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement de 1830 à 1878*, ULB, 1975.

• Magistrature et magistrats

De Selva-Dewint, Philippe, *Fonctionnement et comportement de la magistrature belge face à l'occupant allemand en 1914-1918*, ULB, 1993.

Ectors, Daphné, *La femme s'immisce dans le monde du travail : le cas particulier des premières femmes magistrats en Belgique*, ULB, 2004.

Iterbeke, Tom, *Profiel van vrederechters en benoemingspolitiek in de vrederechten van Oost-Vlaanderen (1830-1911)*, UG, 1998.

Logie, Jacques, *Les magistrats des cours et tribunaux en Belgique, 1794-1814. Essai d'approche politique et sociologique*, Paris, 3 vol., 1995. (Université de Paris-IV, thèse de doctorat en histoire, inédite).

Merkelbag, Fabienne, *La magistrature liégeoise au XIXe siècle. La Cour d'Appel et le Tribunal de Ière instance. Approche d'histoire sociale*, ULG, 1985.

Nandrin, Jean-Pierre, *Hommes et normes. L'organisation judiciaire aux premiers temps de l'Indépendance (1832-1848)*, UCL, 3 vol., 1994 (U.C.L., thèse de doctorat en histoire).

- Passemiers Rita, *Charles Victor de Bavay (1801-1875) : « L'homme de tous les pouvoirs et de tous les ministères »*. Proeve tot biografie van een parketmagistraat uit de XIXe eeuw, UG, 1974.
- Paul, Jean-Christophe, *La loi du 25 juillet 1867 sur la mise à la retraite des magistrats. Un aspect de la réforme de la justice au XIXe siècle*, UCL 1998.
- Persoons, Ans, *131 jaar openingsredevoeringen aan het Hof van Cassatie. Verscheurd tussen traditie en vooruitgang. Analyse van de redevoeringen uitgesproken bij de opening van het gerechtelijk jaar an het Hof van Cassatie tussen 1869-2000*, UG, 2001.
- Van den Wijngaert, Marc, *De invloeden op de benoemingen van de magistraten in de negentiende eeuw. De rechtbank van Eerste Aanleg te Antwerpen (1847-1899)*, KUL, 1963.

• Avocats et diplômés en droit

- De Buck, Geert, *De Gentse advocaten 1780-1830. Een onderzoek naar het sociaal profiel van een beroepsgroep*, UG, 1982.
- Helbo, Sabine, *Les premières diplômées en droit à l'Université Libre de Bruxelles et aux Universités de Liège et de Gand (1888-1940) orientation biographique*, ULB, 1997.
- Van Hooreweghe, Elianne, *Sociografisch onderzoek van de studenten in de rechten aan de Gentse Rijksuniversiteit (1817-1830)*, UG, 2 vol. 1976.

• Forces de maintien de l'ordre

- Bastiaen, Filip, *De veldwachter in het spanningsveld van autoriteit en solidariteit (het arrondissement Gent-Eeklo, 1830-1914)*, UG, 1984.
- Campion, Jonas, *Se restructurer, s'épurer, se légitimer. La gendarmerie belge à la sortie de la seconde guerre mondiale (1944-1945). A propos du maintien de l'ordre en Belgique libérée*, UCL, 2004.
- Coenen, Roger, *De Antwerpse burgerwacht. Een onderzoek naar haar politiko-sociale gebondenheid en haar taak, 1830-1920*, KUL, 1969.
- De Schietere de Lophem C., *L'organisation de la police et les suspects au Régime, au début de l'occupation, française en Belgique (1794-1795) dans l'arrondissement du Brabant*, UCL, 1967.
- Degraeve, Bernard, *De organisatie, de rekrutering en een sociale stratificatie van de gendarmerie in het Schelde-departement tijdens de Franse overheersing, 1795-1814*, 3 vol., UG, 1992.
- Delacauw, Agnetha, *De Dienst Jeugd- en Gezinszorg in de gemeentepolitie van Brugge in een historisch perspectief (1955-1980)*, UG, 2002.
- Devin, Frédéric, *Le maintien de l'ordre dans la province de Namur (1814-1830). Héritages français et adaptation hollandaise*, UCL, 2004.

- Foubert, Thierry, *Aanzet tot een andersoortige kijk op de geschiedenis van de politie-instelling in de 19de eeuw als voortzetting van de aloude sociale controle in het Antwerps buurtleven*, VUB, 2000.
- Foutré, Geert, *Een onderzoek naar de werking van het Belgisch politioneel apparaat 1830-1848*, Gent, 1985.
- Fransen, Caroline, *Politiewerk in bezettingstijd. Emiel van Coppennolle-korpscommandant van de rijkswacht tijdens de Tweede Wereldoorlog*, UG, 2001.
- Geers, Geert, *Een onderzoek naar het Gentse politiekorps tijdens de Tweede Wereldoorlog*, UG, 2002.
- Gobyn, Winne, *De Sicherheitspolizei und Sicherheitsdienst : een casestudie van de Gentse Aussenstelle (1940-1945)*, UG., 2002
- Keunings, Luc, *Histoire de la police à Bruxelles (1831-1914)*, ULB, 1980.
- Leclercq Pierre, *Historique du bataillon des Chasseurs-éclaireurs de la Garde civique de Liège*, ULG, 2003.
- Lefever, Solange, *De Boerenwacht in de Vlaamse provincies, 1940-1944*, KUL, 1974.
- Lievens, Luc, *De Gentse burgerwacht : 1830-1920. een blik in de maatschappelijke spiegel*, UG, 1999.
- Lobet, Albert, *Collaboration policière sous l'Occupation : la Brigade B de Charleroi (police Merlot), 1943-1944*, UCL, 1995.
- Maes, Philippe, *Un exemple de collaboration policière sous l'Occupation : la « Brigade A » dans le Centre*, ULG, 1990.
- Malliet, Luc, *De veldwachter, die onbekende. Een historische studie over de wetgeving op de landelijke politie van de provincie Brabant in de periode 1791-1969*, KUL, 1981.
- Paquot, Eric, *Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst Lüttich et organisation policière allemande à Liège (1940-1944)*, 3 vol. ULG, 1985.
- Quanten, Danielle, *De school voor criminologie en criminalistiek als onderdeel van justitie- en politiebeleid in de jaren twintig*, KUL 1979 (mémoire de licence en criminologie).
- Segers, Frank, *Het leger en de ordehandhaving in België 1886-1902*, KUL, 1982.
- Socquet, Alain, *La gendarmerie belge sous l'occupation 1940-1944*, ULB, 1997.
- Therer, Laurent, *La Belgique et la gendarmerie internationale de Macédoine*, ULG, 1999.
- Vaessen, Jean-Sébastien, *La Garde nationale et les corps locaux dans le Département de l'Ourthe (1800-1814)*, ULG, 1981.
- Van den Bossche, Danny, *De politieke geschiedenis van het Leuvense politiekorps (1852-1914)*, KUL, 1986 (mémoire de licence en criminologie, inédit).
- Van Lul, Stéphane, *Les forces de l'ordre et la police judiciaire au cours de la période 1886-1914*, UCL, 1996 (mémoire de licence en criminologie).
- Van Wanzele, Ingrid, *Een onderzoek naar de Brusselse politie vanaf het einde van het Ancien Régime tot 1830*, VUB, 2000

- Vandewalle, Isolde, *In naam van de onrust : een onderzoek naar de organisatie van de Gentse gemeentepolitie 1848-1914*, UG, 1992.
- Veldeman, Piet, *Politiek in uniform. Een analyse van de functie van de burgerwacht te Lokeren, 1830-1914*, UG, 1994.
- Vermandere, Daniël, *De veldwachter in het Leiedepartement, 1795-1814. Studie van zijn instelling en zijn sociale toestand*, KUL, 1963.
- Verschaeren, José, *De burgerwacht te Sint-Niklaas. Een historisch onderzoek naar het wezen van een grondwettelijke instelling in de XIXe eeuw*, KUL, 1966.

Evolutions législatives

• Législation en matière de droits publics

- Devos, Luc, *Het effectief van de Belgische krijgsmacht en de militiewetgeving 1830-1914*, Leuven, 1984, (KUL, thèse de doctorat en histoire).
- Esprit, Carl, *Het debat over de legerrekrutering in België, 1887-1902 ? Naar een nieuwe militiewet*, KUL, 1983.
- Herzstein, Rafaël, *La lutte contre l'antisémitisme en Belgique ou la préhistoire d'une loi antiraciste en Belgique, 1945-1985*, ULB, 1995.
- Pfeiffer, Nathalie, *Le droit de vote des femmes en Belgique (1945-1948)*, UCL, 1993.
- Raeymaekers, Timothy, *De politieke strijd om de gelijkheidswet*, UG, 1998.
- Vandenabeele, Jan, *De vereniging zonder winstoogmerk : verkennend onderzoek naar ontstaan en praktijk van de wet van 27 juni 1921*, UG, 1987.
- Vasselli, Anita, *La vérification des pouvoirs au Parlement belge, 1831-1892*, ULB, 1967.

• Législation en matière de droits familiaux

- Beauthier, Régine, *La paix des familles, le secret intérieur des ménages et les regards de la justice. Causes de divorce et relations personnelles entre époux en Belgique et en France au XIXe siècle*, Bruxelles, ULB, 1992 (thèse de doctorat en droit).
- Boogaerts, Katrien, *De wet van 20 juni 1923 : niet enkel een geboorteproblematiek*, VUB, 1996
- Deridder, André, *L'interdiction de la recherche de la paternité (art. 340 du Code Civil) en Belgique (1804-1908)*, ULB, 1994.
- Geulette, Patricia, *Les divorces en Belgique pendant la seconde occupation française, avant la promulgation du code Napoléon (1796-1804)*, ULB, 1980.

- Neckers, Jan, *De politieke besluitvorming ter gelegenheid van de wet op de successierechten d.d. 17.12.1851*, VUB, 1976.
- Nijs, Katrien, *De aanneming van een kind en de dienstwillige voogdij adoptie in België van 1803 tot 1951*, UG, 2002.
- Teirllynck, Anne-Marie, *L'évolution de la notion de puissance paternelle entre le code civil (1804) et la loi Carton de Wiart (1912). La famille et l'Etat*, UCL, 1988.
- Van Lombeek, Marina, *De wet op het opsporen van het vaderschap van het natuurlijk kind (6 avril 1908)*, KUL, 1983.
- Van Mierenhocht, Valérie, *Le retentissement, dans cent cinquante localités de nos régions, du décret révolutionnaire du 20 septembre 1792 instituant "les causes, le mode et les effets du divorce" (an V-1804-1808)*, ULB, 1998.
- Vandenabeele, Franky, *Houding van de parlement en de publieke opinie tegenover de wet op de successierechten, 1848-1851*, UG, 1973.
- Walravens, Claire, *De wet op het sparen van de gehuwde vrouw en de beschikking over haar eigen salaris (1890-1900)*, KUL, 1977.
- Wauthier, Martine, *L'adoption en Belgique. Genèse et portée de la loi du 22 mars 1940*, UCL, 1975.
- Wintein, Rik, *Echtscheiding te Brugge en te Gent tussen 1795-1900. Het betreft een historisch-demografische, sociografische en sociologische studie van dit fenomeen*, UG, 1983.

• Législation en matières économiques

- Beel, Hilde, *De economische wetgeving en de partijvorming tijdens de regering de Theux (4 augustur 1834-6 april 1840). Een kwantitatieve analyse*, KUL, 1977.
- Bernard, Ilta, *La loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles*, ULB, 1989.
- Hoebek, Luc, *De Gentse industriële ontwikkeling en de N.V.-vorm. Een analyse van de toestand voor en na de wet van 18 mei 1873*, UG, 1983.
- Weuts, Jan, *Wet op de financiële en economische informatie*, VUB, 1980.

• Législation en matières sociales

- Deferme, Jo, *Uit de ketens van de vrijheid: wetenschappelijke en politieke debatten over sociale wetgeving in België 1886-1914*, Leuven, 2004 (KUL, thèse de doctorat en histoire).
- De Swert, Roel, *Uitzonderingen op de achturige werkdag: de Hogere arbeidsraad in werking*, KUL, 2004.
- D'haenens, Jef, *Arbeidsduurbeperving 1789-1921. Bijdrage tot de bespreking van de politieke besluitvorming bij de regeling van de arbeidsduur : met nadruk op de wet van 14 juni 1921 op de 8-urendag en de 48-urenweek*, VUB, 1982.

- De Prest, Michèle, *La loi organique de conseils de Prud'hommes du 7 février 1859*, UCL, 1975.
- Gyssels, Koen, *De wet op de arbeidsongevallen en de landbouwers*, UG, 1992
- Jacob, Veerle, *Vrouwen- en kinderarbeid en sociale wetgeving (1919-1936)*, UG, 1976.
- Janssens, Luc, *Vrouwen- en kinderarbeid en sociale wetgeving, 1890-1914*, UG, 1974.
- Joostens, Nele, *De totstandkoming van de wet tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (9 augustus 1963)*, KUL, 2000.
- Marchand, Jean-François, *La légalisation du repos du dimanche en Belgique (1889-1905)*, 2 vol., ULB, 1998.
- Meert, Guy, *Elaboration de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail*, UCL, 1976.
- Mondelaers, Yves, *Het ontstaan en de evolutie van de arbeidsongevallenverzekering in België (1880-1930)*, VUB, 2000.
- Nice, Françoise, *La Journée des huit heures en Belgique des origines de la revendication à la loi du 14 juin 1921*, ULB, 1980.
- Point, Jean-Luc, *L'élaboration de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents de travail. Etude d'opinion*, UCL, 1980.
- Roos, Katrien, *Evolutie van de pensioenwetgeving in België van 1944 tot 1960*, KUL, 1996.
- Simons, Nadine, *De wet op de reglementering van vrouwen- en kinderarbeid van 13 december 1889. Reactie van Parlement en pers*, UG, 1971.
- Steenput, Hugo, *De pachtwet van 7 maart 1929. Een halve eeuw strijd voor de eerste sociale wet voor de pachters*, KUL, 1986.
- Willems Anne, *La loi Vandervelde et ses antécédents*, ULB, 1971.
- Willems, Hans, *De totstandkoming van de wet op de zondagsrust (1905)*, VUB, 1998.
- Wouters, Hans, *De totstandkoming van de wet op de Commissie van Openbare Onderstand (20/3/1925)*, VUB, 1981.

• Législation en matière linguistique

- De Meulder, Koenraad, *Het wetsvoorstel Coremans en de instructies van de bisschoppen. Een religieus-politiek onderzoek naar de vernederlandsing van het vrij middelbaar onderwijs*, UG, 1980.
- Houben, Patrick, *De strijd om de taalwet van 1913 op het leger*, KUL, 1980
- Lermyte, Jean-Marie, *De houding van de politieke partijen tegenover de eerste taalwet, 1872-1873, Persstudie*, KUL, 1969.
- Ryck d'Huisnacht, Jean-Didier, *L'opinion parlementaire et la réforme du régime linguistique de l'enseignement en 1932*, UCL, 1969.

- Van Aken, Wim, *De taalwet op de overheidsadministraties van 1921. De genese van een significante wettekst*, KUL, 1998.
- Van den Berghe, Patrick, *De wet van 22 februari 1908 op het taalgebruik in strafzaken in het arrondissement Brussel*, KUL, 1983.
- Van Ginderachter, Maarten, *De politieke partijen en de taalwetgeving. Een argumentatieanalyse van de kamerdebatten (1873-1963)*, UGL, 1998.
- Van Goethem, Herman, *Taalgebruik en vernederlandsing in het Vlaams-Belgisch gerecht, 1795-ca. 1900*, KUL, 1983.
- Van Velthoven H., *Vlaams en sociale machtsstrijd in België gekontroleerd in de wetgeving (1894-1914)*, Bruxelles, 1980 (VUB, thèse de doctorat en droit, inédite).

• Législation sur l'enseignement

- Donnay, Béatrice, *10 avril 1890 : Loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires*, UCL, 1979.
- Franket, Jean-Pierre, *La loi du 9 juillet 1877 sur le secret du vote et les fraudes électorales*, ULB, 1981
- Hoebanx, Michel, *La loi de 1876 sur l'enseignement supérieur*, ULB, 1983.
- Tillieux, Anne, *La loi Schollaert du 15 septembre 1895 sur l'enseignement primaire*, UCL, 1984.

• Organisation et procédure judiciaire

- De Ridder, J., *De wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling van 1888 tot 1976, haar toepassingen en eventuele wijzigingen*, Bruxelles, 1976 (VUB, thèse de doctorat en droit, inédite).
- Heyvaert, Sigrid, *Twelve men good and true ? Een doorlichting van de juryrechtspraak aan het Hof van Assisen van Brabant tussen 1831-1850*, KUL, 1988.
- Muller, Françoise, *L'institution du Conseil d'Etat en Belgique. Le combat d'un homme : Henri Velge (1911-1951)*, ULB, 2003.
- Pullijn, J., *De voorwaardelijke invrijheidstelling : theorie en praktijk 1955-1981*, UG, 1982 (mémoire de licence en criminologie, inédit).
- Rogiers Els, *De jury rechtspraak in de provincie Brabant in de periode 1880-1900*, KUL, 1985.
- Van Royen, Harry, *Politieke problemen rond de juridische gebiedsomschrijvingen in de provincie Oost-Vlaanderen, 1830-1914*, UG, 1989.

Pratiques juridictionnelles

• Problèmes de société et activité des juridictions civiles

De Kerpel, Katrien, *Invloed van de industrialisering op de activiteiten van het vreedegerecht. Een vergelijkend onderzoek naar de activiteiten van drie vreedegerechten in Oost-Vlaanderen (1795-1910)*, UG, 1996.

Destrument, Isabel, *Les accidents du travail survenus à la Société Anonyme des charbonnages de la Grande Bacnure à Herstal entre 1922 et 1974*, ULB, 2002.

Pittomvils, Kathlijn, *Arbeidsverhoudingen te Gend in de eerste helft van de 19de eeuw. Een studie van de conflicten voor de Werkrechtersraad (1810-1858)*, VUB, 1994.

Stevens, Fred, *De franse wetgeving over het notarisambt en het antwerpse notariaat van 1794 tot 1814 : een institutionele en kwantitatieve studie*, KUL, 1988 (Thèse de doctorat en droit).

• Mesure de la criminalité et activité des juridictions pénales

Allaerts, Gerda *De criminaliteit in het Brusselse gedurende de Franse periode 1795-1811*, KUL 1983.

Anne, Danny, *Studie van "de kleine criminaliteit" in de gemeente Temse (1830-1870)*, UG, 1984 (mémoire de licence en criminologie, inédit).

Delvax, Nicolas, *L'activité pénale dans l'arrondissement de Jodoigne sous le Directoire, société rurale et justice*, UCL, 1996.

Evrard, Saskia, *L'activité de la cour d'assises de Namur (1833-1880)*, UCL 1995.

Franskin, V.E., *Enquête sur la criminalité et la politique criminelle dans le département de l'Ourthe sous le Consulat et l'Empire*, ULG, 1984 (mémoire de licence en criminologie, inédit).

Hanotier, Sandrine, *Le tribunal criminel du département de la Dyle sous le Consulat et l'Empire. 1800-1811*, ULB, 1991.

Levert, Virginie, *Criminalité impunie et activité de poursuite. Les pratiques du parquet à Namur à la fin de l'occupation (avril-septembre 1944)*, UCL, 2000.

Maquet, Julien, *Les arrêts de la Cour d'assises de Liège (1825-1835). Etude historique, pénologique et statistique*, ULG, 1997, travail de fin d'études en criminologie).

Meersman, Sara, *Politioneel geregistreeerde criminaliteit in Lokeren van 1868 tot 1914*, UG, 1999.

Neirinck, G., *Een analyse van de evolutie van het criminaliteitspatroon in Brugge, van 1963 tot 1983, aan de hand van de gemeentelijke politiestatistiek*, UG, 1985 (mémoire de licence en criminologie, inédit).

- Paul, Isabelle, *Les tribunaux révolutionnaires de Bruxelles et de Liège (1794-1795). Instruments d'oppression ou vecteurs d'une justice nouvelle ?*, UCL, 1997.
- Schegers, Luc, *De inwerking van de economische en sociale crisis op de criminaliteit in de provincie Antwerpen (1845-1855)*, UG, 1971.
- Trodoux, Josy, *Le " tribunal de police correctionnelle " d'Habay-la-Neuve sous le Directoire (1795-1800) Une approche quantitative*, UCL, 1997.
- Van Tichelen, Tom, *Misdaad en straf te Antwerpen in de Franse Tijd*, KUL, 2000.
- Vander Vennet, Ilse, *Een vergelijkend criminaliteitsonderzoek tussen Vlaanderen en Ierland tijdens de hongeresnood van 1845 tot 1850*, UG, 1998.
- Verheyden, Helga, *Wanbedrijven, oorzaken en beteugeling in het arrondissement Mechelen (1815-1830)*, UG, 1970.
- Vesentini, F., *Pratiques pénales, crise économique et structures sociales : analyse statistique de la répression judiciaire dans la Belgique du milieu du XIXe siècle (1840-1860)*, Louvain-la-Neuve, 2003 (UCL, thèse de doctorat en histoire, inédite).
- Wauters, Josette, *Les inculpés de crimes jugés par les tribunaux liégeois, 1798-1829*, ULG, 1976.

• Représentations du crime

- Jorissen, Marga, *Ethiek ten dienste van de « défense sociale ». De stellingnamen van regeringen parlement tegenover prostitutie, alcoholisme, landloperij en bedelarij (1884-1894)*, KUL, 1997.
- Lippens, Nancy, *Dénaturée ou dégénérée ? Het juridisch en criminologisch discours over de delinquente vrouw in België, 1840-1940*, KUL 1998
- Weber, Donald, *Kriminaliseringsvertoog van de Belgische parlementairen, 1830-1940. Systeemdeken binnen een disciplinaire strategie*, UG, 1989.

• Problèmes de société et politiques judiciaires

- De Boe, Julie, *Misère et délinquance féminine devant le tribunal correctionnel de Bruxelles en 1848*, UCL, 2000.
- De Maeyer, Liesbeth, *Le règne de la bête : dierenbescherming en - mishandeling tijdens het interbellum in Vlaanderen*, UG., 2004.
- Deneckere, Gita, *Sire, het volk mort. Collectieve actie in de sociale geschiedenis van de Belgische staat, 1831-1940*. UG, 1994 (thèse de doctorat en histoire, 1994).
- Detry, Valérie, *Conflits de légitimité : la médecine officielle face à l'art illégal de guérir : répression et résistances des pratiques populaires de l'art de guérir de 1818 à 1853 principalement à Bruxelles et dans la région bruxelloise*, UCL, 1994.

- Gabriel, Elisabeth, *La répression pénale du duel en Belgique au 19e siècle*, UCL 1990.
- Henkinbrant, Isabelle, *Naissance des politiques sociales en Belgique : les débats sur la réforme de la bienfaisance (1895-1900)*, UCL, 1994.
- Jacobs, Sophie, *La répression de l'édition pornographique à la fin du 19e siècle à Bruxelles (1867-1900)*, UCL, 2004.
- Luyten, H., *Evolutie van de wetgeving omtrent landloperij in België sinds 1830*, UG, 1986 (mémoire de licence en criminologie, inédit)
- Maes, Els, *Miss Blanche en Chiehelette : verkennend historisch onderzoek naar de weerslag van het homoseksuele gebeuren in de gerechtelijke archieven en publieke opinie in Vlaanderen rond de eeuwwisseling*, UG, 1996.
- Maes, Petra, *Waarom nuttige dieren beschermen? Aanloop tot en ontstaan van de eerste Belgische Dierenbeschermingswet: 1863-1929*, KUL, 2004.
- Stercx, Herman, *De negentiende-eeuwse duelscultuur in Frankrijk, Duitsland en België*, KUL, 1993.
- Suenens, Kristien, *Het proces de Buck en de strijd om het imago van de Jezuiten (1864-1868) erfenisbejaging als inzet van het clerico-liberale conflict in België*, KUL, 2003.
- Thiebaut, Ariane, *Le passeport sous le régime français et la circulation extérieure et intérieure des personnes pour le département de la Dyle de 1800 à 1805*, ULB, 2000.
- Timmerman, Martine, *De sociale ernst van het alcoholisme en de mobilisatie voor drankbestrijding vanaf het laatste kwart van de 19de eeuw*, UG, 1981.
- Vandamme, Jean-Marie, *De affaire Degrave-Rorique (1892-1935), van piraterij tot gerechtelijke dwaling*, KUL, 1985
- Warowny, Valérie, *Le Procès du Softenon, 5 novembre 1962-11 novembre 1963. procès d'un assassinat ou procès d'un médicament ?*, ULG, 1999.

Contentieux

• Violences

- Biesmans, Jorre, *Negentiende-eeuwse passionele misdrijven. Beelden en werkelijkheid*, UGL, 2001.
- Celis, Karen, *Abortus in België, 1880-1940*, KUL, 1994.
- Chevalier, Anne-Sophie, *Le criminel passionnel du XIXème siècle. Contribution à l'histoire des mentalités : le personnage et la répression de la cour d'assises du Brabant (1830-1896)*, ULB, 1998.
- Devos, Carine *Kindermoord in de provincie Brabant in de periode 1832-1900*, KUL, 1986.
- Dierckx, Iris, « *Bist Du nicht willig, so brauch ich Gewalt* ». *Seksueel misbruik van minderjarigen in de provincie Brabant (1830-1867)*, KUL 2001.

- Ducheyne, Frederika, *Abortus en anticonceptie in het interbellum. Een verkenning*, UG, 1986.
- Ferket, Nathalie, *Zwijgen als vermoord. Vrouwenmishandeling in België tijdens de negentiende eeuw*, UG, 1998.
- Georis Marie-Anne, *Mort violentes à Namur au début du XIXe siècle (1821-1825). Le fait divers comme source de l'histoire des mentalités*, UCL, 1995.
- Herman, Stefie, *Seksueel geweld in Vlaanderen, 1810-1900. Een bijdrage tot de studie van de geschiedenis van het rechtstwezen en de seksuele mentaliteit in de 19de eeuw*, UG, 2001.
- Huart, France, *La société protectrice des enfants martyrs de Bruxelles (1892-1912)*, UCL, 1994.
- Le Clercq, Geoffroy, *Violence sexuelle, scandale et ordre public. Contribution à l'histoire des mentalités à partir des archives des tribunaux namurois, 1830-1867*, UCL, 1997.
- Mouton, Klaas, *Het kind van de rekening : een bijdrage tot de studie van de mentaliteitsgeschiedenis omtrent pedoseksualiteit tussen 1912-1930, een medisch-juridische en historische benadering. Casus: het gerechtelijk arrondissement Antwerpen*, UG, 2003.
- Palate, Emmanuelle, *Contribution à l'histoire de l'infanticide dans le Pays de Liège de 1700 à 1830*, ULG, 1999.
- Pousseur Caroline, *La violence sexuelle devant les juridictions criminelles du Hainaut de 1795 à 1866*, UCL, 1993.
- Rotthier, Isabel, *Een verkenning, criminaliteit-vrouwen-19^e eeuw, Antwerpen-Gent*, UG, 1998.
- Sauveur, Isabelle, *L'avortement au 19e siècle. Un crime impuni ?*, UCL, 1997.
- Schoukens, Cathy, *L'infanticide devant la Cour d'assises du Brabant au XIXe siècle (1811-1914)*, UCL, 1994.
- Septon, Monique, *La femme criminelle et le poison. L'empoisonnement devant les cours d'assises en Belgique au XIXe siècle*, Marquette University, 1995-1996 (Ph.D. in History).
- Tollet, Annelies, *Schimpen en schelden in het 19de eeuwse Brugge. Beledigingen voor de politierechtbank van Brugge, 1852-1872*, VUB, 2000.
- Vekeman, Famke, *Seksueel geweld in het gerechtelijk arrondissement Antwerpen 1890-1930 : een bijdrage tot de geschiedenis van de seksuele mentaliteit en de machtsverhouding tussen man en vrouw in wetgeving, rechtspraak en dagelijks leven*, UG, 2004.
- Verdonck, Elena, *Lange vingers in het spanningsveld tussen meester en dienstbode : dienstdiediefstal voor het Hof van Assisen te Antwerpen, 1811-1867*, UG., 2003.
- Villers, Stéphanie, *L'avortement et la justice durant l'entre-deux-guerres : une répression illusoire ? Discours normatifs et pratiques judiciaires dans l'arrondissement de Dinant*, UCL, 2004.

- Waegeman, Annelies, *Excès, sévices ou injures graves. Vrouwen mishandeling in België (18550-1901) – casus Oost-Vlaanderen*, UG, 2001
- Willekens, Katlijne, *Abortus, te vondeling leggen en kindermoord: Onderzoek voor Gent (1890-1914)*, UG, 1982.

• Prostitution

- Baré, Virginie, *Les attitudes des autorités du XIXe siècle face à la prostitution. Le cas namurois*, UCL, 1993.
- Bodson, Goele, *Handel in blanke slavinnen te Brussel (1870-1914)*, KUL, 1985.
- De Schaepdrijver, Sophie, *De zonde in banen geleid ; gereguleerde prostitutie te Brussel, 1844-1877. Onderzoek naar hou(d)sters van getolereerde bordelen*, VUB, 1983.
- Devillez, Vincent, *La traite des blanches et l'action de la sûreté publique 1880-1914*, UCL, 1992.
- Huberty, Colette, *Réglementarisme et abolitionnisme en matière de prostitution à Bruxelles 1830-1914*, ULB, 1982.
- Keuppens, Tania, *Prostitutie als sociaal-cultureel fenomeen in de negentiende-eeuwse samenleving : case-study : Leuven 1860-1880*, KUL, 1991.
- Machiels, Christine, *De la maison close à la place publique. Prostitution et mouvement abolitionniste en Belgique (1880-1914) La Société de moralité publique*, 2 vol. UCL 2004.
- Mertens, Israël, *Prostitutie in Vlaandereen. Een sociografische en kwantitatieve studie van het prostitutieel kader : Brugge en Gent, 19^e-begin 20^e eeuw*, UG, 1981.
- Nokerman, Virginie, *La prostitution des mineurs en Belgique (1880-1940). Discours et réalités*, UCL, 1995.
- Pahaut, Sandra, *Le sexe et l'ennemi, 1914-1918*, ULG, 2001.
- Roelens Stefaan, *Clandestine prostitutie te Kortrijk tussen 1887 en 1944*, UG, 1985.
- Scaillet, Christelle, *La prophylaxie sociale de la syphilis dans l'entre-deux-guerres en Belgique*, ULB, 1998
- Van Doorselaer, Els, *Prostitutie te Gent tijdens de negentiende eeuw*. UG, 2001.
- Van Leuven, Anneleen, *De geschiedenis van de beul van Brugge (1500-1863)*, KUL, 2003.
- Van Roey, Griet, *Prostitutie te Antwerpen (19de eeuw)*, KUL, 1990.

• Brigandage, contrebande, atteintes aux biens

- Cauwels, Jeroen, *De naoorlogse smokkel aan de Belgisch-Nederlandse grens, in de regio van het Meetsjesland, 1945-1970*, UG, 2000.

- De Craene, Bas, *De Bende van Hoe-Verstuyft*, UG, 1999.
- De Sutter, Yves, *Politiek-economisch banditisme in Oost-Vlaanderen (1795-1815)*, UG, 1999.
- Kruijten, Arthur, « *De bende van de Veldstraat* », *een dievenbende te St Niklaas halverwege de 19de eeuw*, UG, 1999.
- Schepens, Thomas, *Georganiseerde misdaad in Zuid-Oost Vlaanderen 1831-1867*, UG, 2000.
- Van der Linden, Arthur, « *Wij moeten rap zijn* », *overt stropers en plattelandse normen (Oost-Vlaanderen, tweede helft negentiende, begin twintigste eeuw)* UG, 1999.
- Van Deun, Veerle, *Smokkel en verzet in de Turnhoutse Kempen tijdens de Eerste Wereldoorlog*, KUL, 2003.
- Van Durme, Eric, *Het probleem van de melk- en botervervalsing in België tijdens de periode 1880-1914*, UG, 1977.

• Délits politiques, militaires et d'opinion

- Debaere Marc, *De pers voor de jury. Persprocessen voor het Hof van Assisen van Brabant, 1830-1847*, KUL, 1986.
- Hoslet, Danièle, *Les procès électoraux au XIXe siècle*, ULB, 1983.
- Lernout, Annelies, *De Boerenkrijg in West-Vlaanderen*, UG, 1997.
- Marique, Caroline, *Entre tribunaux ordinaires et tribunaux spéciaux. La perception de la conscription dans le département de Sambre-et-Meuse*, UCL, 2001.
- Roosen, Marc, *De Boerenkrijg in het departement van de Schelde*, UG, 1972.
- Steylemans, Stéphanie, *Risquons-Tout : het proces van het republicanisme. Politieke processen voor de assisenhoven van Antwerpen en Brabant 1848-1849*, KUL, 1988.
- Van Opstal, Elise, *België heeft... Politieke misdrijven voor de Assisenhoven van Antwerpen en Brabant (1830-1849)*, UG, 2004.

• Délinquance juvénile et institutions pour mineurs

- Beels, Maïthé, *Jeugdbendes en het interbellum : een analyse van delinquente jongerengroepen tijdens de periode 1912-1930*, UG, 2003.
- Bentein, Renate, *Brave meisjes en stoute jongens? Genderverschillen in de geschiedenis van de criminaliteit : onderzoek naar de Hasseltse jeugdrechtbank tijdens het interbellum*, UG, 2004.
- Brunson, Vinciane, *La pratique du tribunal pour enfants de Namur (1912-1920). Contribution à l'histoire des tribunaux pour enfants en Belgique*, UCL, 1997.
- Christiaens, Jenneke, *De geboorte van de jeugddelinquent in België (830-1903)*, VUB, 1998 (thèse de doctorat en criminologie).

- De Koster, Margo, *Weerbaar, weerspanning of crimineel? Meisjes en jonge vrouwen tussen emancipatie en delinquentie tijdens de eerste helft van de twintigste eeuw*, VUB, 2003. (thèse de doctorat en histoire).
- Gérard, Renaud, *L'Ecole de bienfaisance de Namur (1890-1912). Contribution à l'histoire de la délinquance féminine*, UCL, 1997.
- Kongs, Eva, *De misleide generatie. De bestraffing van Jeugdcollaborateurs na W.O.II (gerechtelijk arrondissement Gent, 1944-1949)*, UG, 1996.
- Marchal, Lydie, *La pratique du tribunal des enfants de Namur de 1929 à 1950*, UCL, 2004.
- Massin, Veerle, *Jeunes filles coupables étude à partir des dossiers personnels des mineurs délinquantes en séjour à l'Ecole de Bienfaisance de l'Etat à Namur entre 1914-1922*, UCL, 2003.
- Peltier, Marie, *La justice des mineurs en temps de guerre : la pratique du Tribunal pour enfants de Namur durant les années 1940*, UCL, 2003.
- Roegiers, Emmanuel, *Jeugdcriminaliteit in Gent, 1881-1913. Onderzoek naar het sociaal verweer tegen deviante jongeren*, UG, 1998
- Slender, Wilhelmina, *Jeugddelinquentie in een mijngemeente, casus Genk*, KUL, 1998.
- Strimelle, Véronique, *Les institutions pénitentiaires pour enfants en Belgique : le cas de la succursale de Saint-Hubert à Namur, 1871-1892*, UCL, 1985.
- Trooster, Marie, *Les filles du juge : la pratique du tribunal pour enfants de Namur (1912-1934)*, UCL, 2003.
- Van der Heyden, J. *Een historisch-maatschappelijke benadering van het ontstaan van de wet op de kindbescherming van 1912*, VUB, 1983 (mémoire de licence en criminologie, inédit).
- Van Gasse, Joëlle, *Les établissements pour jeunes délinquants en Belgique (1840-1912)*, ULG, 1981.
- Verbrugge, Sarah, *De « onverbeterlijke » meisjes in de marge van het heropvoedingsideaal, Brugge 1890-1912*, UG, 2002.

- Etrangers et migrants

- Casteleyn, Jurgen, *Vreemdelingenbeleid en politieke migratie in België (1848-1851)*, KUL, 2002.
- Coupain, Nicolas, *L'expulsion des étrangers en Belgique (1830-1914)*, ULB, 2000.
- Debruyckere, Tom, *Zigeuners in België tussen 1868 en 1943 : structuralistische benadering van een repressiever wordend beleid*, UG, 1993.
- De Meester, Tom, *De uiterwaarden van de natie Nationaliteitswetgeving en naturalisatie in België (1894-1965)*, UG, 1997.
- Nezer France, *L'administration de la sûreté de l'État face aux Tziganes étrangers de 1858 à 1914*, UCL, 2005.

Rommel, An, *Tweedegeneratievreemdelingen: waardige Belgen? een onderzoek naar de juridische en administratieve praktijk van de optieprocedure te Antwerpen in de periode 1922-1933*, UG, 2004.

• Répressions de guerre et d'après-guerres

— 1914-1918

Dardenne, Marie-Céline, *Punir les « traîtres de la Patrie » La répression de l'incivisme à Verviers après la Première guerre mondiale (1918-1921)*, UCL, 2004.

De Wilde, Stijn, *De bestraffing van het activisme in de rijksadministratie (1918-1921)*, KUL, 2002.

Deckers, Michel, *Van verraders tot martelaars. De strafrechterlijke repressie van het Activisme (1918-1921)*, KUL, 1998

Degeye, Anne-France, *Répression des collaborations et "activisme wallon" : conséquences de la première guerre mondiale dans la province de Namur : contribution à l'histoire judiciaire et politique*, UCL, 1999.

Mignot, Mélanie, *La répression de l'incivisme après la première guerre mondiale à travers la presse francophone bruxelloise (1918-1921)*, UCL, 2001.

Thirion, Audrey, *Le procès des collaborateurs à Liège après la première guerre mondiale*, ULG, 2001.

Trinteler, Caroline, *La répression de la collaboration dans le sud de la province du Luxembourg après la première guerre mondiale. L'activité de la cour d'assises d'Arlon (1919-1929)*, UCL, 2000.

— 1940-1944

Altman, Tamara, *Les criminels de droit commun jugés par les conseils de guerre allemands durant la Seconde Guerre Mondiale en Belgique. Etude qualitative et quantitative sur base des Personalakten de la prison de Saint-Gilles*, ULB, 2004

Bouteca, Nicolas, *Een eindeloze strijd om amnestie: analyse van het debat over de bestraffing van de collaboratie in parlement en pers 1944-2001*, KUL, 2002.

Bruynseels, Kris, *Het leven na de repressie. Organisatie en vereniging van incivieken in de onmiddellijke naoorlogse periode*, VUB, 1999.

Collard, Fabian, *Les formations de combat Rex (1940-1944). De la propagande à la répression*, ULG, 1998.

De Backer, Astrid, *Het proces von Falkenhausen en Reeder*, KUL, 1990.

De Blick, Inge, *Het bewijs van burgertrouw : een vergeten vorm van repressie. Antwerpen, 1944-1947*, KU Leuven 1997.

De Clercq, Katja, *Epuratie van het Gentse stadspersoneel na het einde van de tweede wereldoorlog*, UG., 2002

- De Crop, Liesebet, *De acties voor amnestie in Vlaanderen 1944-1976*, UG, 2001.
- Elslander, Peter, *Parlementaire debatten rond repressie en epuratie (sept. 1944-aug. 1945)*, KUL, 1983.
- Gendebien, Amaury, *Analyse des crimes et délits commis en août et septembre 1944 dans l'arrondissement judiciaire de Namur*, ULB, 1999.
- Geryl, Jasper, *De verplichte tewerkstelling in Duitsland tijdens de Tweede Wereldoorlog : de inzet van arbeiders uit Groot-Roeselare*, UG, 2003.
- Ghysens, B., *De Duitse bezetting in Aalst. 1940-1944. Reconstructie van een collaboratie. Misdaden tegen de veiligheid van de Staat*, VUB, 1983 (VUB, mémoire de licence en criminologie).
- Hennes, Patrick, *De politieke verdachten van mei 1940*, KUL, 1993.
- Janssens, Joël, *De verplichte tewerkstelling in Duitsland tijdens de Tweede Wereldoorlog : het dagelijkse leven van de Aalstenaars*, UG, 2001.
- Konings, Jan, *De terechtstelling van gijzelaars tijdens de Duitse bezetting van België onder het bestuur van de Militärbefehlshaber von Falkenhausen (1940-1944)*, KUL, 1982.
- Leborgne, Corinne, *La Louvière. Une cité à risques. Septembre 1944-1945*, ULG, 2000.
- Libau, Julie, *Aperçu sur la dénonciation qui sévit à Liège durant la 2^e guerre mondiale et sur sa répression*, ULG, 2000.
- Maes, Sandra, *De Duitse militaire contraspionage in bezet België tijdens de Tweede Wereldoorlog : V-man Prosper Dezitter en zijn groep*, 1997
- Matthé, Sis, *Het tweede deel van de repressie : genade, voorwaardelijke en vervroegde invrijheidsstelling*, UG, 2003.
- Moulart, Murielle, *Le procès et la condamnation du major SS P.Schmitt, commandant du Fort de Breendonck (juillet 1949-novembre 1949)*, UCL, 1995.
- Noelmans, Jan, *Repressie in het parlement. De opheffing van de parlementaire onschendbaarheid van de parlementsleden in België na de Tweede Wereldoorlog*, KUL, 2001.
- Quaghebeur, Johan, *De zaak-Martens(1939): amnestie en cultuurautonomie versus Belgisch patriotisme*, KUL, 2003.
- Rose, Julie-Anaïs, *La Bande Chéron : essai de compréhension de l'incivisme et des réactions qu'il a suscité*, UCL, 2000.
- Rzoska, Björn, *'Zij komen allen aan de beurt, de zwarten'. Het interneringscentrum Lokeren 1944-1947. Een kwantitatieve analyse van een repressiecasus*, UG, 1996.
- Segers, Sofie, *Het militair-juridisch apparaat tijdens de repressie in de provincies Antwerpen en Limburg*, KUL, 1989.
- Sunou, Philippe, *Les prisonniers de guerre allemands détenus par la Belgique après la Seconde Guerre mondiale*, ULG, 1972.
- Timmerman, Hilde, *Vrouwen uit Izegem getroffen door de repressie na de Tweede Wereldoorlog. Een case-study in genderperspectief*, UG, 2000.

- Van Brabant, Eric, *Actes de violence dans les neuf communes de la région liégeoise et études sur les bourgmestres de ces communes*, ULG, 2 vol., 1994.
- Van der Auwera, Gerd, *Nazi-ideologie en verplichte tewerkstelling van Belgische vrouwen in de Tweede Wereldoorlog: een confrontatie*, KUL, 2001.
- Van Parys, Els, *De dood met de kogel : over het proces van achtentwintig geëxecuteerde Vlaamse militaire collaborateurs (1945-1948) : een analyse van het gerechtelijke dossier*, KUL, 1997.
- Van Vlasselaer, Katrien, *De Vlaamse krijgsgevangenen in de Tweede Wereldoorlog : de officieren van de Luitenant De Winde-kring*, KUL, 2000.
- Van den Driessche, Reinout, *De emigratie van Vlaamse collaborateurs na de tweede oorlog*, KUL, 1996.
- Vanhaelewyn, Mathieu, *Gerechtigheid is geschiedt? Het discours over de doodstraf en haar tenuitvoerlegging in België tijdens de zuiveringen na de Tweede Wereldoorlog*, UG, 2004.
- Vastiau, Elke, *Parlementaire debatten rondom de verzachting van repressie en epuratie in België (1945-1954)*, VUB, 1997.

L'exécution des peines

- Peines corporelles

- Caroen, Jeroen, *De doodstraf in Oost-Vlaanderen (1811-1914)*, UG, 2000.
- Constant, Odile, *La guillotine, la marque et le carcan : les peines corporelles dans le ressort de la Cour d'assises de Liège entre juin 1811 et 1869*, UCL, 2004.
- Coppola, Marie-Josyane, *L'opinion publique en Belgique face à la peine de mort au XIXe siècle (1827-1867)*, UCL, 1978.
- De Brouwer, Jérôme, *La mort et son public. L'exécution publique à Bruxelles de 1811 à 1867*, UCL, 1999.
- Dupont, Marleen, *Openbare terechtstellingen in West-Vlaanderen (1811-1867)*, UG, 2002.
- Nichels, J., *Overzicht van de opvattingen over de doodstraf in België 1830-1980*, UG, 1980 (mémoire de licence en criminologie, inédit).

- Institutions d'enfermement et établissements pénitentiaires

- Aertssen, J., *De arresthuizen in België*, UG, 1980.
- Alexandre, Fabienne, *Les institutions pénitentiaires pour enfants en Belgique : le pénitencier des filles à Namur (1864-1890)*, UCL, 1987.
- Bruyneel, Elisabeth, *Het leven achter tralies aan de hand van egodocumenten : het penitentiair regime in België 1944-1950*, UG, 2004.

- Burvenich, Kathleen, *De penitentiaire ontwikkelingen aan het begin van de negentiende eeuw. De gevangenis van Gent tussen 1830 en 1850*, UG, 2001.
- Cartillier, Christelle, *Le dépôt de mendicité de Namur (1809-1837)*, UCL, 1995.
- De Backer Marc, *Het penitentiair beleid tussen 1830 en 1860 in België*, KUL, 1988 (mémoire de licence en criminologie, inédit).
- de Brabant, Stéphane, *Les prisons de Namur sous le régime français (1794-1814)*, UCL, 1987.
- Depreeuw Wim, *Landloperij, bedelarij en thuisloosheid. Een socio-historische analyse van repressie, bijstand en instellingen*, 3 vol, KUL, 1986 (thèse de doctorat en criminologie, inédite).
- De Serrano, Veerle, *Het gevangeniswezen te Leuven na de aanhechting van onze gewesten bij Frankrijk (1795-1814)*, KUL, 1983.
- Dingemans, Anke, *Het dagelijks leven in gevangenissen en interneringscentra 1944-1950. Twee getuigenissen over de Begijnenstraat, Sint-Gillis, het Klein Kasteeltje en de Geniekazerne*, KUL, 1995.
- Ghistelinck, Gilbrecht, *Het interneringscentrum van Beverlo te Leopoldsburg 1945-1949; het penitentiair beleid t.a.v. politieke gedetineerden: breuk of evolutie?*, VUB, 4 vol. 2001 (thèse de doctorat en criminologie).
- Hansotte, Véronique, *Prisons et prisonniers. Une institution, une réalité. Contribution à l'histoire liégeoise sous le régime français (1795-1814)*, ULG, 1982.
- Lamair Lucien, *Enkele aspecten van het penitentiaire vraagstuk, 1760-1880, en van het gevangeniswezen op het grondgebied van het hedendaagse België, 1810-1870*, KUL, 1967.
- Lannoyé, Tony, *Landlopers en bedelaars in het bedelaarsgesticht van Merksplas op het einde van de negentiende eeuw*, UG, 2004.
- Laurent, Sylvie, *La première prison pour femmes en Belgique : Namur 1837-1870*, UCL, 1987.
- Lejeune, Marie, *La citadelle de Huy pendant la seconde guerre mondiale*, ULG, 2001.
- Leunen, Tom, *De bewakers van Merksplas Kolonie: 1920-1940 (een arbeids- en samenlevingsonderzoek)*, KUL, 2003.
- Limpens, Ingrid, *Les centres d'internement à la Libération (1944) vus par le Haut Commissariat à la Sécurité de l'Etat*, UCL, 2003.
- Meuwissen, Eric, *Misères et misérables du dépôt de mendicité de la Cambre (1810-1872)*, ULB, 1982.
- Muyllé, Herwig, *Aspecten van de geschiedenis van de criminaliteit. Sociografie van gevangenen van de gevangenis van Gent, volle 19de eeuw*, UG, 1977.
- Parée, Daphné, *la maison centrale de détention de Vilvorde (1799-1814)*, ULB 2000.
- Piron, Didier, *Prisons et prisonniers dans la province de Liège 1815-1830*, ULG, 1986.

- Pluym, Yves, *De rijks weldadigheidskoloniën te Merksplas ten tijde van het interbellum : vrijheidsberoving en liefdadigheid*, UG, 2004.
- Stévigny, Donatienne, *Prisons, prévenus et répression à Bruxelles sous le Directoire (an IV-an VIII). Contribution à l'histoire de la criminalité*, UCL, 1991.
- Valecke, Tony, *Van gemeenschapsregime naar celsysteem. De gevangenis van Veurne in de 19de eeuw*, UG, 1988.
- Van Den Bulcke, Bram, *Het gevangenis personeel in de negentiende eeuw : een verkennend onderzoek*, UG, 2004.
- Van Goidsenhoven, Eva, *Crimineel of gecriminaliseerd? Analyse van de vrouwelijke gedetineerden in de Leuvense hulpgevangenis tijdens de periode 1870-1914*, KUL, 2001.
- Vanneste, Charlotte, *Les chiffres des prisons de 1830 à 1995. Des mécanismes économiques à leur traduction pénale*, UCL, 1997 (thèse de doctorat en criminologie, inédite).
- Van Neste, Günther, *Politieke Gevangenen in Groot-Brussel. Een analyse op basis van erkenningsdossiers*, KUL, 2001.
- Vanden Berge, Anne, *De zorg voor jonge behoeftigen, bedelaars en landlopers in de eerste helft van de negentiende eeuw: de totstandkoming van de wet van 3 april 1848 betreffende de bedelaarsgestichten en de hervormingsscholen*, KUL, 1988 (mémoire de licence en pédagogie historique, inédit).
- Vandenkerckhoven, Vincent, *La maison d'arrêt civile et militaire de Bruxelles : analyse des conditions de vie en milieu carcéral au XXe siècle, (registre d'écrou pour 1904-1947)*, ULB 2000.
- Vercruyse, Tine, *Edouard Ducpetiaux (1804-1868) als penitentiaire hervormer. De centrale gevangenis te Leuven (1860) als concretisatie*, KUL, 1999.
- Verhulst, Sabien, *Edouard Ducpetiaux en de invoering van het cellulair gevangenisstelsel in België in de negentiende eeuw*, UG, 1995.
- Waelput, M., *Invloed van de penologie op de Belgische gevangenisarchitectuur*, UG, 1982 (mémoire de licence en criminologie, inédit).

- Grâce, amnistie

De Broux, Pierre-Olivier, *Le « cimetière justice » et la pratique de la grâce sous Léopold II*, 2001.

Congo belge

Claessens, Anne, *Les magistrats dans la colonisation belge (1945-1960)*, UCL, 1987.

- Decuypere, Philip, *Ordre colonial et justice pénale. La vision de l'administration coloniale sur les système répressif au Congo Belge (1906-1957)* UCL, 2004.
- Feuchaux, Laurence, *Regards de la presse coloniale sur les pratiques de la justice pénale au Congo belge (1921-1940)*, UCL, 1994.
- Van Leeuw, Claire, *L'administration territoriale au Congo belge et au Ruanda-Urundi. Fondements institutionnels et expérience vécue, 1912-1960*, UCL, 1981.
- Vandenkerckhoven, Vincent, *Les contours du rôle social de la force publique au Congo belge (1908-1945)*, ULB, 2003.